



WORLD
POLICY
CONFERENCE

11^e Édition,
26-28 Oct. 2018
Rabat, Maroc

www.worldpolicyconference.com



WORLD POLICY CONFERENCE

ONZIÈME ÉDITION
26-28 OCTOBRE 2018
RABAT, MAROC



WORLD
POLICY
CONFERENCE

SOMMAIRE

PRÉFACE	page 3
PROGRAMME	page 4
OUVERTURE	page 6
SESSIONS PLÉNIÈRES	page 12
ATELIERS PARALLÈLES	page 68
DÉJEUNERS ET DÎNERS DÉBATS	page 82
NETWORKING	page 94
INVITÉS	page 105
DISCOURS D'OUVERTURE	page 116
PRESSE & WPC TV	page 121
PARTENAIRES ET ORGANISATIONS	page 130

Préface



La World Policy Conference (WPC) – faut-il le rappeler ? – a pour mission de contribuer à promouvoir un monde plus ouvert, plus prospère et plus juste. Mais on doit ajouter que cela suppose un effort permanent pour comprendre la réalité des forces en jeu ainsi que leurs interactions, et pour réfléchir à l'adaptation pacifique de l'organisation des rapports interétatiques à tous les niveaux, dans le respect de la culture et des intérêts fondamentaux de chaque nation.

La première WPC – en octobre 2008 – reste marquée par le début de la fin de l'idéologie caricaturale de la mondialisation libérale. Près de 11 ans après notre première rencontre à Évian, bien des crises – économiques et politiques – ont eu lieu. Mais aucune n'a dégénéré à l'échelle globale. En cela, on peut voir le verre à moitié plein. Sans verser dans le pessimisme, on est cependant obligé de se préoccuper de la dégradation continue de la gouvernance mondiale. Les États-Unis s'enfoncent dans l'unilatéralisme avec une conception étroite et brutale de leurs intérêts nationaux. La Chine est consciente de la nécessité d'un ordre mondial reposant sur des règles du jeu, mais elle veut les redéfinir en sa faveur. Donald Trump utilise le commerce et la monnaie comme des armes au service de sa politique. Il en tire des profits à court terme, sans voir que les concurrents ou adversaires de l'Amérique finiront par s'adapter à son détrimement et à celui de la notion d'ordre libéral. Le président des États-Unis n'hésite pas à ériger l'insulte en principe de politique étrangère, et à constamment exacerber les passions. Il méconnaît le principe de sagesse selon lequel l'intérêt bien compris de tout gouvernement est de les modérer. Si l'hôte de la Maison-Blanche se conduit ainsi, comment s'étonner de la montée des populismes et des « démocraties illibérales », en Europe et ailleurs ? Ou bien des régimes autoritaires, à commencer par la Chine ? Les premiers en rajoutent en imitant Trump. Les autres capitalisent sur la peur. Doit-on se résigner à penser qu'à la limite la révolution numérique débouchera sur la dictature, directement ou via l'anarchie ?

Si l'ordre mondial est aujourd'hui menacé, c'est aussi parce que nombre de pays, du Sud comme du Nord, de l'Est comme de l'Ouest, souffrent de faiblesses identitaires. Or la notion d'intérêt national est dépourvue de sens dans un pays désuni. Le principal paradoxe de la mondialisation est que d'un côté

elle implique chez chacun une conception de plus en plus large de l'intérêt national. En d'autres termes, une souveraineté de plus en plus solidaire. De l'autre, elle tend à fracturer les unités politiques davantage qu'elle ne les rapproche. Dans ce contexte, les démocraties libérales paraissent souvent impuissantes. En conséquence, elles risquent de perdre leur légitimité, au profit des démocraties illibérales. Le rejet actuel des élites tient à ce qu'elles sont rendues responsables des difficultés systémiques des démocraties contemporaines. Certains croient possible de sauver la démocratie en promouvant sa forme participative. Mais n'est pas la Suisse qui veut. Et d'ailleurs, qui le veut, en dehors de la Suisse ? Si la notion d'« intelligence collective » a un sens, ce n'est pas que de n'importe quelle assemblée constituée au hasard puisse émerger de bonnes solutions aux problèmes les plus complexes. La remarque vaut pour les relations internationales, dont la compréhension suppose de la maturité et une réelle connaissance des autres.

Ce qui nous ramène à la mission de la WPC. Sa 11e édition, à Rabat, a été saluée par ses participants pour l'excellence des débats et la qualité des intervenants. Faut-il rappeler qu'elle rassemble au premier chef des personnalités qui exercent ou ont exercé de hautes responsabilités économiques ou politiques ? La WPC n'est pas un club d'experts ou de journalistes, même si d'excellents experts et journalistes en font partie. Son lien avec l'Ifri est historique et ne signifie nullement qu'elle réponde au modèle classique d'une « conférence de think tanks ». Elle s'apparente plutôt à des clubs comme la Commission trilatérale ou le Bilderberg – sans tomber dans l'écueil du secret – créés au temps de la guerre froide, et c'est ainsi que je l'ai conçue.

Pour revenir à la notion d'intelligence collective et aux conditions de sa pertinence, le but que la WPC doit poursuivre est d'améliorer constamment la qualité et la composition du « bouquet » de la communauté qu'elle constitue, grâce à quoi elle se montrera de plus en plus capable de faire émerger de bonnes idées transformables en actions par les architectes du monde futur, pourvu qu'ils en aient le courage.

Thierry de Montbrial
Président et fondateur de la WPC
9 Février 2019



Vendredi 26 Octobre

08:30 – 09:45: *Ouverture*

Thierry de Montbrial, Fondateur et président de la WPC
Amadou Gon Coulibaly, Premier ministre de Côte d’Ivoire
Message du Général Michel Aoun, Président du Liban
Message de Sa Sainteté Bartholomée I^{er}, Archevêque de Constantinople, Nouvelle Rome et Patriarche Œcuménique

09:45 – 11:45:

Session plénière 1 : Défis économiques majeurs des cinq prochaines années

Modérateur :

Jeffrey Frieden, Professeur à l’Université de Harvard

Intervenants :

Partie 1

Kemal Dervis, Senior Fellow du programme économie mondiale et développement à la Brookings Institution, ancien directeur du PNUD, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie, ancien vice-président de la Banque mondiale

Marcus Noland, Vice-président exécutif et directeur d’études au Peterson Institute for International Economics, ancien économiste principal au Conseil des conseillers économiques du Bureau exécutif du Président des États-Unis

Il SaKong, Président de l’Institute for Global Economics, ancien président du Comité présidentiel pour le sommet du G20, ancien ministre des Finances de la République de Corée

Qiao Yide, Vice-président et secrétaire général de la Shanghai Development Research Foundation (SDRF)

Partie 2

Karl Brauner, Directeur général adjoint de l’OMC

Patrick de Castelbajac, Directeur général délégué à la stratégie et à l’international d’Airbus

Suzanne Hayden, ancien Procureur principal du ministère de la Justice des Etats-Unis, membre du Conseil d’experts de PMI Impact
Itoh Motoshige, Professeur émérite à l’Université de Tokyo, professeur à l’Université Gakushuin, membre du Conseil japonais sur la politique économique et fiscale

11:45 – 12:15:

Session plénière 2 : Discussion

Thierry de Montbrial, Fondateur et président de la WPC, avec **Jean-Paul Agon**, Président-directeur général, L’Oréal

12:15 – 12:45:

Session plénière 3 : Discussion

Jim Hoagland, Conseiller de la rédaction du Washington Post, avec **Jean-Yves Le Gall**, Président du Centre National d’Études Spatiales (CNES), président de la Fédération Internationale d’Astronautique (IAF), président du Conseil de l’Agence spatiale européenne (ESA)

13:00 – 14:45:

Déjeuner-débat

Olivier Blanchard, Fred Bergsten Senior Fellow au Peterson Institute for International Economics, ancien économiste en chef du FMI

15:00 – 16:00:

Session plénière 4 : Les migrations et l’avenir du multiculturalisme

Modérateur :

Sean Cleary, Fondateur et vice-président de la FutureWorld Foundation, président de Strategic Concepts (Pty) Ltd

Intervenants :

Jean-François Copé, ancien Ministre délégué au Budget, maire de Meaux, avocat au Barreau de Paris

László Trócsányi, Ministre de la Justice de Hongrie

Bogdan Klich, Sénateur, chef de l’opposition au Sénat polonais, ancien ministre de la Défense, membre du Parlement européen

Jim Hoagland, Conseiller de la rédaction du Washington Post

16:00 – 17:00:

Session plénière 5 : Préparer les enfants et les jeunes à l’emploi au 21^e siècle

Modérateur :

Brian A. Gallagher, Président-directeur général d’United Way of America/United Way Worldwide

Intervenants :

Juliette Tuakli, Membre du Conseil de direction de United Way Worldwide, PDG et médecin-chef de CHILDAccra, Ghana

Eduardo de Campos Queiroz, PDG de la Fondation Maria Cecilia Souto Vidigal, Brésil

Chittaranjan Kaul, Directeur du Centre for Learning Resources, Inde

17:00 – 17:45:

Session plénière 6: Religion et politique en Chine

Modérateur :

Richard Cooper, Professeur d’économie internationale à l’Université de Harvard, ancien président du National Intelligence Council, ancien sous-secrétaire d’État aux Affaires économiques

Intervenants :

Franciscus Verellen, Directeur du Centre EFEO de Hong Kong, ancien directeur de l’Ecole Française d’Extrême-Orient

Jean-Pierre Cabestan, Directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), professeur et directeur du département de science politique et d’études internationales de l’Université baptiste de Hong Kong

17:45 – 19:15:

Session plénière 7: Moyen-Orient

Modérateur :

Steven Erlanger, Correspondant diplomatique en chef pour l’Europe, New York Times

Intervenants :

Renaud Girard, Grand reporter et correspondant de guerre pour Le Figaro

Odeh Aburdene, Président d’OAI Advisors, membre du Council on Foreign Relations

Mona Makram Ebeid, Sénatrice égyptienne et ancienne députée, Distinguished Lecturer au département de sciences politiques de l’Université américaine du Caire

Miguel Ángel Moratinos, ancien Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération d’Espagne, ancien représentant spécial de l’UE pour le processus de paix au Moyen-Orient

Itamar Rabinovich, Président de l’Israel Institute (Washington et Jérusalem), professeur émérite en histoire du Moyen-Orient à l’Université de Tel Aviv, Distinguished Fellow au sein de la Brookings Institution

20:00:

Cocktail & dîner

Débat avec

Laurent Fabius, Président du Conseil constitutionnel, ancien Premier ministre français

Samedi 27 Octobre

08:30 – 10:15:

Session plénière 8 : Les conséquences de Trump

Modérateur :

Steven Erlanger, Correspondant diplomatique en chef pour l’Europe, New York Times

Intervenants :

Michael Fullilove, Directeur exécutif du Lowy Institute, ancien conseiller du Premier ministre australien

Rozlyn Engel, ancienne Directrice du Bureau de l’analyse macroéconomique du Département du Trésor des États-Unis, chercheur non résident du programme Géo-économie et Stratégie de la Fondation Carnegie pour la paix internationale

Ichiro Fujisaki, Président du Nakasone Peace Institute, ancien vice-ministre japonais des Affaires étrangères, ancien ambassadeur du Japon aux Etats-Unis

Wang Jisi, Président de l’Institut des études stratégiques et internationales de l’Université de Pékin

Ryu Jin Roy, Président-directeur général de Poongsan Group, vice-président du Conseil économique Corée-Etats-Unis, vice-président de la Fédération des industries coréennes

Igor Yurgens, Président de l’Institut du Développement Contemporain, Russie

Hubert Védrine, ancien Ministre français des Affaires étrangères

10:15 – 10:45:

Session plénière 9 : Discussion

Thierry de Montbrial, Fondateur et président de la WPC, avec **Carlos Ghosn**, Président-directeur général de Renault-Nissan-Mitsubishi, Président-directeur général de Renault et Président du Conseil d’administration de Nissan Motor et de Mitsubishi Motors Corp

10:45 – 12:00:

Session plénière 10 : Le problème de la Corée du Nord

Modérateur :

Vuk Jeremić, Président du Centre pour la coopération internationale et le développement durable (CIRSD), ancien ministre des Affaires étrangères de Serbie

Intervenants :

Tsakhia Elbegdorj, ancien Président de Mongolie

Wang Jisi, Président de l’Institut des études stratégiques et internationales de l’Université de Pékin

Douglas Paal, Vice-président des études de Carnegie Endowment for International Peace

Yim Sung-joon, Conseiller chez Lee International IP & Law Group, ancien vice-ministre des Affaires étrangères de la République de Corée

Hosoya Yuichi, Professeur à la faculté de droit de l’Université Keio, ancien membre du comité consultatif du Japan’s National Security Council

Georgy Toloraya, Directeur du Centre de stratégie russe en Asie à l’institut d’économie de l’Académie des sciences de Russie

12:00 – 13:00:

Session plénière 11 : One Belt, One Road

Modérateur :

Ronnie C. Chan, Président de Hang Lung Properties

Intervenants :

Leung Chun-Ying, Vice-président du Comité national de la

Conférence consultative politique du peuple chinois, ancien Premier ministre de de la Région administrative spéciale de Hong Kong en République populaire de Chine

Shiv Vikram Khemka, Vice-président de SUN Group, Président exécutif de The Global Education & Leadership Foundation, Inde

Bayu Krisnamurthi, ancien Vice-ministre du Commerce d’Indonésie

13:15 – 15:00:

Lunch debate

Mustapha Bakkoury, Président de la Moroccan Agency for Solar Energy (Masen)

15:15 – 16:15:

Session plénière 12 : L’avenir de l’euro

Modérateur :

Jean Pisani-Ferry, titulaire de la chaire Tommaso Padoa-Schioppa à l’Institut universitaire européen et Senior Fellow à Bruegel

Intervenants :

Ashoka Mody, Économiste et professeur associé Charles and Marie Robertson en politique économique internationale à la Woodrow Wilson School de l’Université de Princeton

Jean-Claude Trichet, Président du Conseil d’administration de l’Institut Bruegel et ancien président de la BCE

Olivier Blanchard, Fred Bergsten Senior Fellow au Peterson Institute for International Economics, ancien économiste en chef du FMI

16:30 – 19:00: *Ateliers parallèles*

Atelier 1 : Finance et économie

Chair:

Jean-Claude Trichet, Président du Conseil d’administration de l’Institut Bruegel et ancien président de la BCE

Intervenants :

Qiao Yide, Vice-président et secrétaire général de la Shanghai Development Research Foundation (SDRF)

Jean-Claude Meyer, Vice-Chairman International de Rothschild & cie

Jeffry Frieden, Professeur à l’Université de Harvard

Daniel Dăianu, Membre du Conseil d’administration de la Banque Centrale de Roumanie, membre du Conseil européen des relations étrangères, ancien ministre des Finances de Roumanie

Itoh Motoshige, Professeur émérite à l’Université de Tokyo, professeur à l’Université Gakushuin, membre du Conseil japonais sur la politique économique et fiscale

Bertrand Badré, Fondateur et PDG de Blue like an Orange Sustainable Capital, ancien directeur général et directeur financier du Groupe de la Banque mondiale

Atelier 2 : Energie et climat

Chair:

Nobuo Tanaka, Président du Conseil de la Sasakawa Peace Foundation, ancien directeur exécutif de l’AIE

Intervenants :

Olivier Appert, Président du Conseil Français de l’Energie et du Comité français du Conseil Mondial de l’Energie

Leïla Benali, Présidente de l’Arab Energy Forum

Richard Cooper, Professeur d’économie internationale à l’Université de Harvard, ancien président du National Intelligence Council, ancien sous-secrétaire d’État aux Affaires économiques

Tatsuo Masuda, Professeur invité à la Graduate School de Nagoya University of Commerce and Business (NUCB) sur le lien entre l’énergie et le changement climatique, auditeur de SOC Corporation à

Tokyo, président de FairCourt Capital à Londres et membre du comité stratégique d’Eilon House à Singapour

Ladislas Paszkiewicz, Vice-président Stratégie et Climat, Total

Atelier 3 : L’Afrique

Président :

Nathalie Delapalme, Directeur exécutif de la Mo Ibrahim Foundation

Intervenants :

Uri Dadush, Senior Fellow de l’OCP Policy Center et chercheur non-résident à Bruegel

Elisabeth Guigou, Présidente de la Fondation euro-méditerranéenne Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures, ancienne députée et présidente de la Commission des Affaires étrangères de l’Assemblée nationale

Mostafa Terrab, Président-directeur général du Groupe OCP

Othman El Ferdaous, Secrétaire d’Etat chargé de l’Investissement auprès du ministre marocain de l’Industrie, de l’Investissement, du Commerce et de l’Économie numérique

Juliette Tuakli, Membre du Conseil de direction de United Way Worldwide, PDG et médecin-chef de CHILDAccra, Ghana

Lionel Zinsou, Co-président de SouthBridge, ancien Premier ministre du Bénin

Hailemariam Desalegn, ancien Premier ministre de l’Ethiopie

20:00:

Cocktail & dîner de gala

Nasser Bourita, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Royaume du Maroc

Dimanche 28 Octobre

08:30 – 09:45:

Session plénière 13 : Young Leaders

Modérateur :

Patrick Nicolet, Directeur des technologies et membre du comité de direction générale de Capgemini

Intervenants :

Mathilde Pak, Economiste dans la Division de l’analyse des politiques structurelles du Département des affaires économiques à l’OCDE

Marco Janmaat, Fondateur et directeur de VR Owl, Pays-Bas

Natasha Franck, Fondatrice et PDG de Eon Group, Etats-Unis

Tarek Ouertani, Directeur Marketing de ProGlove, Allemagne

Hermine Durand, Cheffe de la division de Bordeaux de l’Autorité de Sûreté Nucléaire

09:45 – 11:00:

Session plénière 14 : Europe : quelques enjeux stratégiques

Modérateur :

Ali Aslan, Présentateur et journaliste, Deutsche Welle TV

Intervenants :

Josep Borrell, Ministre espagnol des Affaires étrangères, de l’Union européenne et de la Coopération et ancien président du Parlement européen

Karin Kneissl, Ministre autrichienne des Affaires étrangères

Michael Lothian, Membre de la Chambre des Lords, ancien député du Parti conservateur

Nicolas Véron, Senior Fellow à Bruegel et au Peterson Institute for International Economics

Jean-Louis Bourlanges, Député français, ancien membre de la Cour des comptes et député européen

11:00 – 12:30:

Session plénière 15 : Impacts d’un monde connecté

Modérateur :

Virginie Robert, Chef du service international, Les Echos

Intervenants :

François Barrault, Président de IDATE DigiWorld, Président et fondateur de FDB Partners

Chang Dae-whan, Président du Maekyung Media Group, membre de la Commission mondiale sur la gouvernance d’Internet, ancien Premier ministre intérimaire de la République de Corée

Patrick Nicolet, Directeur des technologies et membre du comité de direction générale de Capgemini

Tobby Simon, Membre de la Commission mondiale pour la gouvernance d’internet (GICIG) et de la Commission trilatérale, fondateur et président de la Synergia Foundation

Francis Gurry, Directeur général de l’Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI)

12:45 – 14:30:

Déjeuner-débat

Hailemariam Desalegn, ancien Premier ministre de l’Ethiopie

Lionel Zinsou, Co-président de SouthBridge, ancien Premier ministre du Bénin

14:45 – 15:45:

Rapports des ateliers parallèles

15:45 – 17:45:

Session plénière 17 : Débat final

Modérateur :

Thomas Gomart, Directeur de l’Ifri

Intervenants :

Assia Bensalah Alaoui, Ambassadeur itinérant de Sa Majesté le Roi du Maroc

Stuart Eizenstat, Associé, Covington & Burling LLP

Donald Johnston, Président émérite de la Fondation McCall MacBain, ancien Secrétaire général de l’OCDE

Tadakatsu Sano, Avocat, Jones Day, ancien directeur général du Bureau des politiques commerciales et vice-ministre des Affaires internationales du Japon

Bernardino León Gross, Directeur général de l’Emirates Diplomatic Academy aux Emirats arabes unis, ancien Représentant spécial du secrétaire général et chef de la mission de l’ONU en Libye

Pierre Morel, Directeur de l’Observatoire Pharos, ancien représentant spécial de l’Union Européenne pour l’Asie centrale et la crise en Géorgie

Artem Malgin, Vice-recteur de l’Institut d’Etat des relations internationales de Moscou (MGIMO)

Manuel Muñiz, Doyen de l’École d’affaires publiques et internationales d’IE University et professeur Rafael del Pino de pratique de la transformation globale

Fathallah Oualalou, Senior Fellow de l’OCP Policy Center, ancien ministre de l’Économie et des Finances du Royaume du Maroc

17:45: *Clôture*





11th EDITION
GOUVERNANCE MONDIALE
19-20 JANVIER 2014 - PARIS

WORLD
POLICY
FORUM

11th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
October 22-24, 2014 - BOSTON



Thierry de Montbrial

Fondateur et président de la WPC



“ On ne gouverne pas uniquement avec la raison. On ne gouverne pas uniquement avec les émotions. Il faut un équilibre, il faut de la mesure. Or, ce que nous voyons sous nos yeux est une forme de polarisation où le triomphe de la raison, tel qu’il s’exprime par la révolution technologique, exacerbe indirectement les passions les plus destructrices et les détournements les plus maléfiques de l’aspiration au divin. Plus que jamais, je crois à la pertinence de la mission que s’est assignée la WPC depuis 10 ans. Il faut prêter une attention croissante à toutes les formes de biens communs à l’humanité, à commencer par le climat et l’environnement. Il faut identifier ces biens communs et apprendre à les gérer collectivement. Il faut réinventer les pratiques de la démocratie, selon des formes combinant mieux dignité et efficacité. En portant activement ce message, la WPC espère contribuer, certes modestement, au développement durable d’un monde raisonnablement ouvert qui permette aux êtres humains – quelle que soient leurs croyances - de mieux vivre tant la réalité que le mystère de leur existence.

*Version intégrale page 118

Amadou Gon Coulibaly

Premier ministre de Côte d’Ivoire



“ Le continent africain possède aujourd’hui 60 % des terres arables inexploitées au monde et d’abondantes ressources minières et énergétiques, y compris renouvelables. Notre continent abrite six des dix économies les plus dynamiques au monde en termes de croissance, dont fait partie la Côte d’Ivoire. Les fondamentaux du continent africain sont solides pour continuer sa trajectoire de croissance. D’ici 2050, selon les Nations Unies, une personne sur quatre sera africaine, la population des jeunes Africains de moins de 15 ans sera d’environ 850 millions et notre main d’œuvre sera la plus importante au monde. [...] L’Afrique dispose de bases solides pour devenir un pilier de la croissance et de la prospérité mondiale. Pour ce faire, il est de la responsabilité des dirigeants africains de mettre en place des politiques et des stratégies capables de relever les défis, et ceci dans un monde en perpétuelle mutation, dans un monde de moins en moins prévisible. En effet, comme le disaient plusieurs personnalités, l’exemple récent des pays d’Asie, notamment de la Chine, avec la multiplication par 56 de son PIB par habitant au cours des 40 dernières années, et la sortie de près de 700 millions d’habitants de la pauvreté montre que cela est possible.

*Version intégrale page 118

Message du Général Michel Aoun

Président du Liban

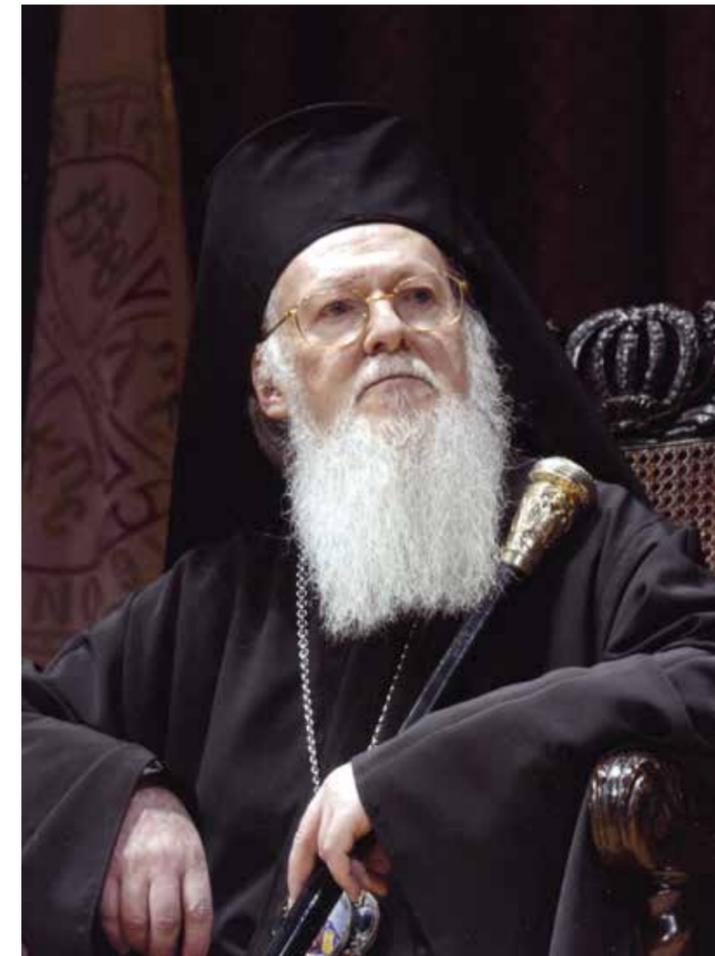


“Aujourd’hui plus que jamais, peuples et Etats du monde se trouvent dans l’urgence d’apprendre à connaître au milieu du chaos quasi généralisé le sens et le respect de la vérité que nous ne vivons pas séparés les uns des autres. La reconnaissance de l’unité de la famille humaine dans sa diversité et sa pluralité et l’attention portée à la dignité unie de toute personne se doivent de recevoir un élan dans la responsabilité de protéger tout être humain. A l’inverse, c’est l’indifférence ou la non-intervention qui causent de réels dommages. Il faut réaliser des modalités pour prévenir les conflits ou les résoudre, non seulement grâce aux moyens dont dispose l’action diplomatique, mais surtout voire avant tout en accordant attention et soutien au dialogue, à la volonté de réconciliation, à la justice transactionnelle. En lançant l’année passée à la tribune des Nations Unies mon initiative de faire du Liban un centre mondial du dialogue interreligieux et interculturel, en lançant cette année à la même tribune cette convention multilatérale pour instaurer l’Académie de l’homme pour la rencontre et le dialogue dans notre pays, le Liban a voulu montrer une fois de plus sa mission dans cette région du monde, berceau de tous les rêves et légitimes attentes, devenue pour certains un espace voué aux conflits sans fin.

*Version intégrale page 119

Message de Sa Sainteté Bartholomée I^{er}

Archevêque de Constantinople, Nouvelle Rome et Patriarche Œcuménique



“La montée du populisme dans le monde inquiète. Idéologie sans substance, politique clientéliste et partisane, elle n’est que la reprise cynique d’une devise bien connue en relations internationales : « Diviser pour mieux régner ». Or, ce diagnostic que nous portons sur nos sociétés contemporaines témoigne aussi du malaise et du mal-être de la personne humaine. À la suite de différentes révolutions politiques, industrielles, économiques et technologiques qui se sont succédé depuis le XVIII^e siècle jusqu’à nos jours, la mondialisation, fruit de la modernité, a fait croire en l’existence d’un monde toujours plus interdépendant et connecté. De cette interdépendance globale devaient naître plus de qualités, plus de libertés, voire plus de démocratie. Cependant, se servant des échecs de la mondialisation comme d’un bouc émissaire utile, le populisme en fait le lit de la haine de l’autre. Malheureusement, dans ce tourbillon d’excès et de violence, le fait religieux est souvent utilisé à des fins disruptives, faisant l’apologie de la rupture et opposant les personnes les unes aux autres au point qu’aucun dialogue ne soit plus possible.

*Version intégrale page 120

SOUS LE HAUT PATRONAGE DE SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI
UNDER THE HIGH PATRONAGE OF HIS MAJESTY KING MOHAMMED VI

11^e EDITION
GOVERNANCE MONDIALE
26-28 octobre 2018 • Rabat

WORLD
POLICY
CONFERENCE

11th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
October 26-28, 2018 • Rabat

www.worldpolicyconference.com
#WorldPolicyConf



Défis économiques majeurs des cinq prochaines années



MODÉRATEUR :
Jeffrey Frieden
Professeur à l'Université de Harvard



Kemal Dervis

Senior Fellow du programme économie mondiale et développement à la Brookings Institution, ancien directeur du PNUD, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie, ancien vice-président de la Banque mondiale



Marcus Noland

Vice-président exécutif et directeur d'études au Peterson Institute for International Economics, ancien économiste principal au Conseil des conseillers économiques du Bureau exécutif du Président des États-Unis

Pendant une courte période, le multilatéralisme a été réellement international, et il est sans doute vrai que si les États-Unis, l'Europe occidentale et le Japon avaient adopté une approche plus généreuse ou ouverte envers l'économie mondiale dans son ensemble pendant la période précédente, nous aurions eu un vrai multilatéralisme, qui en fait n'a jamais existé. Nous vivons désormais dans un monde beaucoup plus multipolaire, même si à l'heure actuelle, les États-Unis et la Chine sont de loin les deux géants dominants. La question est de savoir si un nouveau multilatéralisme verra le jour, avec la Chine jouant un rôle prépondérant cette fois, et avec les pays en développement et les marchés émergents dans un rôle bien plus important qu'auparavant. Ce n'est pas de savoir si le multilatéralisme a disparu, car il n'a jamais été global. [...] Mon deuxième point concerne davantage l'économie. Il y a environ deux ans, on évoquait un ralentissement de l'économie mondiale. Larry Summers, Robert Gordon et bien d'autres en avaient une vision très pessimiste. [...] Aujourd'hui, la stagnation séculaire ou l'essor et le déclin de la croissance américaine ne sont plus d'actualité. L'économie mondiale connaît la croissance. Celle-ci, sous la conduite des États-Unis et de la Chine, est bien plus généralisée qu'avant. [...] Les nouvelles technologies vont-elles continuer à générer une croissance généralisée ou non ? Je pense qu'elles le feront. [...] Ce qui n'est pas clair, c'est qui en seront les bénéficiaires et ce qui arrivera en matière de répartition des revenus. [...] une répartition des revenus qui devrait être plus équilibrée, tant à travers le monde, par-delà les frontières, qu'au niveau domestique. Je pense que le véritable défi pour les cinq prochaines années, c'est de réussir à déterminer une voie, un ensemble de réglementations et un type de multilatéralisme qui réussiront à accomplir cela.

En matière de politique commerciale, Donald Trump est un protectionniste. Certaines de ses vues protectionnistes remontent aux années 1980. Il a fait campagne avec un programme protectionniste, et bien qu'il y ait une certaine incertitude concernant les objectifs de son administration et dans quelle mesure celle-ci souhaite utiliser des tactiques conflictuelles pour les atteindre, je pense que l'orientation globale de cette politique est manifeste. Les objectifs sont la réduction des déficits commerciaux, tant mondiaux que bilatéraux, la renégociation ou l'abrogation des accords commerciaux « désastreux », et la reconstruction de l'industrie manufacturière en démantelant les chaînes d'approvisionnement mondiales et en rapatriant la production aux États-Unis. Ces objectifs s'appuient sur l'utilisation agressive de lois américaines contre le dumping et les pratiques commerciales déloyales, et de façon particulièrement inquiétante, de l'article 232 lié à la sécurité nationale, avec une focalisation sur la Chine. L'application de l'article 232 est spécialement préoccupante, car il est rédigé en termes très vagues, et son utilisation par les États-Unis est pratiquement une invitation à les imiter pour les autres pays. Si l'on observe la renégociation des accords commerciaux en vigueur, notamment l'Aléna ; les critiques à l'encontre du mécanisme de règlement des litiges de l'OMC en invoquant la souveraineté ; et une préférence pour les négociations bilatérales plutôt que via l'OMC ou les initiatives régionales, en fin de compte, l'administration Trump se concentre sur le dénouement des accords passés et l'institution de restrictions frontalières. Il est encore difficile de savoir si le protectionnisme n'est qu'un moyen d'arriver à ses fins. Une interprétation optimiste serait que ce protectionnisme est une manœuvre tactique complexe qui finalement générera un système plus ouvert, plutôt qu'une fin en soi. [...]



11^e EDITION
MONDIALE
octobre 2018 • Rabat

WORLD
POLICY
CONFERENCE

11th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
October 26-28, 2018 • Rabat

www.worldpolicyconference.com
#WorldPolicyConf



SESSION 1 • VENDREDI 26 OCTOBRE • 09:45 - 11:45

Défis économiques majeurs des cinq prochaines années



Il SaKong

Président de l'Institute for Global Economics, ancien président du Comité présidentiel pour le sommet du G20, ancien ministre des Finances de la République de Corée



Qiao Yide

Vice-président et secrétaire général de la Shanghai Development Research Foundation (SDRF)



Karl Brauner

Directeur général adjoint de l'OMC

Nous vivons dans un monde très interconnecté du point de vue économique. Par conséquent, tout défi mondial devra être relevé par le biais d'efforts de coordination et de coopération politiques au niveau communautaire international. Je vais donc aborder en premier ce qui semble être le problème le plus grave pour la communauté internationale pour les cinq prochaines années, à savoir : « le manque de leadership mondial » ou « le déficit de leadership mondial » causé par la mise en retrait des Etats-Unis, qu'aucun autre pays ou groupe de pays n'essaie de remplacer. Par conséquent, l'économie mondiale pourrait pâtir des « risques de type piège de Kindleberger » engendrés par une insuffisance de biens publics mondiaux, notamment un environnement de libre-échange et une stabilité financière. [...] Plus précisément, il est fort probable que des crises financières plus ou moins importantes surviennent, en particulier dans les économies émergentes, et les récessions habituelles inhérentes aux facteurs politiques pourraient être inévitables dans les économies avancées en cas de marge de manœuvre monétaire et budgétaire insuffisante pour la plupart de ces pays. [...] Les pays du G20 avaient convenu en 2009 de faire du sommet du G20 leur premier forum de coopération internationale en vue d'une croissance mondiale équilibrée et durable. C'est pourquoi il est urgent qu'ils s'efforcent conjointement de ressusciter le processus du sommet du G20 dans le but de combler le manque de leadership mondial pour être en mesure d'affronter correctement les défis économiques mondiaux des cinq prochaines années.

Je suppose que tout le monde est d'accord pour dire que le moment est venu de définir l'orientation de l'économie mondiale pour les cinq prochaines années. À cet égard, la Chine peut continuer à apporter sa contribution en suivant trois aspects. Tout d'abord, la Chine devrait maintenir une croissance économique stable. Ces dernières années, la Chine a contribué à hauteur de 30 % à la croissance du PIB mondial. [...] Le taux de croissance en Chine ces dernières années se situe entre 6,5 % et 7 %, mais au dernier trimestre, il est revenu à 6,5 %, soit son plus bas niveau depuis près de huit ans. Il s'agit là d'un grand défi pour la Chine. Le deuxième aspect de la contribution de la Chine vise à maintenir la stabilité financière en interne et en externe. Au cours des dix dernières années, le ratio d'endettement en Chine a augmenté, en particulier celui des institutions non-financières. Ce ratio s'élève à près de 160 % du PIB, soit l'un des plus élevés. La stabilisation actuelle de ce ratio est un élément positif, mais la Chine doit en faire plus. En externe, la Chine devrait laisser le marché jouer un rôle décisif dans la détermination du niveau du taux de change. Le plus important est la manière dont la Chine traite l'escalade commerciale avec les États-Unis. Tout le monde sait que la guerre commerciale n'a pas été initiée par la Chine, mais à cet égard également, je pense que la Chine peut en faire plus. En 2001, lorsque la Chine est entrée à l'OMC, son PIB représentait 5 % du PIB mondial et maintenant il atteint 15 %. De ce point de vue, la Chine peut faire plus en termes de réduction des droits de douane, en s'ouvrant davantage aux investissements étrangers. [...] Bien sûr, tout différend ne peut être résolu par une seule partie, mais par les deux parties. Nous verrons ce que l'avenir nous réserve.

Nous sommes en situation de crise. Nous sommes sur le point de perdre l'une des caractéristiques qui distingue l'OMC des autres organisations internationales. Nous disposons d'un mécanisme de règlement des différends qui fonctionne bien. Lorsque vous rejoignez l'OMC en tant qu'État, vous vous soumettez à ce règlement obligatoire des différends ; ainsi, dans le cas où un État souhaite en poursuivre un autre en justice, il n'y a aucune voie de sortie. Vous ne pouvez pas empêcher ce contentieux. Il a été très efficace ces 23 dernières années. [...] Mais aujourd'hui, tout cela est en danger, puisque l'on manque de personnel à la tête des instances d'appel. Celles-ci comptent normalement sept membres contre seulement trois actuellement. Quatre postes sont vacants et les États-Unis bloquent les nominations. [...] Les Américains ont donc vu leur espoir de libéralisation massive et de protection ciblée déçu ; la protection était trop faible. Ils ont également critiqué cette institution, l'Organe d'appel, concernant l'élaboration de la loi. Les Américains ont affirmé qu'il était trop ambitieux. [...] Ils ont introduit un certain nombre d'idées qui leur permettraient d'empêcher un transfert de souveraineté trop important en dehors des États-Unis. [...] Des réformes seraient possibles si nous pouvions réellement nous réunir et créer un esprit de coopération. Au niveau technique, il règne actuellement un fort esprit de coopération au sein de l'OMC, mais il faut voir s'il s'étendra à l'avenir au niveau politique supérieur. Si nous ne parvenons pas à réformer, nous reviendrons à la loi de la jungle, ce qui selon moi représenterait une régression en termes civilisationnels. L'OMC permet une mondialisation guidée par des règles et nous remplacerions la primauté droit par des accords au jour le jour, ce qui serait très mauvais.



Défis économiques majeurs des cinq prochaines années



Patrick de Castelbajac

Directeur général délégué à la stratégie et à l'international d'Airbus



Suzanne Hayden

ancien Procureur principal du ministère de la Justice des Etats-Unis, membre du Conseil d'experts de PMI Impact



Itoh Motoshige

Professeur émérite à l'Université de Tokyo, professeur à l'Université Gakushuin, membre du Conseil japonais sur la politique économique et fiscale

Airbus a le privilège de faire partie de l'Europe qui fonctionne. Notre succès repose depuis 40 ans sur la libre circulation des personnes, des biens, des services et des actifs dans toute l'Europe. Nous avons 14 000 employés au Royaume-Uni, ce qui signifie que nos employés effectuent 80 000 déplacements outre-Manche chaque année. Nous avons plus de 2 000 fournisseurs, c'est une composante absolument intégrée de nos activités. Chaque année, les échanges commerciaux entre les deux côtés de la Manche représentent 15 milliards d'euros. [...] Un commerce sans friction est donc absolument essentiel parce que nous vivons dans un monde très concurrentiel. [...] Nous allons maintenant devoir établir environ 250 000 documents administratifs par an. Nous étions dans une situation où, pour exporter de l'autre côté de la Manche, nous remplissions une fois par mois un formulaire contenant une dizaine d'informations. Maintenant, un formulaire de 54 champs sera exigé pour chaque pièce. [...] Si nous avons une semaine de retard, nous ne pourrions pas la récupérer car nous fonctionnons à pleine capacité. Une semaine de retard signifie que nous allons perdre un milliard. [...] Aujourd'hui, aucune ne sait ce qui va se passer après le 29 mars. Aucune ne sait s'il lui faudra investir dans certains systèmes, quels systèmes, pour quoi faire, quels seront les délais, comment devront être gérés la production, les ventes, le service après-vente ou encore le support. [...] Je suis extrêmement préoccupé par le manque de préparation de nos gouvernements sur la question, et par celui de certaines industries et entreprises, qui, à mon avis, écoutent un peu trop le flux d'informations disant que tout ira bien.

Lorsque je parle des répercussions mondiales du commerce illégal, j'affirme ici qu'il touche tous les pays sans distinction. Il rapproche les pays à leur insu et contre leur gré dans des alliances tissées par les efforts de criminels sans scrupules et de groupes criminels organisés et repose sur les faiblesses des infrastructures et de la législation. Le commerce illégal encourage la cupidité et la corruption et, en fin de compte, affaiblit les systèmes financiers et la stabilité économique. [...] Voici quelques idées fondamentales relatives au commerce illégal et à ses conséquences sur l'économie. Les preuves tangibles sont difficiles à réunir concernant la totalité de l'échelle des montants, car les pays, les industries ne considèrent que ce qui les concerne le plus à un moment donné. Les gouvernements en particulier ont tendance à se concentrer sur ce qui leur est le plus préjudiciable à un moment donné en matière de commerce, qu'il s'agisse de drogues, d'espèces sauvages, de trafic nucléaire, de matières fissiles, etc. Cependant, les criminels ne font pas preuve d'une telle discrimination. [...] Comme cela a toujours été le cas dans le domaine de l'application des lois, les méchants ont plus d'argent, plus d'outils, plus d'armes et parfois plus d'influence. [...] Une dernière chose sur laquelle je vous laisse méditer et qui fait partie de la solution potentielle : les partenariats public-privé. Nous voyons maintenant des industries qui montent en puissance et qui ne se contentent pas de regarder leurs intérêts distincts : « c'est mon produit et ce qui me préoccupe », elles ont plutôt tendance à forger des relations avec la société civile, les ONG et les gouvernements pour le bien de tous, le plus grand problème de la lutte contre le commerce illégal.

Permettez-moi juste de revenir sur la macroéconomie qui semble être un aspect essentiel du sujet dont nous discutons. L'expérience japonaise en la matière pourrait probablement avoir des implications. [...] Ce qui est apparu dès le début de cette session et avait été mentionné lors de la session précédente, c'est la gravité du problème de l'offre. La productivité globale des facteurs aux États-Unis stagne fortement depuis 30 ans, Larry Summers l'a d'ailleurs désignée de « stagnation séculaire ». Si vous avez une offre très stagnante, vous ne pouvez rien faire. Vous pouvez peut-être encourager l'économie en stimulant l'argent pendant un certain temps, mais aujourd'hui, l'économie semble avoir été trop stimulée, l'endettement est trop élevé tout comme le prix des actions, et nous risquons davantage une forte baisse. Cependant, la demande est cruciale en cas de forte stagnation, comme nous l'avons vécu après la crise de 2008, et l'expérience japonaise en a été un exemple parlant. [...] Les Abenomics constituent des politiques expansionnistes très peu orthodoxes, associées à un objectif d'inflation, dont nous avons constaté le succès. Pour sortir de ce très grave manque de demande, l'UE et les États-Unis auront peut-être besoin d'une méthode très peu orthodoxe. Notre problème est que nous avons réussi à changer la tendance, mais que le taux d'inflation ne dépasse jamais 2 % et que le taux de croissance potentielle reste très faible à 1 %. Cela signifie tout simplement que l'offre ne rattrape pas son retard. Nous faisons à présent face à une demande abondante, qui résulte de la contribution des politiques macroéconomiques précédentes. Mais sommes-nous prêts à une chute soudaine de la demande ? Malheureusement, de nombreux points sont susceptibles de provoquer des troubles au cours des prochaines années.



MODÉRATEUR :

Thierry de Montbrial
Fondateur et président
de la WPC



Jean-Paul Agon

Président-directeur général, L'Oréal

Une entreprise internationale est une entreprise basée quelque part qui vend ses produits partout dans le monde. Une entreprise mondiale est une entreprise qui est déjà basée partout dans le monde. Toutefois, si vous me le permettez, je voudrais dire que je pense que L'Oréal se situe même à un troisième stade que j'appellerais : « entreprise universelle ». Nous souhaitons être l'entreprise pour tous, partout dans le monde, pour tous les consommateurs partout du monde entier. Il s'agit d'une stratégie que nous avons appelée « universalisation », nous voulons être globaux, tout en respectant les différences. La beauté est quelque chose de très culturel. Pour qu'elle soit pertinente pour l'ensemble des consommateurs du monde entier, il faut vraiment qu'elle s'adapte à tous ces différents pays. Par exemple, même si nos marques sont mondiales, les produits que nous proposons sont adaptés pour la population chinoise en Chine. D'ailleurs, la plupart d'entre eux sont fabriqués et formulés en Chine, produits en Chine, par des Chinois pour des Chinois. C'est la même chose en Amérique, au Brésil, en Russie, partout dans le monde. Je pense que c'est la forme ultime de l'entreprise mondiale, vraiment universelle. Ses installations de R&D sont basées partout dans le monde, la fabrication a lieu évidemment dans tous les pays et les équipes sont présentes partout dans le monde, afin de s'adapter partout dans le monde. À mon sens il s'agit d'une évolution essentielle. [...] La plupart de nos concurrents sont néerlandais, américains, japonais ou allemands. Pas encore chinois, mais il se peut qu'un jour ce soit le cas. D'une certaine manière, là aussi, je ne suis pas trop inquiet. Je pense que la concurrence est saine. Plus vous avez de concurrence, plus vous devez innover pour créer de meilleurs produits et vous battre pour la satisfaction des consommateurs. Pour moi, il s'agit d'un jeu sain que nous voulons remporter.



MODÉRATEUR :

Jim HoaglandConseiller de la
rédaction du Washington
Post**Jean-Yves Le Gall**Président du Centre National d'Etudes Spatiales (CNES), président de la
Fédération Internationale d'Astronautique (IAF), président du Conseil de
l'Agence spatiale européenne (ESA)

À vrai dire, nous avons connu un certain nombre de changements depuis l'année dernière, en raison de ce qui se passe aux États-Unis. Dans le domaine spatial, il existe six grandes puissances spatiales : les États-Unis, la Chine, l'Europe, le Japon, la Russie et l'Inde. Mais les États-Unis demeurent indiscutablement la puissance spatiale la plus importante. L'an dernier, un nouvel administrateur, Jim Bridenstine, a été nommé à la tête de la NASA et l'administration Trump s'est attachée à modifier un certain nombre de points au sein de la politique spatiale américaine. Je souhaite insister sur deux points, qui selon moi, sont relativement importants. Le premier, c'est un regain d'intérêt à se rendre sur la Lune, je dis bien se rendre sur la Lune, et non pas simplement y retourner, parce que vous avez probablement vu de nombreux films sur la Lune, parmi lesquels l'atterrissage sur la Lune il y a 50 ans, et le dernier en date, « First Man », un très bon film par ailleurs. L'idée est de se rendre à nouveau sur la Lune, mais par l'intermédiaire d'initiatives privées. C'est la raison pour laquelle la NASA envisage désormais un projet de station orbitale, la « Deep Space Gateway », impliquant des sociétés privées potentiellement intéressées par la perspective de se rendre sur la Lune. Voici donc pour le premier point, la Lune. Le second point, c'est que vous n'ignorez pas que les États-Unis disposent à l'heure actuelle de cinq corps d'armée, à savoir l'armée de l'air, la marine, l'armée de terre, la garde côtière et les « Marines ». Le président Trump souhaite en ajouter un sixième, les États-Unis étant de fait très actifs dans le domaine de l'assistance en matière de défense, mais dans une perspective à vocation spatiale. On a donc un budget pour la NASA qui s'élève à 20 milliards de dollars et un budget pour le département de la Défense américain d'un montant quasi-équivalent. Il n'en demeure pas moins une volonté politique évidente de la part du président Trump de constituer un sixième corps et nous verrons bien s'il s'exécute. Nous dirons que ces deux facteurs façonnent aujourd'hui le nouveau visage de la politique spatiale dans le monde.

Les migrations et l'avenir du multiculturalisme



MODÉRATEUR :

Sean Cleary

Fondateur et vice-président de la FutureWorld Foundation, président de Strategic Concepts (Pty) Ltd



Jean-François Copé

ancien Ministre délégué au Budget, maire de Meaux, avocat au Barreau de Paris



László Trócsányi

Ministre de la Justice de Hongrie



Bogdan Klich

Sénateur, chef de l'opposition au Sénat polonais, ancien ministre de la Défense, membre du Parlement européen



Jim Hoagland

Conseiller de la rédaction du Washington Post

Jusqu'à la Seconde Guerre Mondiale, surtout en Europe et plus particulièrement en France, nous avons un modèle appelé « assimilation » - les Anglais l'ont qualifié « d'assimilation agressive », ce qui n'est pas un terme approprié, nous ne sommes pas agressifs. Mais à cette époque, quand une personne immigrait en France, elle choisissait un nom français, parlait français sans accent et quand elle était dans un espace public, la religion restait à la maison. Elle adoptait totalement les valeurs républicaines françaises. Après les années 60, nous avons totalement abandonné ce modèle d'assimilation pour le modèle multiculturel, c'est-à-dire que chacun a sa propre culture, et la culture régionale étrangère peut prévaloir sur la législation nationale du pays d'accueil. C'est là que les problèmes ont commencé, surtout lorsque s'ajoutent les problèmes religieux et bien sûr la montée de l'influence islamiste radicale, qui est très présente dans nos débats, avec encore la question de la burka. Vous avez peut-être eu connaissance de ce qui s'est passé aux Nations Unies cette semaine, la communauté des Nations Unies qui s'est positionnée contre la France et contre la loi que j'ai personnellement adoptée en tant que membre du Congrès pour interdire le port de la burka, port qui est totalement opposé aux lois républicaines françaises et à notre vision du respect des droits des femmes. Ce type de question montre à quel point la situation est difficile pour les partis traditionnels qui veulent diriger le pays et qui veulent agir pour apporter des réponses structurelles aux partis populistes et extrémistes. C'est donc exactement ce qui est en jeu aujourd'hui et nous devons apporter des réponses car il sera bientôt trop tard.

Quand on parle du multiculturalisme, des réfugiés, de l'immigration, c'est très important de prendre en considération la théorie des cercles de responsabilité. La migration est un phénomène connu mais après, il faut regarder la société aussi, où arrivent ces gens. Il y a une philosophie derrière les choses, comment nous voyons la migration aujourd'hui. En Europe centrale, la vue concernant la migration est un peu différente qu'ailleurs en Europe : en Europe centrale, il y a un certain sentiment de responsabilité qui est très fort envers les pays des Balkans. Il faut faire la distinction entre les mots « réfugié » et « migrant ». Aujourd'hui, il y a un amalgame entre les deux, et les politiciens parlent souvent de ces deux mots ensemble. Il faut dialoguer jusqu'à trouver la solution à la fin, et il faut aller sur place, il faut aider sur le terrain, et il faut organiser de différents meetings ; c'est indispensable. Il faut organiser les différents types de solidarité de différentes manières. La Hongrie a été souvent mentionnée comme populiste. Tout le monde peut devenir populiste à un moment s'il n'est pas d'accord avec quelque chose. Quand quelqu'un a une autre idée, une autre vision et veut participer au dialogue, il reçoit souvent le label de populiste. Il faut donner la liberté aux États ; il faut montrer les valeurs européennes en pratique. C'est la raison pour laquelle l'accord de Schengen est très important.

C'est une bonne chose de parler des problèmes de migration et de populisme ici au Maroc, dans un pays prospère, dans un pays qui a pu accueillir plus de 50 000 migrants en provenance du Sahel au cours des trois dernières années, et a pu collaborer de manière fructueuse avec l'Espagne et certains autres pays sur la protection des frontières européennes. [...] Le problème de la migration est l'une des principales causes du développement du populisme en Europe [...] Aujourd'hui, dans certains pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Ouest, nous assistons à la réapparition de tendances politiques très dangereuses, à savoir le populisme et le nationalisme. Il y a des régions, comme la Catalogne par exemple, où ces deux tendances vont de pair et se renforcent mutuellement. [...] Les experts de la Freedom House insistent sur le fait que l'intolérance démocratique n'est pas la tendance principale de 2017, mais que ses effets, désignés par Viktor Orbán sous le concept de « démocratie non libérale », étaient très visibles il y a un ou deux ans. [...] Les tendances visibles en Europe Centrale le sont aussi dans certains pays d'Europe occidentale, dans lesquels les populistes ont gagné les élections ou sont sur le point de les remporter. Nous pouvons voir les résultats de l'élection allemande au Bundestag : 12,6 % pour l'AFD et 12,4 % en Bavière. Nous pouvons voir les partis au pouvoir en Italie qui ne sabotent pas le cadre institutionnel des régimes constitutionnels, démocratiques, mais qui peuvent le faire parce que la source du populisme d'Europe de l'Ouest et d'Europe Centrale est la même.

Le phénomène migratoire a diverses causes, dont la pauvreté, la guerre, le progrès économique, le changement climatique et le déséquilibre croissant de la population résultant des changements démographiques. Il se produit en même temps que le bouleversement des communications et la révolution des médias sociaux. Grâce aux médias sociaux, on peut directement mobiliser d'autres personnes. Vous pouvez transformer la politique, vous pouvez transformer le gouvernement en une sorte de plébiscite qui, comme nous l'avons vu aux États-Unis, constitue presque une invitation à la loi de la jungle. La migration nous arrive à la fois comme une conséquence et comme une cause du changement fondamental et économique, assez mal compris, qui est en train de se produire. Les pressions migratoires que nous avons observées ont entraîné des victoires populistes, mais je ne suis pas sûr d'avoir vu le populisme et les partis populistes proposer des solutions aux pressions qui ont créé leurs victoires. Les pressions d'aujourd'hui sembleront minimes comparées aux pressions de demain, à moins que nous ne commencions à prendre des mesures pour empêcher les nouvelles vagues de migration qui risquent d'arriver, en particulier en provenance d'Afrique et du Moyen-Orient, où le conflit est toujours manifeste. L'effet combiné de ces changements, y compris des médias sociaux, est une polarisation politique. Nous devons commencer à développer une formation aux médias en tant que composante de l'éducation civique, afin de faire comprendre aux gens ce à quoi ils peuvent et ne peuvent pas faire confiance dans les médias sociaux. C'est la génération qui devra réinventer, ou du moins repenser la démocratie, en tenant compte des pressions d'un monde en perpétuel mouvement.

www.worldpolicyconference.com
#WorldPolicyConf



MODÉRATEUR :

Brian A. Gallagher
Président-directeur
général d'United Way
of America/United Way
Worldwide

Préparer les enfants et les jeunes à l'emploi au 21^e siècle



Juliette Tuakli

Membre du Conseil de direction de United Way Worldwide,
PDG et médecin-chef de CHILDAccra, Ghana



Eduardo de Campos Queiroz

PDG de la Fondation Maria Cecilia Souto Vidigal, Brésil



Chittaranjan Kaul

Directeur du Centre for Learning Resources, Inde

En Afrique, préparer la jeunesse à son avenir passe avant tout par la santé. Rien n'est plus douloureux à observer que des jeunes ayant accès à l'éducation, mais incapables d'apprendre car leur santé ne le leur permet pas. C'est d'autant plus douloureux qu'on peut l'éviter ! Ces dernières décennies, les services éducatifs comme les services sanitaires ont considérablement diminué en Afrique. À l'inverse, on a énormément investi dans les infrastructures, comme les routes et les bâtiments. Au Ghana, des hôpitaux ont été construits et même parfaitement équipés en dépit d'un manque de personnels de santé qualifiés pour les faire marcher. Les communautés voisines en grand besoin de soins primaires fondamentaux sont très frustrées que leurs besoins ne soient pas pris en compte comme il se doit par les pouvoirs publics. Une éducation, qui soit à la fois le reflet des besoins du pays et du futur marché de l'emploi, est essentielle. La population du continent est jeune, avec 65 % de moins de 25 ans. Une éducation insuffisante, une santé défaillante et une incapacité de nombreux gouvernements à former cette population comme il se doit n'augurent rien de bon. Les équipements éducatifs et sanitaires privés accentuent encore les inégalités économiques croissantes dans nombre de pays d'Afrique. Les filles sont lourdement mises en situation de faiblesse par les traditions culturelles, notamment à l'approche de la puberté. Insister sur l'importance que les filles poursuivent leur scolarité à cet âge en plus d'investir dans l'éducation préscolaire et des matières scientifiques peut permettre de réduire les conséquences négatives pour les filles dans les communautés – « mariage » précoce, taux de fertilité plus élevé et forte pression sur les ressources médicales disponibles. Les études confirment que l'éducation réduit les taux de fertilité et retarde l'âge du mariage.

Les gens n'ont généralement pas la connaissance à propos de l'importance du développement de la petite enfance. Les gens savent intuitivement qu'ils doivent prendre soin des enfants, mais ils ne savent pas quelles sont les conséquences s'ils ne le font pas, s'ils ne lisent pas de livres à leurs enfants et ne leur apprennent pas la lecture. Cela a un impact énorme si nous ne prenons pas soin de nos enfants, en particulier les plus vulnérables. Nous parlions de migration dans le panel précédent. Il y a désormais de nombreux enfants et de nombreux jeunes qui n'étudient pas, qui ne vont pas à l'école. Les scientifiques montrent que si les bases ne sont pas solides, l'enfant quittera l'école et n'aura pas un bon emploi plus tard. C'est ce qui se passe au Brésil, en Amérique latine en général, en Afrique et dans de nombreux autres pays du monde. [...] J'essaie de construire, de sensibiliser, de renforcer les capacités et de mobiliser les responsables publics, privés et sociaux de telle sorte que le Congrès au Brésil a par exemple adopté une loi en 2016 sur le développement de la petite enfance, loi qui a été signée par le président. Nous ne parlons pas uniquement de l'« éducation préscolaire », nous parlons également du développement apporté par la famille, par la communauté ; c'est un aspect vraiment important. [...] La santé, l'éducation et le développement social doivent aller de pair pour aider les familles, en particulier les plus vulnérables. [...] Du fait de l'absence d'investissement dans ce domaine, le pays et la société vont être confrontés à la migration, aux abandons scolaires, à la consommation de drogues et à bien d'autres choses.

Les enfants rencontrent deux facteurs clés dans le monde qui les entoure : le changement permanent et très peu à quoi se raccrocher. Pour se préparer à un tel monde, ils ont besoin d'être en capacité de voir ce monde tel qu'il est, plutôt que tel que les démagogues politiques, sociaux, techniques et financiers aimeraient qu'ils croient qu'il est. Ce qui requiert un apprentissage de ce que je nomme la science de la présence, la capacité à négocier les sables mouvants. Parallèlement, l'augmentation des problèmes de santé mentale chez les jeunes suggère qu'ils ont besoin d'apprendre la religion de la connexion, la capacité de découvrir de la signification dans le vivre ensemble, la communauté et le dialogue. La technologie pour ce faire existe depuis toujours et se pratique encore aujourd'hui. Nous devons nous éveiller au besoin de la rendre plus largement disponible. Notre travail vise à aider les enseignants et leurs dirigeants à mieux prendre conscience de la différence que leur travail peut occasionner pour les enfants et la société dans son ensemble. Qu'ils apprennent comment faire preuve d'un leadership pédagogique, institutionnel et communautaire dans leurs espaces-travail respectifs. En insistant sur les processus concrets d'apprentissage, une telle harmonisation rend également plus probable le fait que les enfants apprennent à questionner les récits des démagogues générateurs de clivages, caractéristique malheureusement très répandue de notre époque. Se doter d'ambitions à long terme comme celle-ci nous aide à naviguer habilement à travers les défis à court terme de l'éducation de nos enfants.

Religion et politique en Chine



MODÉRATEUR :

Richard Cooper
Professeur d'économie internationale à l'Université de Harvard, ancien président du National Intelligence Council, ancien sous-secrétaire d'État aux Affaires économiques



Franciscus Verellen

Directeur du Centre EFEO de Hong Kong, ancien directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient



Jean-Pierre Cabestan

Directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), professeur et directeur du département de science politique et d'études internationales de l'Université baptiste de Hong Kong

Après plusieurs décennies de renouveau religieux, la Chine a connu un changement soudain ces deux dernières années. Le 19e Congrès du Parti, qui s'est tenu en octobre 2017 et qui a modifié la constitution et prolongé indéfiniment le mandat du Président Xi Jinping, a adopté de sévères mesures antireligieuses, notamment la sinisation (lire la marxisation) de la religion, la supervision par le Département du Front uni du PCC, la rééducation patriotique du clergé et l'exclusion des mineurs de l'éducation religieuse et du culte. Un million de musulmans ouïghours ont été détenus dans des camps d'internement au Xinjiang. Les relations internationales et la souveraineté représentent de nos jours des dimensions importantes de la politique religieuse chinoise, en particulier en plaçant les organisations religieuses étrangères sous l'autorité du Parti communiste et en réglementant les activités religieuses des étrangers en Chine. Citons par exemple le récent accord entre Pékin et le Vatican, les inquiétudes concernant le parrainage par les États-Unis de mouvements protestants et les allégations selon lesquelles les musulmans du Xinjiang entretiennent des liens avec des groupes islamistes à l'étranger. La capacité des communautés religieuses à proposer des modèles de société alternatifs répond aux rêves de beaucoup mais constitue une menace pour le PCC. Aujourd'hui, la classe moyenne aisée se demande si la vie ne pourrait pas trouver un sens au-delà de l'idéologie et du matérialisme. Étant donné leur puissance de mobilisation à l'ère des réseaux sociaux, il s'agit d'une question qui préoccupe fortement l'État.

Le Parti communiste chinois a toujours eu une relation compliquée avec les organisations religieuses et les religions dans leur ensemble, puisque le régime promeut l'athéisme. Depuis le début des réformes en Chine il y a quarante ans, on a assisté à la fois à un assouplissement du contrôle des activités religieuses et à un renouveau religieux. Il faut toutefois absolument distinguer la liberté de foi, bien acceptée par le Parti, et la liberté des organisations religieuses, strictement limitée et contrôlée. Les dirigeants du PCC, notamment Xi Jinping, font également la distinction entre les religions présentées comme chinoises ou majoritairement chinoises - le taoïsme et aussi le bouddhisme - dont l'arrivée en Chine remonte au premier siècle avant J.-C., et les religions occidentales, dont l'islam, le christianisme et le catholicisme. La manière dont ces différentes organisations religieuses sont gérées est très différente, le premier groupe de ces religions jouit clairement d'une plus grande liberté que le second. Il est nécessaire de relativiser la place occupée par la religion en Chine, qui est beaucoup moins importante que dans les pays musulmans ou même aux États-Unis, par exemple. De plus, contrairement à l'Occident, y compris aux pays musulmans, de nombreux Chinois sont adeptes de plusieurs religions en même temps. Le fait que les élites et les contre-élites chinoises comptent de plus en plus de chrétiens constitue à la fois une préoccupation pour les autorités et un facteur de changement politique potentiel. En Asie, il existe des précédents : le rôle des églises chrétiennes à Taïwan ou la démocratisation de la Corée du Sud sont bien connus et représentent une véritable bête noire aux yeux du Parti communiste chinois.



SOUS LE HAUT PATRONAGE DE SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI
 UNDER THE HIGH PATRONAGE OF HIS MAJESTY KING MOHAMMED VI

11^e EDITION
GOVERNANCE MONDIALE
 26-28 octobre 2018 • Rabat

WORLD
POLICY
 CONFERENCE

11th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
 October 26-28, 2018 • Rabat

www.worldpolicyconference.com
 #WorldPolicyConf

Moyen-Orient



MODÉRATEUR :
Steven Erlanger
 Correspondant
 diplomatique en chef
 pour l'Europe, New York
 Times



Renaud Girard
 Grand reporter et correspondant de guerre pour Le Figaro



Odeh Aburdene
 Président d'OAI Advisors, membre du Council on Foreign
 Relations

Ce que je constate de plus frappant, c'est l'impuissance stratégique de l'Occident au Moyen-Orient. [...] Au Yémen, on constate la même impuissance stratégique d'un Occident incapable de mettre fin à une catastrophe humanitaire qui est née de l'intervention, à partir de mars 2015, de ses alliés saoudiens et émiratis contre les rebelles nordistes houthis qui tiennent la capitale Sanaa. [...] En Palestine, les Occidentaux n'ont pas réussi à faire prévaloir leur solution des deux Etats, dont ils ne cessent de parler depuis 30 ans. On n'a jamais été aussi éloigné de cette solution des deux Etats et la colonisation israélienne en Cisjordanie est si avancée aujourd'hui qu'on ne voit pas très bien comment on pourrait encore y créer un Etat viable pour les Palestiniens. En Libye, qu'on peut rattacher au Moyen-Orient tant les intérêts égyptiens, émiratis, turcs et qataris y sont importants, en Libye, l'Occident a créé un chaos qu'il n'est pas capable de gérer. [...] La conséquence de ces fautes, de cet effacement des Occidentaux, c'est qu'ils ont été aussitôt remplacés par la grande puissance opportuniste de la région qu'est la Russie. La Russie a deux bases souveraines en Syrie, mais au-delà, elle a réussi le prodige de faire venir à Moscou en 2017 le Roi d'Arabie saoudite qui l'avait combattue en Syrie. La Russie est aussi en force en Egypte où elle va construire une centrale nucléaire. Je pense, pour conclure, que cet effacement de l'Occident au Moyen-Orient n'est pas une bonne nouvelle pour la région car, qu'on le veuille ou non, les Occidentaux ont aussi, par le passé, apporté de très bonnes idées à la région. Souvenez-vous de la conférence de Madrid de 1991, souvenez-vous de la poignée de main Arafat - Rabin en 93 à la Maison-Blanche.

Dans le passé, nous avons beaucoup entendu parler d'hégémonie, mais la façon dont le Moyen-Orient est structuré à l'heure actuelle s'articule autour de plusieurs puissances régionales. On a la Turquie. On a l'Iran. On a l'Arabie saoudite. On a l'Egypte et bien sûr, Israël. Aucune de ces puissances, si l'on se base sur l'alignement actuel, ne peut espérer avoir l'hégémonie au Moyen-Orient. L'instabilité perdurerait mais aucun pouvoir unique ne serait dominant. Je pense qu'aucune de ces puissances ne souhaite vraiment le déclenchement d'une guerre. Je ne pense pas que Netanyahu veuille la guerre. Je ne pense pas que les Iraniens veuillent d'une guerre qui serait dévastatrice pour eux et la Turquie sait qu'une guerre l'affaiblirait également, à cause de la situation kurde. Une coopération entre la Russie et les Etats-Unis est dans l'intérêt de la région. J'espère qu'ils pourront s'entendre pour rendre la région plus sûre et plus prospère. J'aimerais également aborder le fait que quand on parle de la région, on parle toujours de politique, mais je pense que l'économie est plus dangereuse que la politique. L'économie est plus compliquée et je vais vous donner un seul exemple. Aujourd'hui, on compte 400 millions d'Arabes, d'ici 2050 nous aurons 800 millions d'Arabes et d'ici 2085, 1,4 milliard selon les prédictions les plus réalistes. Comment va-t-on nourrir ces populations ? Comment va-t-on créer des emplois pour ces personnes ? Comment va-t-on assurer la stabilité de la région ? Où trouver les ressources en eau ? Ce sont des questions qui selon moi ne sont pas abordées par la plupart d'entre nous et ce sont les questions qui vont déterminer si le Moyen-Orient va aller encore plus loin dans le chaos, l'insécurité et la violence.



Moyen-Orient



Mona Makram Ebeid

Sénatrice égyptienne et ancienne députée, Distinguished Lecturer au département de sciences politiques de l'Université américaine du Caire



Miguel Ángel Moratinos

ancien Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération d'Espagne, ancien représentant spécial de l'UE pour le processus de paix au Moyen-Orient



Itamar Rabinovich

Président de l'Israel Institute (Washington et Jérusalem), professeur émérite en histoire du Moyen-Orient à l'Université de Tel Aviv, Distinguished Fellow au sein de la Brookings Institution

L'Asie, l'Afrique, la Méditerranée, la mer Rouge, le Moyen-Orient et le bassin du Nil sont autant d'entités géographiques dont l'Égypte, pays de 100 millions d'habitants disposant de la plus grande armée de la région, fait partie ou qui se trouvent à sa périphérie. Cette position géographique fait de l'Égypte un carrefour entre deux continents et plusieurs zones géopolitiques. Cette appartenance géographique et ce positionnement sont un avantage et une opportunité pour l'Égypte, mais représentent également un handicap et une difficulté. L'avantage est que le pays peut tirer parti de cette appartenance multiple pour diversifier ses relations et s'établir comme un point de rencontre. Le handicap est que les voisins de l'Égypte ont tellement de contradictions et de différences d'intérêts qu'une alliance avec l'un peut être interprétée comme une hostilité envers un autre. Le défi pour l'Égypte consiste à équilibrer sa politique entre les différents partenaires et zones géopolitiques qui l'entourent. C'est le défi auquel le président égyptien, M. Sissi, est confronté aujourd'hui. Avec plusieurs pays d'Afrique du Nord, l'Égypte partage la difficulté de retrouver son arabisme africain. Avec les pays de la rive orientale de la Méditerranée, elle partage la difficulté de réconcilier l'arabisme avec l'identité méditerranéenne. L'Égypte est aujourd'hui tiraillée entre ses multiples identités, entre des pans de son identité issus de sa position géographique et des marqueurs identitaires tirés de son histoire politique et socio-économique. Cette tension est amplifiée par la turbulence des pays voisins.

Je n'ai jamais été confronté à une telle situation au Moyen-Orient. Jamais, jamais d'après moi avant la Conférence de Paix de Madrid, et nous pouvons comparer avec aujourd'hui, nous n'avons jamais été face à une telle confusion, un tel chaos et une telle absence d'espoir pour les générations futures au Moyen-Orient. [...] Vous vous rendez compte qu'après 25 ans nous devons revenir au point de départ ? Nous devons obtenir une réelle légitimité pour nous engager des deux côtés. Puis, il y a le rôle des tiers. Mon expérience, pas ma volonté, m'a prouvé que les Etats-Unis seuls ne peuvent faciliter l'accord. [...] Nous devons trouver une nouvelle façon. Pourquoi ne pas utiliser l'énergie comme catalyseur ? Pourquoi est-ce que les pays du sud-est de la Méditerranée, plutôt que de se battre sur les démarcations des réserves de pétrole et de gaz, ne créent-ils pas une sorte d'autorité supérieure européenne qui peut distribuer et coordonner l'usage et l'exploration de l'énergie ? Cela conduirait à quelque chose de nouveau. Pourquoi ne pas inventer de nouvelles propositions pour que les Palestiniens et les Israéliens trouvent une solution ? Nous devons démarrer cette réconciliation au sein du monde arabe. [...] Pourquoi est-ce que les Arabes ne décident pas eux-mêmes de dire, nous sommes des adultes et nous voulons un avenir meilleur pour nos enfants, pour les générations futures ?

J'ai également été négociateur de paix avec la Syrie il fut un temps. La crise en Syrie a en vérité été le point focal de la politique au Moyen-Orient depuis de nombreuses années et pas seulement au Moyen-Orient. Des vagues de réfugiés ont secoué l'Europe en 2015 et 2016, influencé les élections en Europe et le Brexit, et les ondes de choc ont traversé le globe jusqu'aux élections américaines à la fin 2016. Réfugiés, terroristes, des milliers de recrues ISIS qui étaient des citoyens européens entraînés en Syrie et en Irak, ont combattu là-bas et sont revenus en Europe et certains sont effectivement dans des cellules terroristes dormantes. J'espère que nous n'entendrons plus parler d'elles comme ça a été le cas à Paris et à Bruxelles, mais elles existent. Ce n'est pas une crise locale, c'est une tragédie internationale majeure et une horrible tragédie humanitaire avec plus d'un demi-million de victimes, de nombreux blessés, presque six millions de réfugiés qui fuient la Syrie et presque la moitié de la population déplacée sur le territoire syrien. [...] La Turquie est un acteur majeur et intéressé, en particulier sur la question des Kurdes. La préoccupation, pour ne pas dire l'obsession de M. Erdogan, est de ne pas avoir une zone autonome en Syrie, certainement pas d'avoir une contiguïté turque à la frontière turque et peut-être même jusqu'en Irak. Après avoir fait cet investissement massif pour laisser Assad au pouvoir, l'Iran souhaite en tirer les bénéfices et cela a aiguisé l'appétit des Iraniens qui veulent utiliser leur présence en Syrie pour continuer d'établir leur hégémonie régionale afin de construire un deuxième Liban contre Israël. [...] Où cela nous laisse-t-il ? Cela nous laisse dans une situation où la crise syrienne, bien différente de la guerre civile syrienne, est loin d'être terminée.



Les conséquences de Trump



MODÉRATEUR :
Steven Erlanger
Correspondant
diplomatique en chef
pour l'Europe, New York
Times



Michael Fullilove

Directeur exécutif du Lowy Institute, ancien conseiller du Premier ministre australien



Rozlyn Engel

ancienne Directrice du Bureau de l'analyse macroéconomique du Département du Trésor des États-Unis, chercheur non résident du programme Géo-économie et Stratégie de la Fondation Carnegie pour la paix internationale

Trump ne s'intéresse pas vraiment à la résolution des problèmes politiques. Il veut montrer qu'il gagne. Il est plutôt du genre à faire un geste audacieux et inattendu, à se proclamer vainqueur et à passer à autre chose. Peu de gens sont d'avis que l'absence d'accord sur le nucléaire iranien serait plus efficace pour empêcher les Iraniens d'acquiescer des armes nucléaires. Peu de gens croient vraiment que la Corée du Nord va supprimer ses armes nucléaires mais c'est mal comprendre le président Trump. Il n'est pas intéressé à remporter des victoires, il est intéressé à montrer qu'il gagne. Par conséquent, la résilience du « deep state » et l'absence d'intérêt du président ont permis de limiter les dégâts causés par Trump. Il a mis en péril les intérêts américains, il a endommagé la société internationale, il a miné le prestige de l'Amérique, mais il n'a pas encore causé de préjudice irréversible. Cependant, laissez-moi terminer sur ce point. Il y a deux raisons pour lesquelles nous devrions être un peu nerveux. Premièrement, M. Trump n'a pas encore été confronté à une crise générée de l'extérieur. La plupart de ses problèmes ont été au niveau national. Tôt ou tard, il fera face à une crise extérieure. Souvenons-nous que le président Obama est arrivé au pouvoir en pleine crise financière mondiale. Pouvez-vous imaginer si nous avions une crise similaire maintenant et que notre dernière ligne de défense dans le bureau ovale soit M. Trump ? Deuxièmement, il pourrait être poussé à commettre le genre d'erreur catastrophique qu'il n'a pas encore commise, telle que le déclenchement d'une guerre inutile. Voilà nos raisons d'être nerveux.

En ce qui concerne la politique économique intérieure, l'administration Trump mérite d'être saluée pour avoir stimulé, par le biais d'un certain nombre de mesures, une forte croissance aux États-Unis. Hier encore, nous avons vu le rapport sur le PIB du troisième trimestre des États-Unis. La croissance s'élevait à 3,5 %. C'est un chiffre relativement élevé. Notons que le PIB national avait atteint 4,2 % au deuxième trimestre. Par conséquent, il ne fait aucun doute que les États-Unis ont connu une forte croissance à court terme. Nous pourrions parler des mesures de stimulation prises dans ce sens, mais il y a également quelque chose à dire sur les réformes telles que la réforme de l'impôt sur les sociétés, la déréglementation et diverses mesures prises par l'administration pour favoriser la prospérité et la croissance. [...] Le Forum économique mondial a récemment fait passer les États-Unis à la première place de son indice de compétitivité mondiale. Je dis cela parce qu'il est nécessaire de reconnaître les apports positifs de l'administration Trump quand cela est mérité. Sinon, ça a tout simplement l'air très partisan. Je parlerai sans doute de ses échecs, des domaines dans lesquels il y a beaucoup plus de fumée et moins de feu. S'agissant des réductions de dépenses et de la déduction de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, il s'agissait de politiques expansionnistes à un moment du cycle où il n'était pas vraiment nécessaire de dépenser cet argent, et il y aura très probablement une dette importante en conséquence, avec très peu de croissance. Les États-Unis ont enregistré un déficit de 780 milliards de dollars au cours du dernier exercice financier, à un moment où leur taux de croissance était très élevé. Ce qui se passe lorsque nous entrons en récession est une perspective très préoccupante, car dans les récessions, les choses ne font que s'aggraver.



Les conséquences de Trump



Ichiro Fujisaki
Président du Nakasone Peace Institute, ancien vice-ministre japonais des Affaires étrangères, ancien ambassadeur du Japon aux Etats-Unis



Wang Jisi
Président de l'Institut des études stratégiques et internationales de l'Université de Pékin

En ce qui concerne les relations américano-chinoises, le mode opératoire de l'administration Trump va bien au-delà de ce à quoi nous nous attendions. Cependant, il est vrai que certains éléments doivent être définis, comme les droits de propriété intellectuelle. Je pensais que nous avions réglé ce problème dans les années 1970 et 1980. Le Japon en a beaucoup entendu parler - nous avons appelé ce phénomène la pression étrangère. Nous nous sommes demandés pourquoi on ne disait pas la même chose aux Chinois. Avaient-ils trop de poids pour que l'on se permette de se plaindre ? Je n'essaie pas de défendre tout ce qu'a dit M. Trump, mais il y a aussi une part de vérité dans tout cela. Cependant, certains sont préoccupés par le fait que M. Xi et M. Trump n'entendent que ce qu'ils veulent. C'est donc une question qui doit nous préoccuper. [...] Je ne pense pas que l'Amérique ait changé. Les Américains voudront peut-être me mettre au défi à ce sujet, mais regardez ce qui s'est passé en 1971 et 1972. M. Nixon a soudainement changé la politique de l'or par rapport au dollar et sa politique sur la Chine. Nous avons été choqués, car nous suivions aveuglément les États-Unis alors que la Grande-Bretagne et la France soutenaient déjà Pékin. Au cours des années 1990, alors que la Corée du Nord agissait de manière répréhensible, M. Clinton a voulu lui donner un réacteur à eau légère. Que s'est-il passé ? La Corée et le Japon ont suivi. M. Bush est ensuite arrivé et a déclaré qu'il n'en était pas question. M. Bush a commencé la guerre en Irak. La France et l'Allemagne ont dit non, le Japon et le Royaume-Uni ont suivi les États-Unis. M. Obama est arrivé et a dit que c'était incorrect. Maintenant, M. Trump dit que tout ce que M. Obama a fait était mal. Le prochain leader pourrait à nouveau changer la musique.

En observant la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine aujourd'hui, nous devrions aller au-delà du déficit commercial et nous concentrer sur les politiques industrielles de la Chine, qui, comme le montre le document du gouvernement chinois Made in China 2025, sont plus fondamentales dans la concurrence sino-américaine. Les relations américano-chinoises connaissent de plus en plus de difficultés et sont définitivement en train de se détériorer. En Chine, Trump suscite la controverse. Bien entendu, il n'est pas considéré comme un ami de la Chine. Mais certains Chinois l'apprécient. Pourquoi ? Premièrement, certains pensent que Trump représente une sorte d'attitude politiquement correcte et ces gens n'aiment pas le multiculturalisme. Ils expriment des réserves sur l'immigration en provenance d'Afrique et de certains pays islamiques et craignent l'extrémisme islamique tel qu'il apparaît dans la région chinoise du Xinjiang. Le deuxième groupe qui soutient Trump, ironiquement, se retrouve dans les communautés de politique étrangère de la Chine. Ils estiment que Trump aide la Chine. Il endommage la position des États-Unis dans le monde, ce qui laisse place à l'essor de la Chine. Il porte gravement atteinte à l'image des États-Unis dans le monde. La Chine dispose donc de plus de possibilités stratégiques. Le troisième groupe de personnes qui admirent Trump estiment qu'il est un leader qui tient ses promesses et qui donne un avantage économique aux États-Unis. Certaines personnes jugent même que la pression exercée par Trump sur la Chine pourrait aider la Chine à accélérer sa réforme économique et l'aider à s'ouvrir au monde extérieur. La Chine doit tirer avantage de la concurrence avec les États-Unis et saisir cette occasion pour résoudre ses problèmes tels que les violations des droits de propriété intellectuelle et les interventions excessives du gouvernement dans l'économie.



Les conséquences de Trump



Ryu Jin Roy

Président-directeur général de Poongsan Group, vice-président du Conseil économique Corée-États-Unis, vice-président de la Fédération des industries coréennes



Igor Yurgens

Président de l'Institut du Développement Contemporain, Russie



Hubert Védrine

ancien Ministre français des Affaires étrangères

Je ne suis pas inquiet des problèmes commerciaux entre les États-Unis et la Chine. Les Chinois vont être très surpris à la fin et il y aura une sorte d'accord. Je suis aussi prudemment optimiste quant à son retour éventuel dans le TPP, au moins il veut écouter et parler. Ne croyez pas tout ce qu'il tweete, mais regardez ce qu'il fait et quel genre d'actions il entreprend. C'est ce qui est important. Les prochaines élections de mi-mandat aux États-Unis seront décisives pour Donald Trump. Si les républicains remportent à la fois la Chambre et le Sénat, il aura de très bonnes chances de devenir président pour deux mandats. Si les républicains perdent la Chambre et gagnent le Sénat, comme le prédisent la plupart des gens, il sera handicapé - les démocrates contrôleront les budgets. Une chose est sûre : il ne pourra pas construire ce grand mur à la frontière américano-mexicaine si les démocrates l'emportent. S'il perd la Chambre et le Sénat, il aura de véritables problèmes et pourrait éventuellement faire l'objet d'une destitution, en fonction du résultat de l'enquête Mueller. [...] Il ne s'agit pas de savoir si j'aime Trump ou non. Je continue de croire que l'Amérique est le plus grand pays du monde, et oui, l'Amérique et le monde survivront à Donald Trump, que cela prenne deux ans ou quatre ans de plus.

La Russie considère Trump comme un phénomène à la fois cyclique et historique. Un changement similaire de Carter à Reagan a symbolisé le passage cyclique de politiques de justice sociale à des politiques d'efficacité économique. Historiquement, en politique étrangère et dans les relations bilatérales, les républicains étaient plus ouverts à l'URSS et à la Russie que les démocrates. La même chose s'est produite il y a deux ans. Mais l'originalité de Trump réside dans le changement du rôle des États-Unis dans le monde. Le protectionnisme de Trump a des racines géopolitiques. Si la stratégie chinoise « Made in China 2025 » est couronnée de succès, l'avenir économique et politique des États-Unis va s'assombrir. Sur le plan interne, Trump représente la peur de perdre la domination blanche aux États-Unis d'ici le milieu du siècle en raison de l'évolution démographique. Trump est un formidable catalyseur du retour au monde bipolaire - autoritarisme contre libéralisme. La Chine, la Russie, le Vietnam, l'Iran et la Turquie, dans un avenir proche, ne peuvent pas être des démocraties libérales. Cependant, d'une certaine manière, c'est un système international plus équilibré que le monde unipolaire si nous parvenons à négocier un système de sécurité mondiale comme nous l'avions fait à Helsinki en 1975. Trump est l'obstacle sur le chemin d'une gouvernance mondiale positive. Le protectionnisme, la démagogie, le populisme ne sont pas la voie à suivre mais un mouvement rétrograde. En reculant, nous épuisons la planète et la civilisation dans laquelle nous vivons. Nouveaux éclairages, nouvelle convergence de la religion et de la science, du socialisme et du capitalisme - tels sont les problèmes dont nous devons traiter lors de forums tels que la World Policy Conference.

Monsieur Trump n'est pas à l'origine de toute la violence géopolitique américaine, mais il l'aggrave sur tous les plans. Sa façon d'être, son comportement, ses mots, sa façon d'être président aggravent de façon évidente le climat d'affrontement dans ce pays qui, dont certains disent qu'il n'a jamais été aussi divisé depuis la guerre de Sécession. [...] Jusqu'où cela ira-t-il avec la Chine ? Je pense que cela peut aller assez loin, à la fois sur le plan commercial et économique. Je n'exclus pas qu'un jour il y ait un vrai affrontement, notamment en ce qui concerne la libre circulation : la question des mers de Chine. [...] Dans l'état actuel des choses, un tel Président peut prendre en otage toute l'économie mondiale dollarisée, numérisée, passant par Swift. Son but est de créer une guerre civile, de renverser le régime iranien. [...] Dès lors que les États-Unis sortent, même s'il reste la Californie, même s'il y a beaucoup d'entreprises, de chercheurs, cela désinhibe les comportements des autres et c'est gravissime sur l'écologie, et sur le reste. [...] Je pense qu'il peut y avoir un effet d'entraînement, de généralisation de ce type d'attitude de violence, pas que verbale. [...] Je suis convaincu que les États-Unis reviendront un jour, non pas à la théorie du multilatéralisme, mais à la pratique de la coopération internationale, quand ils auront constaté l'échec relatif du chacun pour soi durant Monsieur Trump, sur la question chinoise et d'autres questions. Ils y reviendront, à leur façon, en décidant de l'orienter. Mais ce n'est pas tout de suite. Pour moi, la question principale est donc : comment l'ensemble de ceux qui sont inquiets, choqués, désespérés, s'organiseront dans la période nous séparant du moment où les États-Unis redeviendront un partenaire de la coopération internationale ?



MODÉRATEUR :

Thierry de Montbrial
Fondateur et président
de la WPC**Carlos Ghosn**

Président-directeur général de Renault-Nissan-Mitsubishi, Président-directeur général de Renault et Président du Conseil d'administration de Nissan Motor et de Mitsubishi Motors Corp

Penser aux obstacles politiques ne suffit pas ; ce qui est utile, c'est que nous sommes des entreprises différentes dotées de cultures différentes, avec des forces et des faiblesses différentes, ce qui nous permet, d'une certaine façon, d'éviter les angles morts. Les Français et les Japonais sont très différents ; ils possèdent une culture et une compréhension du monde différentes, et chaque culture possède ses propres points forts. C'est le grand avantage de l'alliance : lorsque vous vous trouvez dans une situation inconnue – quelle que soit la situation politique – ou que vous êtes confronté à une technologie inconnue et que vous ne savez pas où elle vous mènera, le fait que des cultures différentes examinent le même phénomène avec des regards différents offre bien davantage de possibilités et d'occasions de trouver la bonne solution. C'est ainsi que nous voyons les choses. Je ne pense pas que nous éviterons le risque, mais face à celui-ci, on obtiendra probablement une bien meilleure solution qu'en considérant le problème sous un seul angle. J'adopte une perspective limitée en disant que Renault est une entreprise française ; ce n'est pas une entreprise française, mais une entreprise française d'envergure mondiale. Nissan n'est pas seulement une entreprise japonaise, mais une entreprise japonaise d'envergure mondiale. C'est ainsi que des Chinois, des Américains, des Russes et des Indiens travaillent pour l'entreprise, mais ce qui est également important, c'est la culture d'origine de cette dernière, qui subsistera très longtemps.

Le problème de la Corée du Nord



Tsakhia Elbegdorj
ancien Président de Mongolie



Wang Jisi
Président de l'Institut des études stratégiques et internationales de l'Université de Pékin



Douglas Paal
Vice-président des études de Carnegie Endowment for International Peace

J'ai eu la chance de rencontrer beaucoup de gens proches du dirigeant nord-coréen, ainsi que des professeurs, des experts en sécurité et même des transfuges de Corée du Nord. J'ai pensé pendant quelque temps qu'un changement pourrait se produire dans le pays. La Mongolie avait une structure politique similaire et c'est maintenant une structure politique libre et libérale, mais le genre de changement que nous avons opéré en Mongolie ne se produira jamais en Corée du Nord sous cette dictature et je ne pense pas que la société nord-coréenne changera sous la direction actuelle. Sur cette question, trois facteurs sont à prendre en compte. Premièrement, nombreux sont ceux qui pensent que le dirigeant nord-coréen gouverne seul, mais il possède en fait une équipe de dirigeants plus âgés et très expérimentés qui ont connu plus de 10 administrations américaines. C'est l'équipe expérimentée dont il dispose. Deuxièmement, il est soutenu par la deuxième plus grande économie et puissance mondiale. Troisièmement, la Corée du Nord en tant que régime possède une grande capacité à cacher des choses. Je sais que beaucoup de gens pensent qu'il est possible de débarrasser la Corée du Nord de la bombe nucléaire. Personnellement, je ne le crois pas.

En termes de sécurité, la Chine est tout à fait satisfaite du récent dégel des tensions entre les États-Unis et la Corée du Nord et de l'amélioration des relations Nord-Sud. Cependant, dans les milieux politiques chinois, nombreux sont ceux qui se demandent si Kim Jong-un est tout à fait sincère dans son engagement en faveur de la dénucléarisation. Par conséquent, si la Corée du Nord ne démantèle pas rapidement son arsenal nucléaire, il pourrait y avoir davantage de risques de conflit militaire, ce qui nuirait à la sécurité de la Chine. Après tout, la stabilité est la principale préoccupation de la Chine et la survie politique de la Corée du Nord est très importante pour la Chine. Dans le même temps, il existe des suspicions en Chine tant vis-à-vis des États-Unis que de la Corée du Nord et la plupart des Chinois dans les milieux politiques estiment que les États-Unis, et non la Corée du Nord, sont la principale source d'instabilité. Certains estiment que les États-Unis ne ciblent que superficiellement la Corée du Nord et que la Chine constitue leur véritable objectif à long terme. Regardez le THAAD, par exemple. Les Américains disent qu'il est dirigé contre la Corée du Nord, mais la plupart des spécialistes militaires en Chine estiment que le THAAD est destiné à la Chine. Certains estiment même que la Corée du Nord pourrait parvenir à un accord tacite ou à une sorte d'accord lui permettant de conserver certains de ses dispositifs nucléaires si elle renonce à menacer les États-Unis. Par conséquent, sur le long terme, on redoute que les armes nucléaires détenues par la Corée du Nord puissent être retournées contre la Chine, car elles sont plus proches de la Chine et, parallèlement à l'amélioration des relations entre la Corée du Nord et les États-Unis et des relations Nord-Sud, la Chine pourrait perdre de son influence.

Nous sommes passés d'une position d'opposition absolue à la poursuite d'une soi-disant dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible de la Corée du Nord à une situation qui porte un nouveau nom mais qui, en réalité, est une reconnaissance de l'entrée d'un nouveau membre dans le club. Nous ne leur donnerons pas de laissez-passer, mais tout comme pour Israël et l'Inde, il existe une nouvelle puissance nucléaire dans le monde et c'est la Corée du Nord. La question est maintenant de savoir dans quelles conditions, ce que nous voulons qu'ils fassent pour réduire leur capacité à fabriquer plus d'armes, que ce soit la fermeture de l'installation de Yongbyon ou celles d'autres installations. Nous sommes passés d'attentes très irréalistes à des attentes beaucoup plus modestes quant à ce qui peut être réalisé dans le cadre de négociations bilatérales. [...] Le président sud-coréen a persévéré dans tout cela avec ses propres objectifs. Il a cherché à établir de plus en plus de liens, en essayant de ne pas transgresser les lignes fixées par les résolutions du CSNU, mais il les a malgré tout transgressées de plus en plus souvent. Nous nous retrouvons donc au final avec la Chine comme grand gagnant. Le leader de la Corée du Sud est vainqueur sur le plan politique, situation qui peut ne pas être durable dans une démocratie. La Corée du Nord aussi est gagnante et Trump, du moins pour le moment, est considéré par les Américains comme étant passé d'une menace de feu et de fureur à une histoire d'amour avec le leader nord-coréen. Il est présenté au peuple américain comme ayant ramené la paix. C'est donc une victoire à quatre à partir d'une situation très désordonnée.



MODÉRATEUR :
Vuk Jeremić
Président du Centre pour la coopération internationale et le développement durable (CIRSD), ancien ministre des Affaires étrangères de Serbie



Le problème de la Corée du Nord



Yim Sung-joon

Conseiller chez Lee International IP & Law Group, ancien vice-ministre des Affaires étrangères de la République de Corée



Hosoya Yuichi

Professeur à la faculté de droit de l'Université Keio, ancien membre du comité consultatif du Japan's National Security Council



Georgy Toloraya

Directeur du Centre de stratégie russe en Asie à l'institut d'économie de l'Académie des sciences de Russie

Malgré l'engagement déclaré de Kim Jong-Un en faveur de la dénucléarisation de la Corée du Nord, qui figurait dans les déclarations communes des deux sommets avec le président Moon et le président Trump, nous ne savons pas quand ni comment Kim envisage de renoncer à ses armes nucléaires et à ses missiles balistiques intercontinentaux. Il semble créer une apparence de volonté de dénucléarisation, mais aucun des accords n'indique de feuille de route pour la mise en place d'un processus de dénucléarisation. Le style et la tactique de négociation de Kim Jong-un, connus sous le nom de « brinksmanship » ou stratégie de la corde raide et de tactique de type « diviser pour mieux régner » (salami-slicing tactic), n'ont pas changé. [...] Les experts conservateurs sud-coréens estiment que l'intention réelle de M. Kim n'est pas de désarmer mais d'utiliser les négociations de dénucléarisation comme un moyen d'améliorer la sécurité de la péninsule coréenne uniquement pour la Corée du Nord, en supprimant la présence militaire des États-Unis et en supprimant les sanctions internationales de façon à pouvoir améliorer son développement économique. [...] Le président Trump mérite des félicitations pour son intervention active en Corée du Nord, bien qu'il ne s'agisse pas de sa propre initiative, et pour son engagement en faveur d'un règlement pacifique de la question nucléaire en Corée du Nord. [...] Contrairement à leur président, les bureaucrates et les experts à Washington semblent avoir ressenti de la frustration, de la déception et même un choc devant les piètres résultats du sommet « historique » de Singapour.

Le gouvernement japonais ne cherche donc pas à isoler ni à contenir la Corée du Nord, mais à persuader les nord-coréens de revenir à la position initiale de l'accord, que le gouvernement nord-coréen lui-même a accepté. Il serait donc possible de considérer la position japonaise comme dure - parce que la communauté internationale s'est retirée de la position à laquelle elle s'était engagée en 2005, 2006 et 2008 à l'ONU et lors des pourparlers à six. Le Japon peut également jouer un rôle très important dans le processus de reconstruction de la Corée du Nord une fois que le rapprochement et les pourparlers de paix auront avancé. Dans la Déclaration de Pyongyang, le Gouvernement japonais a convenu qu'une fois le traité de paix conclu, le Japon fournirait une assistance économique à la Corée du Nord à titre de réparation de guerre. Le Japon a commencé à fournir une assistance économique à la Corée du Sud en 1965, à l'époque du traité entre le Japon et la Corée du Sud, et c'est pourquoi il était disposé à fournir une assistance économique équivalente à la Corée du Nord. La Corée du Nord peut donc obtenir une aide économique considérable du Japon, ce qui constituerait un fondement essentiel pour la reconstruction de l'économie nord-coréenne. C'est la raison pour laquelle, à un moment ou à un autre, la Corée du Nord devrait être disposée à inviter le Japon à participer aux pourparlers sur la reconstruction du pays.

J'observe la Corée depuis plus de 45 ans et son histoire ressemble au balancement d'un pendule, passant d'une tension extrême à une sorte de détente, mais actuellement, l'ampleur de ce balancement est stupéfiante. Je connaissais relativement bien l'ancien dirigeant Kim Jong-il. Il comparait ses négociations avec les États-Unis à une partie d'échecs. Je pense que l'actuel dirigeant, son fils Kim Jong-un, préfère le poker, le poker nucléaire, et les enjeux sont beaucoup plus importants de nos jours. Cependant, nous avons maintenant la période la plus pacifique et la plus prometteuse pour la Corée depuis de nombreuses années : et si cette situation persiste, je remettrais volontiers le prix Nobel de la paix au président Trump, au président Moon et à Kim Jong-un. Je ne sais pas si on peut le diviser en trois, mais nous vivons maintenant la période la plus pacifique et cette situation satisfait presque tout le monde, à l'exception des conservateurs qui veulent faire tomber la Corée du Nord par des sanctions et des pressions. [...] Il y a encore une chose à propos de la Corée du Nord, quant au fait qu'ils trichent et violent leurs obligations. Une des règles que j'ai acquises au fil des ans avec les Nord-Coréens est la suivante : vous devez comprendre qu'ils respecteront les obligations qu'ils estiment avoir contractées et ce ne sont pas forcément celles que vous pensez avoir négociées. Il existe généralement un malentendu quant au fait qu'ils doivent faire ceci ou cela - s'ils n'ont pas accepté de le faire, ils ne le feront pas. Par conséquent, vous devez être très objectif et ne pas perturber les négociations. Plus elles durent, mieux c'est pour la coopération régionale et l'ordre international.



SOUS LE HAUT PATRONAGE DE SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI
UNDER THE HIGH PATRONAGE OF HIS MAJESTY KING MOHAMMED VI

11^e EDITION
GOUVERNANCE MONDIALE
26-28 octobre 2018 • Rabat

WORLD
POLICY
CONFERENCE

www.worldpolicyconference.com
#WorldPolicyConf



MODÉRATEUR :
Ronnie C. Chan
Président de Hang Lung Properties

One Belt, One Road



Leung Chun-Ying
Vice-président du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois, ancien Premier ministre de la Région administrative spéciale de Hong Kong en République populaire de Chine



Shiv Vikram Khemka
Vice-président de SUN Group, Président exécutif de The Global Education & Leadership Foundation, Inde



Bayu Krisnamurthi
ancien Vice-ministre du Commerce d'Indonésie

En ce qui concerne la Belt and Road Initiative, je dois souligner deux points importants. Le premier est que la BRI ne se limite pas aux quelques 60 pays situés le long de la ceinture terrestre et de la route maritime en tant que telles. Par exemple, le Chancelier de l'Échiquier britannique et le Secrétaire d'État au Commerce américain ont participé activement au « Belt and Road Summit » qui s'est tenu à Pékin en mai dernier. Plus de 100 pays étaient représentés à Pékin à cette occasion. Le deuxième point a trait au fait qu'il existe cinq types de connectivité. On a beaucoup parlé des réussites et des échecs des projets d'infrastructures internationaux et régionaux, mais il existe en réalité cinq connectivités au titre de la BRI : la connectivité politique, celle des installations, celle du commerce, celle des capitaux et la connectivité entre les peuples. Le principe de base de la BRI est que le monde est fortement connecté et, même si cette connectivité est déjà fortement établie, elle pourrait être encore meilleure grâce à une coopération internationale plus ciblée. Dans le passé, nous avons négligé certaines parties du monde en termes de connectivité, certaines parties de la connectivité et certaines méthodes pour améliorer cette connectivité. Il est donc temps, dans ce monde de plus en plus global, de prendre des mesures ciblées. [...] Permettez-moi de conclure avec cette citation : « Aucun homme n'est une île ». Ce que j'aimerais dire plutôt, c'est que nul homme ne devrait être une île.

Du point de vue russe, l'Occident, au cours des 15 dernières années et surtout depuis les sanctions de 2014, a vraiment poussé la Russie vers l'est et vers une vision du monde beaucoup plus axée sur la Chine. La Russie considère donc aujourd'hui la BRI comme une formidable opportunité pour encourager la croissance en Russie, créer une plus grande connectivité avec l'Asie et une stratégie viable d'engagement avec l'Est, plutôt que la stratégie prédominante qui a toujours consisté à s'engager davantage avec l'Ouest. [...] L'Inde, en revanche, a une vision beaucoup plus prudente de la BRI. Les Chinois ont investi 62 milliards de dollars dans le Corridor Économique Sino-Pakistanaï, le plus grand projet de la BRI, qui traverse un territoire controversé, le Cachemire, occupé par le Pakistan. [...] Alors que la BRI n'a réalisé aucun investissement appréciable en Inde ou en relation avec l'Inde, donne à l'Inde le sentiment qu'il s'agit d'un encercllement stratégique, d'une stratégie de confinement dirigée contre la croissance de l'Inde pour les 20 à 30 prochaines années et cette situation rend l'Inde nerveuse. [...] La vérité se situe entre ces deux extrêmes et, de mon point de vue, je salue le fait que la BRI offre l'occasion de mettre en place des infrastructures nécessaires sur la planète. C'est formidable de voir quelqu'un faire preuve de leadership à cet égard. La question est : selon quelles règles cet investissement sera-t-il réalisé ? Se fera-t-il sur la base d'un système multilatéral fondé sur des règles, ou s'agira-t-il d'un système purement sino-centrique dans lequel tous les conflits seront résolus à Shenzhen et à Xiang, comme c'est le cas actuellement ?

Nous devons considérer l'initiative One Belt, One Road essentiellement comme une initiative de développement d'infrastructures. Que nous utilisions ou non la terre ou la mer, il s'agit de la première initiative de cette envergure. C'est pourquoi 60 pays, dont l'Indonésie, l'ont déjà accueillie favorablement. [...] Une initiative que nous appelons le Développement du corridor maritime fait partie du développement des infrastructures en Indonésie. Par conséquent, nous nous félicitons de ces développements d'infrastructure. Cependant, la question est de savoir à qui cette infrastructure sert. Je pense que la BRI doit servir les objectifs du développement durable : réduction de la pauvreté, sécurité alimentaire, sécurité énergétique, création d'emplois, etc. Je voudrais insister sur la sécurité alimentaire, énergétique et peut-être sur celle de l'eau. De nombreux pays impliqués dans la BRI ont de grands besoins dans ces domaines. Nous sommes confrontés au changement climatique et, en Indonésie, nous devons également faire de la prévention dans le cadre du développement des infrastructures, mais aussi de la réhabilitation en cas de catastrophe naturelle, qu'il s'agisse de tremblements de terre, de tsunamis, etc. [...] Si la BRI peut être mise en œuvre par la Chine et d'autres pays, cela va créer une nouvelle configuration multilatérale, qui ne couvrira pas uniquement des accords, de la diplomatie ou de la négociation, mais sera liée par une infrastructure physique, et cela va changer la donne en termes de multilatéralisme.

www.worldpolicyconference.com
#WorldPolicyConf



MODÉRATEUR :

Jean Pisani-Ferry
titulaire de la chaire
Tommaso Padoa-
Schioppa à l'Institut
universitaire européen et
Senior Fellow à Bruegel

SESSION 12 • SAMEDI 27 OCTOBRE • 15:15 – 16:15

L'avenir de l'euro



Ashoka Mody

Économiste et professeur associé Charles and Marie
Robertson en politique économique internationale à la
Woodrow Wilson School de l'Université de Princeton



Jean-Claude Trichet

Président du Conseil d'administration de l'Institut Bruegel et
ancien président de la BCE



Olivier Blanchard

Fred Bergsten Senior Fellow au Peterson Institute for
International Economics, ancien économiste en chef du FMI

Le point essentiel est que les signaux d'alerte sont apparus très tôt, en mars 1971, peu de temps après la proposition initiale d'une union monétaire en octobre 1970. Nicholas Kaldor, l'un des grands économistes du XXe siècle, a été le premier à dire que la monnaie unique amplifierait les divergences économiques entre les pays membres. [...] Pendant le reste des années 1970, Robert Marjolin, l'un des grands eurocrates de l'après-guerre, catalyseur essentiel du traité de Rome, était tout à fait opposé à l'union monétaire. Il estimait que l'État-nation était toujours en vie et dans cette mesure, l'idée d'un compromis permettant de créer une sorte de structure politique au sein de laquelle des arrangements pourraient être conclus et une union politique créée, ne se produirait tout simplement pas. Il s'est donc opposé à l'union monétaire alors même qu'il était profondément pro-européen. En fait, le reste de l'histoire est que le fantôme de Kaldor et celui de Marjolin rôdent toujours dans la zone euro. Vous pouvez constater cette grande divergence - le revenu par habitant en Italie est aujourd'hui légèrement inférieur à ce qu'il était en 1999, au moment du lancement de l'union monétaire. Celui de la France, depuis le début de la crise de 2008, a à peine augmenté, tandis que l'Allemagne a continué à se développer. C'est exactement ce que Kaldor avait prédit, que la divergence augmenterait et, comme la divergence s'est accrue, l'Allemagne négocie moins avec la France et l'Italie, qui figuraient parmi ses principaux partenaires commerciaux au moment du lancement de l'euro, et a accru ses échanges avec la Chine en particulier, mais aussi avec des pays européens non membres de la zone euro, comme la République tchèque, la Hongrie et la Pologne.

Je serai positif et je pense pouvoir justifier mon point de vue. Tout d'abord, lorsque nous avons lancé l'euro, le scepticisme était généralisé. [...] L'idée était que la nouvelle monnaie ne serait pas crédible aux niveaux international et national. Mais nous avons assuré la stabilité sur le plan international. La valeur de l'euro est aujourd'hui approximativement au même niveau que celle du dollar comme lorsque nous avons démarré. [...] En ce qui concerne la résilience, j'ai déjà dit que la devise avait fait ses preuves dans les pires circonstances financières depuis la Seconde Guerre mondiale, peut-être même depuis la Première Guerre mondiale. Nous étions 15 pays de la zone euro le 15 septembre lorsque Lehman Brothers s'est effondrée. Les 15 pays sont toujours là. De plus, comme vous le savez, quatre nouveaux pays sont arrivés après Lehman Brothers. [...] En ce qui concerne le soutien populaire, il nous a été dit qu'il n'existait pas de véritable soutien populaire de l'euro mais que l'opposition à l'euro augmentait considérablement. Ce n'est pas du tout le cas, du moins selon les enquêtes accessibles au public, notamment l'Eurobaromètre. Lors de la dernière enquête publiée, il a été demandé aux personnes interrogées si elles faisaient confiance à l'UE. 42 % ont répondu positivement tandis que 34 % seulement ont répondu qu'elles faisaient confiance aux institutions nationales. [...] En ce qui concerne les divergences au sein de la zone euro, je reviendrai sur une très bonne analyse du FMI. Il a été dit, il est vrai, que l'euro allait permettre un formidable rapprochement entre les différents pays membres, y compris au niveau du PIB par habitant.

L'euro présente de vrais problèmes sur lesquels Jean-Claude Trichet n'a pas insisté et sur lesquels Ashoka Mody a beaucoup insisté. Ces problèmes peuvent être atténués mais pas éliminés. Pour la plupart des membres, mais peut-être pas tous, l'euro est le moins mauvais des arrangements en matière monétaire et en matière de taux de change. Le problème fondamental de l'euro est une sorte de péché originel. Robert Mundell a énoncé les conditions d'une zone monétaire optimale et il est clair que l'euro ne remplit pas ces conditions. Les pays subissent des chocs différents. La mobilité de la main-d'œuvre entre les pays est faible. Les ajustements des salaires et des prix sont trop lents. Nous ne pouvons pas faire grand-chose pour les deux premiers points. L'accent devrait être mis sur l'amélioration du troisième ce qui nécessite des améliorations sur trois fronts. Au niveau de l'euro, une inflation moyenne plus élevée, afin de permettre aux pays qui doivent déprécier de le faire sans nécessiter une diminution des salaires nominaux. C'est le travail de la BCE. Au niveau de l'euro, respect des règles du jeu macroéconomique. Les pays dont la balance courante est en déficit doivent déprécier, c'est-à-dire avoir une inflation inférieure à la moyenne. De même, les pays ayant des excédents doivent avoir une inflation supérieure à la moyenne. L'Allemagne ne respecte pas ces règles. Au niveau national, davantage de confiance entre les partenaires sociaux pour un ajustement plus rapide et moins pénible des salaires et des prix. Bien que la confiance ne soit pas établie en un jour et qu'il n'existe pas de recette magique, des discussions trilatérales, au niveau national, peuvent améliorer les résultats.

Young Leaders



MODÉRATEUR :
Patrick Nicolet
Directeur des technologies et membre du comité de direction générale de Capgemini



Mathilde Pak

Economiste dans la Division de l'analyse des politiques structurelles du Département des affaires économiques à l'OCDE



Marco Janmaat

Fondateur et directeur de VR Owl, Pays-Bas

Les plateformes de la « gig economy » exploitent les technologies numériques pour mettre en relation travailleurs et clients, sur un modèle d'emploi « à la tâche » (« gig », en anglais). Il peut s'agir de missions physiques et locales ou de services en ligne de portée mondiale, de tâches courantes ne demandant aucune qualification particulière ou au contraire de missions hautement qualifiées pour lesquelles un diplôme professionnel est requis. Les plateformes de la « gig economy » sont des intermédiaires du marché de l'emploi. [...] Deux caractéristiques clés de ce modèle économique. Les mécanismes de confiance développés par ces plateformes, tels que le processus sélectif des entrées et sorties sur la plateforme, l'évaluation de la réputation, le support et l'assurance client, ou encore l'intermédiation en services de paiement. [...] La seconde caractéristique clé de ces plateformes est leur capacité à adapter rapidement l'offre de main-d'œuvre aux fluctuations de la demande en s'appuyant sur des algorithmes numériques de mise en correspondance (« matching »), un réseau de travailleurs indépendants et une politique de majoration tarifaire dynamique (ou « surge pricing »). [...] Une forte concurrence sur les marchés des produits limiterait le risque de voir émerger des acteurs dominants. En limitant les clauses abusives qui empêchent de s'inscrire sur plusieurs plateformes, et en offrant la possibilité de transférer son score de réputation d'une plateforme à une autre. [...] Une forte concurrence sur les marchés des produits limiterait également le risque de voir émerger des acteurs dominants sur le marché du travail, mais l'amélioration des conditions de travail des travailleurs inscrits sur ces plateformes nécessitera en outre d'adapter la réglementation du marché du travail, les règles de la négociation collective, la protection sociale et la formation.

VR Owl, dont le cœur de métier s'articule autour de deux axes. Le premier est le développement et la mise en œuvre d'applications de RV et RA professionnelles ; le second est un outil d'aménagement urbain développé en interne, qui nous permet de générer, à partir de données géographiques, des cartes 3D que nous traduisons ensuite en réalité virtuelle. [...] Pour faire simple, avec la réalité augmentée, au lieu de visualiser les informations numériques sur votre smartphone ou un autre écran, il vous suffirait de porter des lunettes de RA et d'ouvrir la main pour voir littéralement ces informations s'afficher sur votre paume. Vous pourriez alors choisir d'avoir une TV de telle ou telle taille pour la soirée et la positionner là où vous le souhaitez. Bien entendu, ces nouveaux concepts soulèvent leur lot de questions : à qui appartient cet espace numérique ? Et si, en marchant dans la rue, nous recevions tout un flot de publicités en plein visage ? D'un côté, ces questions appartiennent au monde de la technologie. Quelle forme donnerions-nous à ce monde ? À quoi ressemblera le monde de la réalité augmentée ? Du côté des instances décisionnaires, la question sera de savoir comment régler tout ça. L'écart entre ces deux pôles reste encore important aujourd'hui. Souhaitons que demain, nous parviendrons à combler ce fossé.



Young Leaders



Natasha Franck
Fondatrice et PDG de Eon Group, Etats-Unis



Tarek Ouertani
Directeur Marketing de ProGlove, Allemagne



Hermine Durand
Cheffe de la division de Bordeaux de l'Autorité de Sûreté Nucléaire

L'Internet des objets (ou « IoT » pour « Internet of Things ») soulève également de nouveaux défis, au croisement de la politique, du big data et d'une production responsable. Comment les solutions politiques pourront-elles et devront-elles façonner l'avenir de l'IoT ? Comment exploiter la puissance de la technologie de l'IoT pour encourager le développement durable et l'amélioration de la politique environnementale mondiale ? C'est là l'un des points les plus importants sur lesquels les pouvoirs publics, les entrepreneurs et les entreprises technologiques n'auront pas droit à l'erreur.

En observant de plus près la production dans le secteur automobile, nous avons dégagé un point commun à tous les opérateurs : le port de gants. C'est ce qui a amené ProGlove à fabriquer des gants intelligents. Nous avons fait de ce gant un attribut d'IoT industriel. Équipé d'un module et d'un mini-ordinateur au niveau du dos de la main, il intègre également une caméra, un traceur GPS, des capteurs de mouvement, des options de rétroaction optique, acoustique et haptique, et même un déclencheur textile sur le côté de l'index, qui permet d'activer le système par une simple pression. IKEA, BMW et des magasins d'alimentation de toutes sortes utilisent ce système pour identifier des articles ou s'assurer que la bonne pièce est assemblée au bon moment. [...] D'un point de vue réglementaire, cette nouvelle technologie soulève également des questions. Nous avons une technologie attachée au travailleur, et les syndicats cherchent bien entendu à savoir comment nous traitons ces données et tout ce qui touche à la confidentialité, notamment en termes de respect de la vie privée des travailleurs. Je vais vous donner un exemple d'une demande que nous avons reçue peu de temps après le lancement de notre société. Un grand fabricant américain nous a demandé ce qu'il était possible de suivre avec notre gant. Il envisageait sa main-d'œuvre comme une équipe de football : si les joueurs sur le terrain n'étaient pas performants, il voulait pouvoir les remplacer. On atteint ici une limite qui n'est plus de notre ressort. Nous pensons pouvoir répondre à certains problèmes dans l'industrie, tout en transmettant des données anonymisées aux propriétaires de processus, mais c'est aux organismes de réglementation de définir le niveau de traçabilité auxquels les chefs d'entreprise peuvent recourir pour optimiser leurs processus.

L'Autorité française de sûreté nucléaire assure, au nom de l'État, la réglementation de la sûreté nucléaire et de la radioprotection, afin de protéger les travailleurs, les patients, le public et l'environnement des risques liés aux activités nucléaires. Le vieillissement des centrales nucléaires françaises est un défi pour l'exploitant mais aussi pour le régulateur. Dans le même temps, les inspecteurs de la sûreté nucléaire ont uniquement accès à des outils très basiques pour faire leur travail. Si la transition numérique est nécessaire pour améliorer la réglementation des centrales nucléaires dans l'intérêt des citoyens, elle doit toutefois être réalisée avec la plus grande prudence. La technologie informatique doit servir à optimiser les flux d'informations (avec un accès total aux données d'exploitation), à mieux exploiter les volumes colossaux de données appartenant au régulateur (l'ASN, par exemple, détient plus de 20 000 rapports d'inspection) et à créer de nouveaux outils permettant de gagner du temps (comme la génération automatique de documents). L'amélioration de la réglementation en matière de sûreté nucléaire peut améliorer la protection du public et de l'environnement. Au-delà de cet aspect, la transformation numérique peut également favoriser l'acceptation sociale du nucléaire, par exemple en impliquant les citoyens dans les relevés de radioactivité et en permettant au public d'accéder à ces données. Toutefois, pour que la transformation numérique apporte de tels avantages au régulateur et aux citoyens, il est indispensable d'assurer la sécurité totale des systèmes informatiques, ce qui constitue un défi majeur aujourd'hui.

Europe : quelques enjeux stratégiques

SOUS LE HAUT PATRONAGE DE SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI
UNDER THE HIGH PATRONAGE OF HIS MAJESTY KING MOHAMMED VI

11^e EDITION
CONFÉRENCE MONDIALE
5-28 octobre 2018 • Rabat

WORLD
POLICY
CONFERENCE

11th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
October 26-28, 2018 • Rabat

www.worldpolicyconference.com
#WorldPolicyConf



MODÉRATEUR :
Ali Aslan
Présentateur et
journaliste, Deutsche
Welle TV



Josep Borrell

Ministre espagnol des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération et ancien président du Parlement européen



Karin Kneissl

Ministre autrichienne des Affaires étrangères



La migration est une question de stratégie pour l'Europe à trois titres : 1) Du point de vue politique, elle est entrée dans les débats politiques nationaux d'une façon qui a beaucoup à voir avec la montée du populisme, utilisée comme porte-drapeau et même comme excuse pour aborder des recettes régressives touchant les principes fondamentaux de l'état de droit et des valeurs européennes. Ceci aura des conséquences pour la construction européenne. 2) D'une perspective économique, nous avons besoin des migrants et de main-d'œuvre, tandis que la croissance économique de l'Afrique ne sera pas suffisante pour absorber la croissance de sa population. 3) Du point de vue social, comment assurer l'égalité d'opportunité pour de nouveaux citoyens qui arrivent et qui ont des difficultés majeures pour s'intégrer ? Pour en finir : la migration n'est un phénomène temporel ni conjoncturel. Ce n'est pas une question de gestion, mais de stratégie pour l'avenir. Cela ne va pas passer, cela augmentera. Il faut combiner la responsabilité et la solidarité. Il faut avoir des accords avec les pays d'origine de façon à ce que ceux qui n'ont pas droit à l'asile puissent rentrer chez eux d'une façon rapide et efficace. Dans le cas contraire, des milliers de personnes se dissiperont dans l'économie souterraine qui minera les bases de notre société.

Ce n'est pas seulement la politique étrangère de la Chine, mais c'est la politique économique d'investissement qui, en fin de compte, devient aussi, une stratégie de géopolitique. En Europe du Sud-Est, les activités de la Chine consistent à viser des infrastructures cruciales : ports, aéroports, le ferroviaire. [...] Nous ne nous sommes pas trompés sur le potentiel chinois, mais pour avancer ensemble, il est nécessaire d'appliquer les règles, la transparence, l'ouverture dans la passation des marchés publics, le respect de ces règles de concurrence, notamment de la propriété intellectuelle et le partage des risques. Je suis convaincu que l'Europe et la Chine savent, ensemble, s'entendre sur le principe essentiel : définir une méthodologie respectant les intérêts de nous tous ; que cette initiative pourra développer la reconstruction d'un multilatéralisme efficace comme réponse à ce défi auquel nous faisons face ensemble.



Europe : quelques enjeux stratégiques



Michael Lothian

Membre de la Chambre des Lords, ancien député du Parti conservateur



Nicolas Véron

Senior Fellow à Bruegel et au Peterson Institute for International Economics



Jean-Louis Bourlanges

Député français, ancien membre de la Cour des comptes et député européen

Le Royaume-Uni quitte certes l'Union Européenne, mais ne quitte pas l'Europe. [...] Nous sommes une partie inséparable de l'Europe, mais nous sommes une île et c'est là l'origine du problème. Nous n'avons jamais été à l'aise avec les limites de l'UE. Nous aurions pu être très heureux avec l'Europe des Patries du général de Gaulle. Nous aurions pu progresser au sein de la Communauté Économique, ce à quoi nous avons adhéré à l'origine, mais nous avons toujours été mal à l'aise face à la volonté d'une union toujours plus étroite et d'une éventuelle intégration, et c'est là que la crise a éclaté. [...] Notre futur rôle en Europe. Tout d'abord, en ce qui concerne la sécurité, face à l'insécurité mondiale actuelle, il est déjà nécessaire d'envisager une réponse européenne coordonnée, et je dis « européenne » car il ne s'agit pas de l'UE. [...] Nous devrions déjà nous préparer à faire en sorte que le Royaume-Uni et les pays de l'UE puissent partager le maximum de renseignements de la manière la plus efficace possible pour lutter contre le terrorisme international. C'est une question de coopération urgente. L'autre domaine sur lequel nous devons coopérer a trait aux menaces cybernétiques croissantes. [...] Un autre secteur vital est celui de la défense, avec tous les éléments qu'elle englobe. Le monde en dehors de l'Europe se complexifie de plus en plus, et il est dangereux de croire que la capacité militaire de l'Europe puisse y faire face sans l'aide significative du Royaume-Uni. [...] Ajoutez à cela notre expertise reconnue dans le domaine des forces spéciales, qui deviendront de plus en plus une arme de choix pour toute guerre terrestre, et le rôle de la Grande-Bretagne n'en sera que plus stratégique.

L'euro a mauvaise presse et les panels à ce sujet traitent généralement de tous les problèmes. [...] La crise de la zone euro est une histoire d'erreurs politiques et d'apprentissages, mais c'est aussi une histoire de survie. À la mi-2012, le moment le plus critique de toute la série de crises, même les observateurs les plus perspicaces ne pouvaient pas tenir pour acquis que l'euro ne disparaîtrait pas. Le moment crucial de la décision a été le sommet européen de la fin juin 2012, au cours duquel les pays de la zone euro ont décidé de s'unir plutôt que de se séparer, ce qui constitue le tournant de toute la période de crises. Fondamentalement, la survie crée une légitimité en soi. Mais ce n'est pas le seul facteur. La structure de la zone euro est maintenant beaucoup plus forte qu'au début de la crise. Il y a deux différences principales. La première est la création du mécanisme européen de stabilité, qui représente beaucoup d'argent, avec une capacité de prêt d'environ 500 milliards d'euros. L'autre élément, qui est un peu plus complexe et est davantage un entre-deux, c'est l'union bancaire, mais ce point fait également une grande différence. Ceux qui se souviennent des négociations du traité de Maastricht se rappellent que la supervision bancaire avait été très activement discutée à l'époque. Elle avait finalement été écartée car considérée comme politiquement impossible. Par conséquent, dans cette perspective, la mise en place de l'union bancaire, le mécanisme de surveillance unique de la BCE, signifie que l'ensemble du système financier de la zone euro relève d'un point de contrôle unique. Le système bancaire, qui représente la partie la plus importante de ce système financier, correspond en réalité à un énorme fossé qui est comblé, par rapport aux discussions initiales sur la création de l'euro.

Le jeu politique se joue donc entre : 1/ un progressisme qui a du plomb dans l'aile ; 2/ un conservatisme réformateur qui cherche une voie moyenne ; 3/ un conservatisme ultra réactionnaire qui n'hésite pas, sous prétexte de tout conserver, à tout chambouler. Le conservatisme réactionnaire est très fort, mais il est limité parce qu'il est révolutionnaire et qu'il fait peur. L'euro est une réussite absolue politiquement. Tout le monde se rallie à l'euro. Tous ceux qui étaient dans une attitude de contestation ont accepté l'euro. Nous avons une espèce d'affadissement du discours anti-européen d'une partie des populistes. En même temps, électoralement, toutes les projections faites montrent que les mouvements populistes devraient plafonner autour de 20-25 %. Ils ne seraient sans doute pas en mesure de représenter une contre-majorité dans le futur Parlement européen. Deuxième caractéristique de la future carte européenne : la fin du condominium PPE-PSE. Parce que, et la droite et la gauche, sont traversées en profondeur par les nouvelles tendances électorales. La gauche est divisée entre une social-démocratie en crise profonde et un populisme anti européen. A droite, le PPE est profondément divisé. Il a beaucoup de mal à verrouiller l'espace de la droite. Il conservera en son sein le parti de Viktor Orban mais son objectif essentiel sera de récupérer la droite Polonaise. Si la Pologne rejoint le camp européen, les Hongrois deviendront ce qu'ils ont toujours eu vocation à être c'est-à-dire les plus intelligents des marginaux et les plus marginaux des intelligents ! Nous n'en sommes pas encore là. Le PPE aura du mal à demeurer aussi puissant qu'hier et le condominium qu'il exerce traditionnellement avec les socialistes ne contrôlera plus à lui seul l'espace européen.

Impacts d'un monde connecté



MODÉRATEUR :
Virginie Robert
Chef du service international, Les Echos



François Barrault

Président de IDATE DigiWorld, Président et fondateur de FDB Partners



Chang Dae-whan

Président du Maekyung Media Group, membre de la Commission mondiale sur la gouvernance d'Internet, ancien Premier ministre intérimaire de la République de Corée

La grande révolution que la technologie a apportée est l'accès instantané aux connaissances et aux informations partout et à tout moment. Le savoir est depuis des siècles un atout discriminant les riches et les pauvres [...] Vous partagez votre voiture, votre maison, votre appartement, votre bureau, vous partagez des informations, des expériences. Qu'est-ce que cela signifie pour les entreprises ? Cela crée de nouveaux réflexes et de nouvelles questions : devrais-je posséder ma propre voiture ou mon propre appartement, ou simplement utiliser une voiture ou un appartement selon mes besoins sur une plateforme de particulier à particulier ? [...] Au cours des 18 prochains mois, trois révolutions parallèles vont changer encore plus nos vies. Tout d'abord, la vitesse de communication va être multipliée par 10. [...] La puissance du nouvel ordinateur quantique établira également une nouvelle norme pour la loi de Moore et la capacité de stockage sera infinie, bon marché ou gratuite et sécurisée. Enfin, la prochaine génération d'algorithmes regroupera tous les programmes dans le cloud à la vitesse de la lumière [...] Il faut se souvenir qu'Internet, qui a été la plus grosse révolution industrielle qui a changé nos vies, qui a créé des trillions de dollars de valorisation boursière, a été construit sans aucune gouvernance. [...] Ces data appartiennent à des entités que nous ne maîtrisons pas et qui les monétisent sur notre dos. Cela enrichit des fonds de pension essentiellement anglo-saxons et les très heureux investisseurs du début. [...] Je pense que le vrai débat est l'accès au numérique par l'ensemble de la population, au même titre que l'eau, que la nourriture et que l'éducation. [...] Avant de parler d'éthique, il me semble crucial de rebalancer cet équilibre économique qui est, d'ailleurs, totalement concentré.

Je suggère la création d'une cité idéale, inspirée de Platon, ce qui signifie que tout le monde a un jumeau numérique auquel il peut s'associer et suggérer ses propres idées. Il est possible de réaliser une telle ville du futur dans un cyberspace en trois dimensions. De nombreux problèmes urbains seront simulés dans la ville virtuelle pour trouver la solution la plus appropriée. Une telle approche exige une plateforme numérique et de nombreux pays, tels que l'Estonie, la Finlande et Andorre, en disposent déjà. La ville intelligente peut être un élément clé de la gouvernance mondiale, car elle peut permettre de résoudre des problèmes mondiaux impossibles à résoudre autrement. Regardons une petite ville de Suisse, Zoug, où une offre initiale de crypto-monnaie a été mise en place. De nouveaux emplois sont apparus en grand nombre et, alors que la population urbaine reste à 30 000 habitants, 40 000 emplois ont été créés grâce à la création d'une ville virtuelle dotée d'une plateforme numérique gérant les transactions crypto-monnaies mondiales. La Corée du Nord peut devenir un banc d'essai pour les villes intelligentes car elle n'a aucune réglementation vis-à-vis de l'expansion des technologies de la quatrième révolution industrielle. En outre, la Corée possède l'expérience nécessaire en matière de technologie pour exporter un nouveau modèle de construction urbaine. Nous avons mené de nombreuses activités de construction à Dubaï, à Abu Dhabi et en Arabie saoudite. La Corée du Sud possède une grande expérience dans la construction de villes nouvelles, même en Irak et en Iran. La ville idéale résoudra non seulement le problème du sous-développement en Corée du Nord, mais pourra également contribuer à la paix et à la prospérité mondiales.



Impacts d'un monde connecté



Patrick Nicolet

Directeur des technologies et membre du comité de direction générale de Capgemini



Toby Simon

Membre de la Commission mondiale pour la gouvernance d'internet (GCI) et de la Commission trilatérale, fondateur et président de la Synergia Foundation



Francis Gurry

Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI)

Nous constatons un net déséquilibre dans ce que nous faisons par rapport à l'importance des données, ce qui va fondamentalement influencer les relations géopolitiques. Je proposerais, pour être pratique, trois domaines sur lesquels nous pourrions nous concentrer. Le premier est la redéfinition de la confiance par la technologie. La confiance est fondamentale pour toutes les interactions humaines. Une partie de cette confiance est accordée à la technologie. Les citoyens font plus confiance à la technologie qu'à leur gouvernement : comment pouvons-nous laisser des étrangers dormir dans notre propre lit, simplement parce qu'une plateforme (Airbnb) nous dit qu'il n'y a pas de danger, alors que nous ne laisserions pas notre porte ouverte en faisant confiance à la police pour assurer la sécurité de notre domicile ? Le deuxième sujet concerne l'éthique. C'est une préoccupation fondamentale face au développement de l'IA, et je ne parle même pas d'autres tendances transgressives telles que le transhumanisme. Comment se fait-il que nous ayons eu un vaste débat lors de la biotechnologie est arrivée, et ici, nous n'avons aucun débat ? Cela amène des questions fondamentales quant à la façon de concevoir la technologie et les solutions futures. Enfin, Une guerre cybernétique est en cours en ce moment même. Toutes nos entreprises et nos sociétés sont actuellement attaquées et c'est quelque chose de nouveau, dans un contexte où il n'existe que très peu, ou pas, de réglementation et où nous devons nous protéger nous-mêmes. Le conseiller juridique de Microsoft, Brad Smith, a lancé Tech Accord, une initiative visant à élaborer des règles d'engagement communes, une sorte de Convention de Genève du cyberspace.

Quel est le défi ? C'est assez évident. L'avenir est tout à fait différent du passé et nous n'avons pas su gérer les phénomènes mondiaux actuels à temps, en termes de complexité et de danger. Le plus grand défi au niveau national pour les politiciens et les législateurs du monde entier est la nécessité de trouver un équilibre entre les énormes avantages de l'ouverture et de la connectivité mondiales, et les priorités et politiques nationales, par exemple la nécessité de protéger les emplois et l'industrie au niveau local. [...] Les cyberattaques pourraient provoquer des pannes massives dans un monde hyperconnecté. C'est un signal et le message est très clair. Dans un monde hyperconnecté, il est possible d'attaquer ou de perturber un secteur, un gouvernement ou une infrastructure critique partout dans le monde. [...] Les réseaux sociaux permettent de transmettre des informations dans le monde entier à une vitesse vertigineuse. Bien que les avantages de tout cela soient évidents et documentés, notre monde hyperconnecté pourrait également être témoin de la propagation rapide de fake news ou de faux récits, intentionnels ou non, conduisant à des positions trompeuses ou provocantes aux conséquences graves. [...] Le leadership et la gouvernance au niveau mondial, dans un monde hyperconnecté, sont devenus distribués et collaboratifs. [...] Je répète que la gouvernance mondiale ne consiste plus à ce que les dirigeants tracent leur propre voie. Il s'agit d'aider les réseaux à résoudre les problèmes avec la meilleure et la plus actuelle des réflexions. La collaboration est la nouvelle compétition. Plus nos contributions apportent de la valeur, plus notre influence sera grande dans un monde hyperconnecté.

En ce qui concerne l'impact du monde connecté sur la gouvernance, plus la connexion est étroite, plus la dépendance créée est grande et plus la dépendance est grande, plus la vulnérabilité et le risque sont importants. Nous l'avons vu et nous voyons le risque d'atteinte à la vie privée qui se manifeste dans les discussions sur la politique et la gouvernance en matière de protection des données personnelles. Le risque pour les actifs de l'entreprise joue sur la manière dont nous traitons le cyberespionnage. Le risque d'atteinte à l'intégrité des données se manifeste dans le domaine des fake news. Le risque pour la sécurité se joue dans le domaine de la guerre cybernétique. Ces risques sont sensiblement différents des risques du passé et par leur nature et ce, pour plusieurs raisons. Tout d'abord parce qu'ils ont un caractère international et c'est une évidence, mais ce n'était pas nécessairement le cas dans le contexte passé. La seconde raison est qu'ils se produisent à une vitesse accélérée, et la troisième est qu'ils sont radicaux et le fruit de l'accumulation de connaissances. Sherlock Holmes dit que la connaissance engendre la connaissance, tout comme l'argent engendre l'intérêt, et c'est ce qui se produit, bien sûr, avec le degré de connaissance existant dans le monde. [...] Nous sommes confrontés à une situation tumultueuse à bien des égards - de nouveaux risques d'une nature différente, qui perturbent les institutions de gouvernance que nous connaissons, parce qu'elles ont été conçues pour des villes fortifiées. Les situations sont différentes et il est difficile de progresser car c'est aussi un domaine concurrentiel dans lequel il existe d'énormes écarts. Nous devons donc repenser radicalement nos modèles de gouvernance pour faire face aux nouvelles formes de risque.



NOUVEAU HAUT PATRONAGE DE SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI
 UNDER THE HIGH PATRONAGE OF HIS MAJESTY KING MOHAMMED VI

11^e EDITION
GOVERNANCE MONDIALE
 26-28 octobre 2018 • Rabat

WORLD
POLICY
 CONFERENCE

11th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
 October 26-28, 2018 • Rabat

www.worldpolicyconference.com
 #WorldPolicyConf



MODÉRATEUR :

Thomas Gomart
 Directeur de l'Ifri

Débat final



Assia Bensalah Alaoui
 Ambassadeur itinérant de Sa Majesté le Roi du Maroc



Stuart Eizenstat
 Associé, Covington & Burling LLP



Donald Johnston
 Président émérite de la Fondation McCall MacBain, ancien Secrétaire général de l'OCDE

Permettez-moi d'abord de répondre à l'invitation que nous a adressée Thierry, à savoir envisager toutes les formes de bien commun pour l'humanité. Qu'est-ce qui est plus commun à l'humanité que la « dimension humaine » elle-même ? [...] Deux menaces principales : 1/La dégradation potentielle de l'ordre écologique et environnemental ; 2/La « rupture technologique », dont le résultat serait l'effondrement de la civilisation humaine et la paralysie de l'humanité en général. Pour éviter la première, la révolution post-carbone doit de toute urgence avoir lieu au niveau mondial. Des espoirs naissent d'initiatives telles que l'économie bleue de l'ORA. [...] Pour ce qui est de la deuxième menace, des réponses rapides doivent être apportées afin de mieux sécuriser tous les systèmes technologiques et d'empêcher cette terrible perspective. L'immense rapidité du changement technologique est déjà une source d'inquiétude. Les inégalités et les disparités croissantes, à cet égard, peuvent créer des quantités massives de « réfugiés numériques ». Des identités émergentes, résultat de l'hybridation et de la fertilisation croisée et deviennent majoritaires avec de nombreux avantages implicites. [...] Rachid Guerraoui. Un marocain élu cette année au « Collège de France » où il a donné sa première leçon le 25 octobre sur « L'algorithme en quête de l'universalité perdue ». Ilham Kadri, une marocaine nommée PDG de la plus grande entreprise chimique du monde : le groupe belge Solvay. [...] Le prix Nobel de la paix nous donne très bon espoir à cet égard. Il a été attribué à deux personnalités du tiers monde, totalement engagées dans la lutte contre les violences sexuelles. [...] Une preuve que notre « humanité » - notre bien public commun - prévaut finalement et est toujours vivante et bien vivante.

Le président Trump est un président véritablement transformateur de neuf manières. 1/ Il a transformé le parti républicain, conduisant un parti engagé pour le libre-échange et l'internationalisme, en un parti protectionniste anti-immigré et populiste. [...] 2/ Il a transformé la politique américaine plus largement. Le milieu modéré de la politique américaine s'est effondré et la volonté des républicains et des démocrates de trouver des zones de compromis est quasi inexistante. [...] 3/ Il a transformé la politique mondiale en jouant habilement la carte anti-immigrés, nationaliste et populiste. [...] 4/ Il a transformé de manière sans précédent les relations de la présidence américaine avec des institutions américaines clés jusque-là considérées comme sacro-saintes. [...] 5/ Il s'est retiré de l'accord commercial du Partenariat transpacifique, de l'ALENA et de l'Accord de Paris, rompant ainsi la tradition selon laquelle les présidents respectent, même s'ils sont en désaccord, les accords internationaux conclus par leurs prédécesseurs. [...] 6/ Il transforme les relations des États-Unis avec nos principaux alliés européens. [...] 7/ Il transforme la politique américaine au Moyen-Orient, qui a toujours soutenu, à juste titre, la sécurité d'Israël, mais qui a également essayé de l'équilibrer en gagnant la confiance des Palestiniens. Les fonds des États-Unis destinés à l'Autorité palestinienne viennent d'être coupés. 8/ Il a transformé des décennies de politique commerciale américaine bipartite, manifestant une profonde méfiance vis-à-vis des accords commerciaux multilatéraux. [...] 9/ enhardi par son succès à matraquer les autres pays, il transforme nos relations avec la Chine de manière à façonner profondément le 21^e siècle. Cette confrontation est plus qu'un simple différend commercial : c'est un affrontement entre une puissance mondiale montante et une puissance établie.

Les discussions de cette WPC ont été fortement influencées par l'impact mondial du président Trump, ainsi que par l'évolution des relations potentiellement hostiles entre les États-Unis et la Chine. Les six points suivants visent à saisir l'essence de ces nombreuses et intéressantes discussions. 1/Conséquences de Trump. En tant que réalisations, il a déjà infligé des dommages graves et durables au rôle mondial des États-Unis, à l'architecture multilatérale de l'après-guerre et à la forme de l'évolution géopolitique mondiale. Il a réduit l'influence de l'Amérique en tant que leader du monde occidental et en tant qu'opposant aux régimes autocratiques et non démocratiques. 2/L'avenir du commerce international sans les États-Unis. Est-ce possible ? Peut-être. 3/Sortir du dilemme nord-coréen sans désarmement nucléaire. La stratégie actuelle de sanctions a échoué et de nouvelles approches doivent être adoptées. 4/Conclusions pessimistes de la séance plénière sur l'énergie et le changement climatique. Les gouvernements n'ont pas réussi à mettre un terme aux problèmes évidents que pose le changement climatique à la biosphère. De nouvelles technologies vont-elles émerger accompagnées par une adaptation nécessaire à la survie ? 5/Un défi éducatif majeur du 21^e siècle illustré par le manque de compétences intellectuelles nécessaires aux États-Unis. La technologie évolue si rapidement que des millions d'emplois du futur ne sont pas encore identifiés. Comment préparer les étudiants à ces incertitudes ? 6/La Chine et les États-Unis, une relation tendue. La Chine sera bientôt la plus grande économie de l'histoire. Dans cette position, va-t-elle remplacer l'Occident, et en particulier les États-Unis pour l'établissement des règles et des normes du commerce et de la finance ?



GOUVERNANCE MONDIALE
26-28 octobre 2018 • Rabat

Débat final



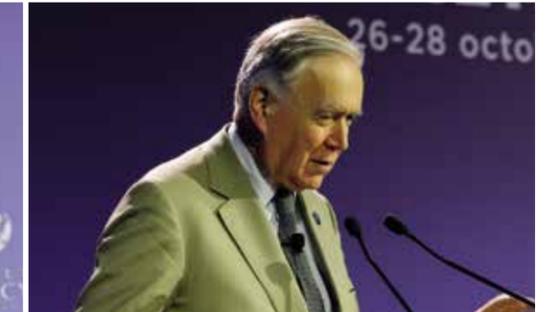
Tadakatsu Sano

Avocat, Jones Day, ancien directeur général du Bureau des politiques commerciales et vice-ministre des Affaires internationales du Japon



Bernardino León Gross

Directeur général de l'Emirates Diplomatic Academy aux Emirats arabes unis, ancien Représentant spécial du secrétaire général et chef de la mission de l'ONU en Libye



Pierre Morel

Directeur de l'Observatoire Pharos, ancien représentant spécial de l'Union Européenne pour l'Asie centrale et la crise en Géorgie

L'anti-mondialisation, le populisme. Un des problèmes importants dont nous avons discuté lors de la conférence de Seattle était la clause concernant le mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États, en vertu de laquelle les entreprises internationales pouvaient adresser n'importe quel type de plainte ou réclamation directement au gouvernement hôte. [...] Dans les négociations sur le TPP menées sous l'administration Obama, les États-Unis avaient dès le début insisté pour que cette clause soit incluse. Comme vous le savez, sous l'administration Trump, les États-Unis se sont finalement retirés du TPP, invoquant notamment la clause du mécanisme de règlement des différends. Quelle surprise ! [...] Les États-Unis contre la Chine. [...] En réalité, cette guerre concerne l'hégémonie, en particulier dans le domaine de la cybertechnologie, du cyberspace, de l'IA, etc. [...] Nous pourrions peut-être comprendre les avantages de l'approche de l'UE lorsque nous abordons ce genre de questions dans le cyberspace. [...] La Corée du Nord. Pour le moment, le véritable gagnant semble être le président Kim Jong-un. Le président Trump n'a aucun succès en tant que tel, même s'il dit protéger le continent en arrêtant le développement des missiles balistiques intercontinentaux. [...] Lorsque la Corée du Nord a soulevé la question d'un traité de paix, les États-Unis en particulier n'étaient pas prêts à entamer des discussions sur ce type d'accord avec la Corée du Nord, la Chine, etc. [...] Mais le Japon, la Corée et d'autres pays voisins ne sont pas du tout en sécurité.

Effectivement, j'arrive de Bahreïn. Hier, j'étais à la Conférence de Sécurité du Golfe. J'ai perçu un climat de préoccupation. [...] Les réformes s'arrêtent. Les conservateurs d'Arabie Saoudite utilisent cette situation (l'assassinat de Khashoggi) pour imposer un agenda conservateur contre les réformes. C'est une grande préoccupation. Dans le Golfe, tout le monde est d'accord que retourner au wahhabisme radical est destructeur pour l'Arabie Saoudite et pour les pays du Golfe. [...] Les amis du Golfe le disent sans aucun cynisme : « nous respectons cette vision que vous avez en Occident. Evidemment, ceux qui sont derrière cet assassinat doivent payer. Mais attention, parce qu'il y a des acteurs internationaux qui ne partagent pas cette préoccupation et qui utiliseront cette situation, ce possible problème entre les pays occidentaux et l'Arabie Saoudite pour essayer de jouer de nouveau ces cartes dans le Golfe ». [...] L'obsession sur l'Iran reste très forte. L'idée de l'OTAN arabe, de cette alliance militaire des pays du Golfe avec l'Égypte et la Jordanie, est plus forte que jamais. Je ne sais pas s'ils pourront le faire. Peut-être que la Turquie, avec cette pression, est en train de pousser dans cette direction. [...] Le climat est très négatif au Sénat vis-à-vis de l'Arabie Saoudite. Le Général Mattis a parlé avec beaucoup d'intensité du besoin de parvenir à un accord de paix, d'arrêter la guerre au Yémen. Il a dit très clairement : « dans l'agenda des prochaines semaines, c'est le Yémen. La guerre au Yémen sera centrale ». Il a même donné quelques paramètres : respect des frontières, autonomie, un rôle politique pour les Houthis au Yémen, retrait de l'Iran, préoccupation pour les armes que l'Iran serait en train d'exporter au Yémen, rôle central aussi pour les Nations Unies. Ce qui, venant d'une administration qui n'a pas été précisément pro Nations Unies et pro gouvernance globale, est un message intéressant.

Vouloir nier ou disqualifier le réflexe identitaire serait absurde et dangereux. C'est une réalité historique et c'est un besoin qu'il faut reconnaître aujourd'hui face au processus de mondialisation. Mais il ne faut pas l'essentialiser pour autant, le ramener à une seule dimension exclusive. C'est là que le danger devient terrible, parce qu'il y a de quoi nourrir des conflits, des confrontations et des éliminations, au besoin, radicales. [...] C'est vous dire que l'affaire est grave et que, finalement, cette banalisation du conflit touche une population d'à peu près 5 millions d'habitants (3,5 millions sur place, 1,5 million de réfugiés). Ces réfugiés ne sont pas allés dans les capitales ou à nos frontières. Non, ils subissent cette guerre limitée depuis quatre ans, essentiellement en Ukraine, en partie en Biélorussie, en partie en Russie. Voilà une situation à laquelle nous nous sommes habitués, d'une certaine façon. Le conflit en Ukraine a remis en cause cet ordre de sécurité sur notre continent, en place depuis quarante ans avec ses forces et ses faiblesses. C'est une région qui se retrouve sans normes, sans lois. Il est temps de retrouver le moyen de définir les règles. [...] Il s'agit du retrait unilatéral du Traité sur les forces nucléaires intermédiaires qui vient d'être annoncé par les États-Unis. [...] Plus généralement, pour tous les autres pays, c'est une sorte de signal. Nous savons très bien que ce genre d'abandon d'une interdiction conduit les États-majors à faire des plans. Parce qu'il faut penser à cinq à dix ans, un chef d'état-major, un ministre de la défense se dira : « je ne peux plus faire l'impasse sur cette dimension ». Ce sont donc des programmes d'armement qui se préparent.



Débat final



Artem Malgin

Vice-recteur de l'Institut d'Etat des relations internationales de Moscou (MGIMO)



Manuel Muñiz

Doyen de l'École d'affaires publiques et internationales d'IE University et professeur Rafael del Pino de pratique de la transformation globale



Fathallah Oualalou

Senior Fellow de l'OCP Policy Center, ancien ministre de l'Economie et des Finances du Royaume du Maroc

Ce mélange de crise et de mauvaises relations avec ceux qui étaient auparavant considérés comme les principaux partenaires mondiaux de la Russie crée un problème énorme pour la politique étrangère russe, mais la question et la décision clés concernent l'Ukraine, et cette crise ne doit pas être sous-estimée comme cela se produit parfois. Ce n'est pas un conflit gelé. Malheureusement, le conflit continue, c'est un conflit de faible intensité auquel nous nous sommes habitués d'une façon ou d'une autre. L'Europe et même l'Ukraine s'y sont habituées, mais il faut régler ce problème et c'est l'une des tâches principales de la politique étrangère de la Russie. Notre monde a tendance à être un monde sans grandes idées ou tendances, comme ce que nous avons dans les années 90, à la fin des années 80 ou au début des années 2000. Il s'agit d'un monde global mais régi par des processus internes aux pays, processus qui débordent en quelque sorte des frontières nationales sur la scène mondiale. Regardez Trump, le Brexit, l'Arabie saoudite, les développements très étranges en Iran, les politiques étrangères de la Russie et de la Turquie, qui vont de l'autarcie à l'interventionnisme. Ce sont des phénomènes purement nationaux qui entrent d'une manière ou d'une autre sur la scène mondiale sans constituer une tendance mondiale unique. Ce n'est pas une tendance mondiale et cela devrait nous rendre plus attentifs à ces pays. [...] Nous vivons dans une sorte de mosaïque très diversifiée, caractérisée par de petites tendances. Et, à partir de ces tendances, nous pourrions saisir un modèle général. [...] Pour revenir à mon pays, ce type de crise nous a souvent amené à cette vision étroite et provinciale, heureusement nous ne sommes pas toujours seuls dans cette vision mais malheureusement parce que trop de pays sont aujourd'hui en marge dans un monde stratégiquement global.

Une chose fascinante est que si vous regardez il y a 10, 12 ou 15 ans en arrière, il y avait la thèse de la fin de l'histoire, qui était très controversée au moment où elle a été proposée, mais il y avait un certain consensus dans le monde occidental selon lequel la démocratie libérale et les marchés ouverts progresseraient et balayeraient le monde, tous les autres régimes étant du mauvais côté de l'histoire et que ce système connaîtrait un lent processus d'expansion. Lors des conférences et des réunions auxquelles j'assiste, il ressort que l'ordre libéral, basé sur des règles, des marchés ouverts, des frontières poreuses et le multiculturalisme, lutte pour sa survie dans le monde entier. Cette lutte se développe sur deux fronts très particuliers, l'un sur la dimension extérieure, et le siège est en cours dans de nombreux domaines. L'un est l'ascension de la Chine. [...] Le cas le plus important et unique de développement économique des 30 ou 40 dernières années est celui d'un pays profondément anti-libéral et antidémocratique qui a commencé à défendre son modèle même au-delà des frontières chinoises. [...] Par conséquent, le plus grand développement géopolitique de ces 40 dernières années semble indiquer qu'une autocratie bien gérée réussit très bien dans le contexte du développement économique et militaire. [...] Nous vivons alors dans un monde avec plus de murs, moins de circulation des personnes et moins de commerce, ce qui signifie fondamentalement que nous vivons le retour de l'histoire. Nous retournons dans un monde où les fondements de la gouvernance politique, tant au niveau national qu'international, sont à saisir, et nous entrons dans ce débat sans savoir où il mènera.

La guerre commerciale n'est pas seulement commerciale. Elle est surtout technologique. Selon moi, elle se traduira, essentiellement, par le renforcement de l'Asie et de l'asiatisme. Elle amènera la Chine à renforcer son marché domestique : ce qui est bien pour le reste du monde. En même temps, elle renforcera les échanges régionaux avec sa proximité asiatique. Entre les grands pays de l'Asie, la géopolitique continuera à séparer, mais l'économie continuera à rapprocher. Il me semble que c'est une bonne leçon pour notre région. C'est ainsi que l'Asie est en train de renforcer sa position en tant que centre de rayonnement de l'économie mondiale. Le Moyen-Orient est source de tensions, d'instabilité, de conservatisme. C'est le berceau d'une économie rentière, renforcée chaque fois que le prix du pétrole monte, mais qui tourne le dos au vrai développement. Or, ce Moyen-Orient change de nature. Le concept même du Moyen-Orient, né après la Première Guerre mondiale est en train de disparaître. Aujourd'hui, le pétrole est acheté surtout par l'Asie. Les échanges de la région se font surtout avec le Japon, la Corée, l'Inde et la Chine. En fait, le Moyen-Orient devient l'Asie de l'Ouest : un concept que nous retrouvons dans les directions des ministères des affaires étrangères asiatiques. [...] L'avenir agroalimentaire du monde se fera en Afrique grâce à ses besoins et ses ressources en terres arables. Le Maroc, avec ses phosphates, a la volonté de participer à la promotion de cet avenir dans le cadre de partenariats bilatéraux, avec nos frères africains, mais aussi triangulaires avec d'autres pays. [...] Maroc aspire, avec volontarisme, à s'ouvrir sur la modernité et, en même temps, à défendre son identité et sa spiritualité.





1. Finance et économie



PRÉSIDENT

Jean-Claude Trichet

Président du Conseil d'administration de l'Institut Bruegel
et ancien président de la BCE

Les politiques monétaires vont être moins accommodantes dans les économies avancées lorsque la sortie de conditions monétaires extrêmement favorables sera confirmée dès l'arrêt des achats nets de titres à la fin de l'année. Cette situation pourrait avoir des conséquences néfastes dans les pays émergents et en développement. Les conflits et les tensions géopolitiques dans de nombreuses régions du monde pourraient également nuire au maintien de la croissance mondiale. En termes d'instabilité financière mondiale potentielle, le domaine du shadow banking et des activités non bancaires tient une place prépondérante. La question de l'inconduite reste à résoudre. Les risques financiers associés aux actifs cryptographiques constituent également une question ouverte. La communauté internationale doit continuer à œuvrer de manière plus active pour discipliner ce domaine où la complaisance serait une grave erreur. Il est possible qu'une nouvelle crise économique et financière systémique soit déclenchée par la difficulté à contrer la prochaine récession cyclique, du fait de l'insuffisance de moyens des économies avancées en termes de politiques budgétaire et monétaire. La probabilité d'une crise économique et financière mondiale systémique due au niveau élevé de l'endettement financier global. L'encours mondial de la dette publique et privée, en proportion du PIB, a continué à augmenter après la crise financière, à peu près au même rythme qu'avant la crise. C'est peut-être l'indicateur mondial le plus préoccupant aujourd'hui.



Qiao Yide

Vice-président et secrétaire général de la Shanghai
Development Research Foundation (SDRF)

Au cours des 1-2 prochaines années, l'économie chinoise va continuer à se dégrader progressivement. [...] Lorsque l'économie est à la baisse, la vulnérabilité financière augmente. Dans les 2-3 prochaines années, nous devons surveiller de près ce qui se passe à cet égard. La deuxième dimension concerne les fluctuations des flux de capitaux transfrontaliers. [...] Il est très important que nous ne regardions pas uniquement le compte courant ou même le compte de capital. Nous devrions plutôt accorder davantage d'attention à la croissance des flux de capitaux, car le solde du compte courant ignore le détail des flux de capitaux. Les flux de capitaux bruts vont maintenant créer davantage de problèmes financiers. Le dernier événement que nous devons considérer est l'escalade de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine. Plus cette guerre dure, plus ses impacts négatifs sont importants, non seulement pour la Chine et les États-Unis, mais pour le reste du monde. [...] Je peux également souligner qu'il y aura une réaction en chaîne après la réduction de l'investissement, qui conduira au déclin de l'emploi. Le revenu individuel va ensuite diminuer et par conséquent la consommation. Cette réaction en chaîne aura un impact sur la croissance financière et économique mondiale. En conclusion, je dirai que ces trois dimensions vont jouer un rôle, en particulier si ces différents facteurs se chevauchent. Ils vont créer des problèmes économiques et financiers au cours des 2-3 prochaines années.



Jean-Claude Meyer

Vice-Chairman International de Rothschild & cie

Il n'y a pas de scénario optimiste. Deux scénarios seulement sont possibles : un atterrissage en douceur, ou une crise financière grave. Le premier scénario, l'atterrissage en douceur, pourrait se réaliser si la Fed n'augmente ses taux que progressivement, dans la mesure où l'inflation est modérée aux alentours de 2 %, et si la guerre commerciale s'avère moins violente que prévu. Dans ce cas de figure, les actions pourraient rester quasiment inchangées ou être inférieures de 10 à 20 %, de manière très modérée, avec beaucoup de volatilité chaque jour, comme c'est le cas actuellement. C'est le scénario idéal qui rendrait tout le monde heureux. Malheureusement, un scénario beaucoup moins optimiste pourrait nous conduire à une crise financière très profonde, car de nombreux ingrédients sont présents : 1/Nous sommes à la fin d'un cycle de 10 ans ; 2/Les risques géopolitiques sont énormes ; 3/Le marché boursier, en particulier aux États-Unis, a tellement augmenté, de 330 % en 10 ans, qu'il ne peut que chuter, parce que les bénéficiaires vont baisser, en raison d'une croissance en baisse. La hausse qui a caractérisé ces neuf dernières années est terminée ; 4/La guerre commerciale va affecter la croissance des États-Unis, la croissance de la Chine et celle des pays émergents exportateurs ; [...] En fait, nous sommes dans le brouillard, ce qui est la pire des situations pour les marchés.

1. Finance et économie



Jeffrey Frieden

Professeur à l'Université de Harvard



Daniel Daianu

Membre du Conseil d'administration de la Banque Centrale de Roumanie, membre du Conseil européen des relations étrangères, ancien ministre des Finances de Roumanie

Le système financier est à bien des égards une créature de la politique publique. La finance internationale est encore plus politique que la finance interne. [...] Nous pourrions nous concentrer sur les problèmes, interprétés de façon étroite, de la finance internationale. Cependant, je pense que les marchés financiers internationaux et nationaux sont confrontés à des défis encore plus importants. Ces défis vont venir de l'évolution de la situation politique, tant nationale qu'internationale. Presque partout, une partie substantielle de la population a le sentiment très net que la mondialisation, y compris l'intégration financière très poussée, ne l'a pas aidée. [...] C'est le principal défi auquel sont confrontés les acteurs financiers internationaux, publics et privés. La nécessité de remédier à ce ressentiment, car en politique, le ressentiment devient des politiciens et des partis qui remportent des élections, et se transforme en politiques qui pourraient menacer un système financier intégré. [...] La finance et une économie internationale intégrée vont subir des assauts soutenus. La meilleure défense, à mon avis, est de travailler dur pour développer de nouveaux modèles de politiques sociales et de représentation politique qui vont au-delà des sentiers battus. Ces politiques doivent satisfaire les besoins réels de personnes dont la souffrance n'est pas imaginée mais réelle. Si ce n'est pas fait, l'axe qui s'est développé au cours des cinq dernières années, l'axe Trump-Kuczynski-Bolsonaro-Duterte-Salvini, trouvera bientôt dans la finance une cible très attrayante et cette cible n'aura pas d'armes.

Des politiques monétaires extrêmement accommodantes mises en œuvre par les grandes banques centrales afin d'éviter une crise financière ont indéniablement ouvert la voie à un nouveau cycle financier, ce qui est illustré par des dettes plus importantes et des actifs surévalués à travers le monde. Mais les conditions structurelles sont également à l'origine de taux d'intérêt très bas. Fondamentalement, ces conditions font référence à l'équilibre entre investissement et épargne. Ce vers quoi ce nouveau cycle financier nous mène devrait être une source de préoccupation dans le contexte des tendances suivantes : 1/Une érosion du multilatéralisme en tant que principe directeur des arrangements politiques internationaux ; 2/Un « syndrome d'introversion » qui se généralise ; 3/En dépit de chaînes d'approvisionnement mondiales et de fortes interdépendances de l'économie mondiale, l'accent est également mis sur des accords régionaux (avec notamment l'appel de l'UE pour le renforcement de sa « souveraineté économique ») ; 4/Bien que les banques soient mieux capitalisées et moins endettées, il est difficile de dire que le système financier mondial est plus sûr aujourd'hui. Le shadow banking se développe, des produits financiers douteux sont à nouveau demandés et, surtout, une nouvelle vague de dérégulation financière est en cours aux États-Unis ; 5/De nouveaux séismes dans les économies émergentes, qui attirent l'attention sur une forte augmentation de la dette ; 6/Les cyber-attaques peuvent peser lourdement sur la stabilité financière ; 7/Le Brexit n'est pas clair quant à son dénouement et peut être assez perturbant.



Itoh Motoshige

Professeur émérite à l'Université de Tokyo, professeur à l'Université Gakushuin, membre du Conseil japonais sur la politique économique et fiscale



Bertrand Badré

Fondateur et PDG de Blue like an Orange Sustainable Capital, ancien directeur général et directeur financier du Groupe de la Banque mondiale

En 1997, nous avons eu une très grave crise financière et la leçon que nous avons apprise est que nos actions étaient insuffisantes et trop tardives. À cette époque, il était presque impossible de persuader les politiciens d'introduire une très grosse injection de capital ou un processus de sauvetage. Notre échec à ce moment-là a fourni des leçons à d'autres pays après la crise de 2008. Vers 2000, au moment de la crise de la bulle informatique, le Japon était sur le point d'entrer dans la déflation. Pour une raison quelconque, la Banque du Japon a introduit une augmentation du taux directeur très problématique ou controversée. Il nous a fallu presque 12 à 13 ans pour nous sortir du piège déflationniste. [...] M. Kuroda a introduit la politique monétaire dite non orthodoxe. C'est une combinaison de deux politiques. L'une est l'expansion très spectaculaire de la base monétaire et l'autre, un objectif d'inflation de 2% très explicite. Cette politique a réussi à changer l'état d'esprit des gens du jour au lendemain. [...] Bien que ce type de politique puisse s'avérer très efficace pour sortir du piège déflationniste, nous n'avons pas réussi à atteindre le niveau d'inflation ciblé. Le niveau ciblé à l'origine était de 2% mais nous sommes toujours autour de ou en dessous de 1%, donc il manque quelque chose ici. Il y a beaucoup de discussions à ce sujet, mais l'un des points les plus importants est que nous devons penser à la fois au côté offre et au côté demande de la macro-économie.

La question de la confiance, comme il a été dit par beaucoup d'autres, est centrale. Le problème est que la confiance n'est pas là. Le problème est que cela conduit à une mauvaise affectation du capital au niveau mondial. Nous avons trop d'argent qui va là où il n'est pas nécessaire. Pourquoi les gens continuent-ils à acheter des obligations allemandes ou suisses à taux négatif au lieu de réinvestir là où c'est le plus nécessaire, en Amérique Latine, en Afrique et en Asie du Sud. C'est un vrai problème. Les murs ne sont pas la bonne solution pour remédier à cette mauvaise répartition du capital. Ils ne peuvent pas durer éternellement. Nous avons un problème pour gérer le cadre réglementaire. Ce n'est pas seulement un problème de solvabilité. Le problème ne concerne pas seulement Bâle III. C'est une combinaison de tous ces éléments. Tous les jours, je découvre dans ce cadre des problèmes atroces. Ce ne sont pas uniquement les grands problèmes, même les plus petits sont terribles. Vous avez ces problèmes de perception, que nous connaissons. Vous avez trop de conformité et vous avez trop d'aversion pour le risque. Vous pouvez être défavorable au risque pendant cinq ou dix ans, mais pas pour toujours. Nous devons trouver un moyen de progresser. [...] Le privilège des riches et des puissants est de penser qu'ils peuvent regarder la catastrophe de leur balcon. Je pense que nous sommes à nouveau au balcon. Nous avons peur de la prochaine crise, mais nous ne prenons pas en compte le véritable problème. Ma conclusion est que nous n'avons pas commencé le travail essentiel et que le temps imparti pour commencer ce travail diminue.

2. Energie et climat



COORDINATEUR :
Eyl-Mazega,
Marc-Antoine
Directeur du Centre
Energie de l'Ifri



PRÉSIDENT

Nobuo Tanaka

Président du Conseil de la Sasakawa Peace Foundation,
ancien directeur exécutif de l'AIE

Quatre révolutions très intéressantes dans le secteur de l'énergie. La première révolution est celle du schiste américain. Une deuxième révolution est la révolution solaire photovoltaïque. La troisième révolution est celle de la Chine. La Chine entreprend une révolution verte en utilisant le gaz pour remplacer le charbon. Le quatrième est l'électrification, en utilisant des véhicules électriques, la numérisation et l'IA. C'est la caractéristique de l'avenir de l'énergie. Elle va obliger les pays à réévaluer leurs stratégies de sécurité énergétique et de durabilité. Les trois dernières révolutions se produisent en Chine, alors que les États-Unis sont en tête des combustibles fossiles. Cette dichotomie se produit sur le marché mondial de l'énergie. [...] L'augmentation du coût du charbon et du gaz signifie que l'énergie solaire va être la source d'énergie la moins chère en 2040. Cette situation aura certainement un impact considérable sur le mix énergétique chinois. C'est ce que dit la Chine sur l'interconnexion énergétique mondiale. C'est une version électrique de la stratégie One Belt, One Road. [...] Les entreprises RE100 qui se sont engagées à n'utiliser que des énergies renouvelables demandent à leurs fournisseurs de faire de même. Cette pression au niveau de la demande sera très importante pour l'approvisionnement en énergie. [...] Le nucléaire peut-il survivre ? Le coût de la sécurité augmente de plus en plus le coût des réacteurs nucléaires à eau légère, tandis que l'énergie solaire et éolienne devient de moins en moins chère. Comment le nucléaire peut-il continuer ?



Olivier Appert

Président du Conseil Français de l'Énergie et du Comité
français du Conseil Mondial de l'Énergie

Aux États-Unis, la consommation totale d'énergie a diminué d'environ 4 % de même que la consommation de pétrole et la capacité de raffinage est presque stable. Au contraire, la consommation totale d'énergie de la Chine a augmenté de 45 % au cours de cette même période. La consommation de pétrole a augmenté de 54 % et la capacité de raffinage de 66 % en seulement 10 ans. [...] La sécurité énergétique est le talon d'Achille de la Chine. La dépendance de la Chine vis-à-vis des importations de pétrole a atteint la valeur record de 68 % en 2017. La dépendance vis-à-vis des importations de gaz naturel a atteint près de 40 %. [...] Alors que les énergies renouvelables ont été multipliées par quatre aux États-Unis, elles ont été multipliées par 30 en Chine au cours de la même période. [...] Les États-Unis sont maintenant le premier producteur de pétrole. La production de gaz a augmenté de plus de 40 % et les États-Unis sont devenus exportateur net de gaz. Grâce à la révolution énergétique du pétrole et du gaz de schiste, la dépendance énergétique des États-Unis est passée de 29 % en 2007 à seulement 8 % en 2017. Cela ouvre de vastes opportunités pour la diplomatie américaine, comme l'explique clairement le plan énergétique de Trump intitulé America First. L'objectif clairement annoncé est de rendre l'Amérique indépendante en termes d'énergie. [...] Il n'est donc pas surprenant que l'énergie soit également au cœur de la guerre de Trump contre la Chine.



Leila Benali

Présidente de l'Arab Energy Forum

L'implication pour tout acteur de la scène énergétique, qu'il s'agisse de sociétés ou de pays, est une course. C'est une course à la conquête de technologies de pointe, et au-delà, une course à l'accès sécurisé aux matériaux et aux produits sous-jacents à ces technologies de stockage. [...] Une autre tendance dans la course à la conquête de parts de marché sur les nouveaux marchés du brut et du gaz. Je pense ici à la pétrochimie, aux plastiques, aux polymères en tant que produits du pétrole brut et du pétrole en général, et au transport pour le gaz. [...] La troisième course porte sur les technologies et les matières premières. [...] Ce tableau optimiste de réduction des coûts à un prix, et ce prix concerne les minerais et les matières premières sur lesquels reposent ces technologies. [...] Nous observons beaucoup de repositionnements d'alliances et de changements d'alliances dans le monde aujourd'hui. Cependant, il est important de mentionner qu'il existe une insistance et une focalisation continues sur les fondamentaux clés. Ce sont la croissance, la rentabilité et, de plus en plus, une stratégie technologique proactive. Un domaine clé négligé jusqu'à présent, et sur lequel j'aimerais terminer, a trait à la flexibilité du système. [...] L'industrie est de plus en plus consciente du fait que le stockage de l'énergie revêt une importance primordiale. [...] Cela remet en cause d'importants programmes d'investissement dans le secteur du pétrole et du gaz. Cela crée un autre cycle de matières premières, un autre cycle de volatilité, ce qui n'est absolument pas dans l'intérêt des producteurs ni des consommateurs.

2. Energie et climat



Richard Cooper

Professeur d'économie internationale à l'Université de Harvard, ancien président du National Intelligence Council, ancien sous-secrétaire d'État aux Affaires économiques

Un quart des gaz à effet de serre provient de l'agriculture et de l'utilisation des sols. Quand nous pensons au changement climatique, il nous faut penser non seulement à l'énergie mais également à d'autres sources d'émission de gaz à effet de serre. [...] Nous avons investi des dizaines de milliards de dollars dans la recherche sur le changement climatique. Nous en savons beaucoup plus qu'il y a 20 ans et nous savons notamment à quel point l'atmosphère et les océans de la Terre sont complexes. Nous sommes beaucoup mieux informés sur les éléments individuels. Malgré cela, nous n'avons toujours pas une vision précise du changement climatique et de sa relation avec les émissions de gaz à effet de serre. [...] Je dirais simplement, en tant qu'économiste en exercice depuis un demi-siècle, que nous ne pouvons pas atteindre un degré permanent de 1,5 degrés Celsius d'ici 2030. Nous devrions nous sortir cette idée de la tête. Nous n'allons pas transformer la société dans le monde entier par rapport au problème du changement climatique. Cela ne va tout simplement pas se produire. Ce qui pourrait arriver, c'est que nous dépassions les limites, puis que des améliorations technologiques nous permettent de revenir à 1,5. [...] Et je tiens à rappeler que nous ne pouvons pas nous contenter de considérer les véhicules électriques. Il faut tenir compte de la façon dont l'électricité a été générée. Nous produisons toujours la plus grande partie de notre électricité à partir de combustibles fossiles. Vous devez donc prendre en compte l'ensemble du cycle et pas uniquement le fait que la voiture est électrique.



Tatsuo Masuda

Professeur invité à la Graduate School de Nagoya University of Commerce and Business (NUCB) sur le lien entre l'énergie et le changement climatique, auditeur de SOC Corporation à Tokyo, président de FairCourt Capital à Londres et membre du comité stratégique d'Elion House

En ce qui concerne le charbon, il y a un grave problème. La Chine a bien réussi à réduire sa propre consommation de charbon. Cependant, au nom de l'initiative One Belt, One Road, les Chinois exportent massivement leurs technologies de centrales électriques au charbon vers d'autres pays du projet. Voici des données intéressantes. Environ 130 nouveaux projets de centrales électriques au charbon sont en cours dans le cadre de l'initiative chinoise dans ces pays. Les technologies de pointe ne sont pas nécessairement utilisées dans ces cas. De 2000 à 2016, la Chine a également dirigé la construction d'environ 240 projets de centrales au charbon dans ces régions. La Chine est en train de devenir « verte chez elle » et « noire à l'étranger ». C'est ce qui se passe. [...] L'énergie solaire est bonne et le photovoltaïque pourrait être le champion des énergies renouvelables dans les années à venir. Les panneaux solaires présentent cependant un aspect négatif. Les panneaux solaires ont une durée de vie d'environ 20 ans. Après 20 ans, que faisons-nous des panneaux solaires usagés ? Si nous les rejetons comme déchets industriels, cela entraînera une grave pollution de l'environnement, dans le monde entier. Si nous les recyclons complètement, cela va impliquer un coût énorme. Combien de pays pourront supporter un tel coût ? C'est en train de devenir un gros problème qui est envisagé en Allemagne, au Japon et, surtout, en Chine, ainsi que dans de nombreux autres pays qui déploient rapidement des panneaux solaires. Même s'ils sont bons pour le climat, nous ne devons pas oublier les inconvénients environnementaux.



Ladislav Paszkiewicz

Vice-président Stratégie et Climat, Total

Pour nous, il est évident que ce n'est pas en suivant une seule voie que nous parviendrons à améliorer notre situation. C'est en combinant différents leviers : 1/L'efficacité énergétique. En tant que société pétrolière et gazière, nous consommons de l'énergie. Réduire nos propres besoins en énergie, améliorer notre efficacité énergétique, est extrêmement important pour réduire les émissions de carbone. 2/Le méthane. Le méthane a un impact en équivalent CO₂. Nous travaillons avec un groupe de sociétés pour calculer et réduire nos émissions de méthane. 3/Le prix du carbone. Il est absolument essentiel, car sans cette stratégie, nous n'y arriverons pas. [...] Si le gaz devait remplacer le charbon, nous économiserions environ 5 gigatonnes d'émissions de CO₂, ce qui représente environ 10 % de ce qui est émis dans le monde aujourd'hui. Les objectifs seraient immédiatement atteints. 4/Les biocarburants. La demande de biocarburants a considérablement augmenté. Nous avons été le premier distributeur de biocarburants en Europe et nous produisons nous-mêmes des biocarburants. 5/Il y a la question de la neutralité carbone à atteindre dans la seconde moitié du siècle. Nous voyons deux possibilités. L'une est le confinement du dioxyde de carbone et nous dépensons beaucoup d'argent, 10 % de nos programmes R&D, dans ce domaine. L'autre possibilité concerne les ressources naturelles telles que les forêts et nous avons lancé certains programmes par l'intermédiaire de notre fondation.

3. L'Afrique



PRÉSIDENT

Nathalie Delapalme

Directeur exécutif de la Mo Ibrahim Foundation

En mars 2018 à Kigali, sous la houlette du Président en exercice de l'Union Africaine, Paul Kagame, la ZLEC a été signée. On attend beaucoup de cet accord. Il renforcera considérablement les échanges intra-africains qui ne sont aujourd'hui que de l'ordre de 19 %, là où les échanges entre pays membres de l'UE atteignent environ 70 %. Et il incitera à mettre en place des économies locales et surtout d'emplois locaux. 60 % de la population du continent a aujourd'hui moins de vingt-cinq ans, et dans les dix prochaines années 750 millions de demandeurs d'emplois supplémentaires vont se porter sur le marché du travail. Les résultats de l'Indice Ibrahim 2018 montrent que, sur les dix dernières années, alors que le PIB global du continent a augmenté de près de 50 %, le progrès en termes d'opportunités économiques pour ses citoyens a été pratiquement nul. Cet accord essentiel témoigne d'un réel engagement politique collectif du continent. Mais beaucoup, sinon tout, reste à faire pour sa mise en œuvre effective. À ce jour, si 49 pays l'ont déjà signé, 10 seulement l'ont ratifié, alors qu'il en faudrait 22 pour qu'il devienne opérationnel. Les poids lourds du continent que sont l'Afrique du Sud et le Nigéria semblent encore hésitants, et mettent en avant le « Our country first ». Quelles leçons tirer de la construction européenne ; comment convaincre les pays récalcitrants ; quels sont les obstacles à lever, et dans quel ordre ; comment s'articulera la ZLEC avec les accords régionaux déjà existants.

**Uri Dadush**

Senior Fellow de l'OCP Policy Center et chercheur non-résident à Bruegel

Cette initiative est très importante pour le continent. Elle offre également un contrepoin intéressant au protectionnisme qui émerge dans différentes régions du monde. [...] Nous ne devons pas reproduire en Afrique l'erreur commise à la création des accords du Moyen-Orient et du Maghreb avec l'UE, qui a été de considérer qu'un accord de libre-échange résolvait automatiquement un grand nombre de problèmes et générait beaucoup de croissance. L'expérience et de nombreuses études confirment qu'il n'existe pas de convergence inconditionnelle. Il ne suffit pas du libre-échange pour bénéficier des revenus plus élevés de vos partenaires, quels qu'ils soient. La convergence et la libéralisation des échanges internationaux ne fonctionnent que si elles s'accompagnent du renforcement des politiques intérieures. Vous pouvez garantir toute la libéralisation du monde, si vous ne consolidez pas les politiques intérieures, si vous ne jouissez pas d'une stabilité politique et de la paix – et dans nombre de pays d'Afrique, la paix reste aux abonnés absents – et si vous ne disposez pas d'une prévisibilité raisonnable du climat économique, de la corruption, de la gouvernance etc., alors il est peu probable que vous réussissiez à attirer les investissements, peu importe que les échanges soient ouverts ou non. Je dirais même que, sans ces conditions favorables, les échanges peuvent vous être dommageables car vous augmentez en définitive le nombre d'importations sans enregistrer d'exportations en retour.

**Elisabeth Guigou**

Présidente de la Fondation euro-méditerranéenne Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures, ancienne députée et présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale

Européens et Africains devraient se saisir de l'opportunité, qui est la négociation des accords post-Cotonou. Jusqu'à présent, c'est encore peu visible, mais il y a cette échéance en 2020. Jusque-là, les accords de Cotonou ressemblaient à une sorte de pot-pourri où l'on avait mis ensemble tous les anciens pays colonisés et tous les Européens. Il faut absolument que nous traitions les questions de l'Europe et de l'Afrique séparément, avec à mon avis quatre exigences : 1/Une stratégie politique qui soit définie et acceptée des deux côtés ; 2/ Il faudrait des accords de coproduction dans les secteurs clés : l'agroalimentaire, l'énergie, l'écologie, le digital, la santé, l'éducation ; 3/Une banque ou une holding de banque pour sécuriser les investissements et assurer la mobilité du capital. Les banques actuellement existantes sont loin de faire de ces choses-là leurs priorités. 4/Comme le dit l'IPEMED, il faut qu'il y ait une fondation, comme il en existe en Asie entre la Chine, le Japon et les pays du sud de l'Asie, comme il en existe entre les Etats américains. Une fondation qui mélange des experts, des chercheurs, des responsables politiques, des dirigeants d'entreprise, pour à la fois analyser le présent, penser l'avenir et dire « Que devrions-nous faire pour pouvoir maximiser nos chances ensemble ? ». Enfin, non seulement il faut travailler sur l'économie mais il faut travailler sur le dialogue culturel, parce que la crainte des Européens est aussi beaucoup identitaire, du côté africain aussi.

**Mostafa Terrab**

Président-directeur général du Groupe OCP

Nous devons nous poser la question de la pertinence du libre-échange si nous ne sommes pas en mesure de produire les biens et les services à échanger à l'intérieur du continent. À l'heure actuelle, nos échanges portent principalement sur les secteurs de l'extraction, qui bénéficient aux économies en dehors du continent qui ont développé les capacités de transformation pour consommer ces matières premières. Dans une large mesure, ce n'est pas le cas pour l'Afrique, nous n'allons donc assurément pas échanger des ressources naturelles les uns avec les autres. Nous ne disposons pas des capacités de les transformer au sein du continent et l'agriculture, notamment les engrais, en constitue une parfaite illustration. La révolution verte africaine a besoin d'engrais et le continent a la capacité de produire ses propres engrais. Jusqu'à il y a dix ans, l'Afrique se contentait d'exporter ses ressources naturelles vers les producteurs d'engrais en dehors du continent et devait importer en retour les produits finis, parfois à un prix cinq à six fois plus élevé que le prix international. [...] Nous avons commencé à produire des engrais avec des ressources naturelles africaines mais nous avons également adapté les produits aux cultures et au sol africains. Ce que nous observons aujourd'hui, c'est une croissance phénoménale de la consommation d'engrais dans nombre de pays africains. [...] Nous avons besoin à la fois d'une vision commerciale et de politiques complémentaires afin d'améliorer les chaînes de valeur mais aussi de politiques sélectives adaptées en matière d'industrialisation en Afrique.

3. L'Afrique

**Othman El Ferdaous**

Secrétaire d'Etat chargé de l'Investissement auprès du ministre marocain de l'Industrie, de l'Investissement, du Commerce et de l'Économie numérique

**Juliette Tuakli**

Membre du Conseil de direction de United Way Worldwide, PDG et médecin-chef de CHILDAccra, Ghana

La Fondation Konrad Adenauer a fait une étude sur le niveau de formation et la sociologie des migrants subsahariens : ils ont un niveau de formation supérieur au niveau moyen de formation des Marocains. Pourquoi ces gens mieux formés viennent-ils migrer en Europe? Simplement parce que les conditions ne sont pas encore sur place. Quand vous êtes à Cotonou, que vous avez un conteneur que vous voulez envoyer à mille deux cents kilomètres au nord à Ouagadougou, cela vous coûte deux fois et demi le prix pour envoyer ce même conteneur de Cotonou à Shanghai sur douze mille kilomètres. Je crois que ce qu'ont fait les Chinois vis-à-vis de l'Europe en lançant la Route de la soie, c'est le même type d'initiative qu'il nous faut vis-à-vis de l'Afrique. Construire un corridor économique nord-sud, et que la première manifestation concrète de ce corridor seront des infrastructures – je parle d'infrastructures de transport, des infrastructures digitales, de communication, et de logistique surtout – cela permettra à ces gens qui sont mieux formés que les Marocains de travailler chez eux. [...] Si nous voulons construire un marché non fragmenté et intégré, il nous faut des barrières à l'entrée. Les barrières à l'entrée du continent africain, je les vois notamment dans le domaine de la R&D. Beaucoup d'entreprises, de multinationales globales, qui ont lancé des projets en Afrique se sont cassés les dents. Parce qu'elles n'ont pas cherché à adapter leurs produits et leurs services au contexte africain.

Nous ne disposons pas vraiment de politiques intérieures solides, notamment en ce qui concerne les politiques publiques pour la santé et l'éducation de nos futurs effectifs. Les inégalités augmentent, de même que les questions de sécurité et la fragilité de nos infrastructures. Un certain degré d'union politique sécurisée entre les pays est nécessaire si nous voulons garantir le succès de cet accord. [...] Nous devons consolider nos politiques intérieures afin de disposer de contrats sociaux plus judicieux entre l'État et les populations. Pour l'heure, ce n'est absolument pas le cas, alors même qu'ils sont essentiels. Car en définitive, notre véritable talon d'Achille sera notre incapacité à investir dans la population. [...] J'ai écouté la discussion précédente sur l'UE et l'avenir possible de l'euro tout en réfléchissant à notre accord de libre-échange. Cela n'a fait qu'accroître mes inquiétudes : confiance, unité, sécurité et sûreté sont des domaines dans lesquels le continent africain est le plus fragile. Pour l'heure, la libre circulation des biens, des services et des populations reste un vœu pieux. La simplification des règles d'origine est essentielle, il suffit de regarder ce qui se passe déjà sur le continent : la Chine est notre amie mais pourrait entraîner des complications par la suite. Il ne s'agit pas seulement d'éducation. Notre jeunesse est éduquée mais nous ne disposons pas des emplois adaptés et cela va devenir un problème de plus en plus critique avec la zone de libre-échange.

**Lionel Zinsou**

Co-président de SouthBridge, ancien Premier ministre du Bénin

**Hailemariam Desalegn**

ancien Premier ministre de l'Éthiopie

Nous avons beaucoup de mérite parce que malgré tout, l'Afrique des vingt dernières années a grosso modo augmenté ses exportations de 15% par an tous les ans. Il y a une dynamique d'entrée de l'Afrique extraordinaire dans les échanges internationaux, mais nous avons du mérite parce que nous taxons notre cacao, notre café, notre coton, parce que c'est la seule façon d'appréhender. Les nouvelles générations n'ont pas plus de ressentiments contre la colonisation que les Français vis-à-vis de la colonisation romaine. Il y a un moment, tout cela est terminé. Mais quand même, rappelons qu'on nous a livré un continent sans crédit, sans épargne, élaboré sans fiscalité, sans infrastructure, sans école, sans hôpitaux. Cela fait beaucoup de manques. [...] Je crois beaucoup que la modernisation du secteur informel par le numérique est extrêmement efficace, parce qu'il y a dans l'informel des principes de productivité et d'efficacité remarquables. Cela n'est pas juste un secteur formel dégradé. Quand vous avez des toutes petites unités de commerce, avoir la possibilité d'aller sur le Cloud stocker ses données et les mobiliser à travers son téléphone, ce sont des façons d'activer la modernité dans le secteur informel. C'est un enjeu énorme, mais nous devons commencer par ouvrir aux gens des droits. Il faut ouvrir des droits, utiliser les technologies qui sont adaptées, regarder en détail comment l'e-commerce progresse grâce aux transports informels [...] Nous avons besoin de périodes de transition, le chantier de rendre le secteur informel plus formel et plus productif est à mon avis la clé.

Dans notre agenda 2063, nous avons déclaré que nous devons travailler à l'intégration de l'Afrique. Une Afrique intégrée et prospère, en paix avec elle-même et ses voisins, telle est notre vision. La zone de libre-échange constitue assurément l'un des moyens d'intégrer notre continent, il s'agit d'un jalon très important. Nous ne pouvons échanger ce que nous ne produisons pas. La question tout entière se réduit donc à notre capacité de production, à une capacité humaine forte et productive ainsi qu'à la question de la jeunesse. Sans cette capacité de production, nous sommes dans l'impasse. Si nous ne produisons pas, comment pouvons-nous espérer échanger les uns avec les autres? Plus de la moitié des exportations de l'Afrique concernent le secteur de l'extraction, une solution qui n'est pas pérenne et nous empêche de créer des emplois pour la jeunesse. Par conséquent, il nous faut nous doter d'une capacité de production protéiforme. En règle générale, la croissance et le développement sont dépendants des chemins empruntés. Nous devons nous concentrer sur notre avantage concurrentiel, soit l'agriculture, qui emploie plus de 60% de la population en Afrique. [...] Nous devons créer un climat propice sur le plan économique et un environnement favorable aux investissements. Par conséquent, nous devons régler la question cruciale de la gouvernance, des pratiques illégales et de la corruption. Et éliminer la multitude de formalités administratives superflues. Ces questions brûlantes doivent être bien comprises et gérées de manière adaptée. Des flux considérables d'investissement irrigueront alors le continent.





Olivier Blanchard

Fred Bergsten Senior Fellow au Peterson Institute for International Economics, ancien économiste en chef du FMI

Notre époque souffre de schizophrénie. D'un côté, si on considère l'économie réelle, et j'entends par là la production et l'inflation, tout va pour le mieux. Il faut remonter très loin dans l'histoire pour trouver une situation qui soit, en termes purement économiques, aussi favorable qu'aujourd'hui. C'est important de le dire, parce que dans le climat de pessimisme généralisé que nous connaissons, ces faits sont souvent occultés, mais c'est la réalité.

Dans le même temps, si on considère la politique et la géopolitique comme nous l'avons longuement fait ce matin - j'allais dire que tout est au plus mal. Mais ce serait faire preuve d'optimisme. Les choses peuvent aller encore nettement plus mal. Il y a une tension entre les deux. En tant qu'économiste, on voit le monde tel qu'il est, plutôt en bonne forme, et on part de là. Ensuite on voit la géopolitique et la politique dans un état calamiteux. Le grand défi, pour un économiste, est de comprendre comment ces risques politiques et géopolitiques peuvent se répercuter sur l'économie à relativement court terme. C'est ce que je vais tenter de faire avec ces quelques remarques.





Laurent Fabius

Président du Conseil constitutionnel, ancien Premier ministre français

Il y a trois grands sujets : le sujet du climat, le sujet de la biodiversité, et le sujet des pollutions. Mais on s'aperçoit, dès qu'on réfléchit un peu, que tout cela est dialectique, et que par exemple, une élévation des températures a un effet dramatique sur la biodiversité, et qu'à son tour, la biodiversité, si elle diminue, a un effet dramatique sur l'élévation de la température. Bref, il faut avoir une vision, comme disent les spécialistes, holistique de ces sujets. Le rapport du GIEC nous dit, de même que les risques sont globaux, extrêmement forts, que si l'on veut lutter contre, il faut que tous les acteurs soient convaincus et agissent. Ça veut dire quoi « tous les acteurs » ? Le premier acteur, ce sont les citoyens qui, dans leur vie quotidienne, doivent être informés de ce qu'ils peuvent faire pour essayer de protéger l'environnement, notamment de lutter contre l'élévation des températures. On peut faire des choses qui apparaissent modestes, dans l'appartement qu'on aménage, dans les transports qu'on opère, etc. Mais cela compte beaucoup. Si vous ne voulez retenir qu'une seule chose, retenez que la menace environnementale et climatique n'est pas du même ordre que les autres. Les décisions ou les conférences qui ont lieu à ce sujet ne sont donc pas du même ordre. Si dans un autre domaine, vous poursuivez un but et que vous échouez à l'obtenir, vous pouvez recommencer deux ans plus tard, trois ans plus tard. Tandis que, notamment en matière climatique, si des décisions ne sont pas prises extrêmement rapidement, le gaz carbonique continue de partir dans l'atmosphère, et au bout d'un certain temps, c'est irréversible, parce que, lui, ne disparaît pas, il reste des années, voire des siècles. Les citoyens, sont les premiers acteurs à qui il faut parler, et il faut leur expliquer ce qu'ils peuvent faire. [...] Nous sommes, pour reprendre une expression qui a souvent été utilisée, la première génération à connaître la réalité, et la dernière à pouvoir agir. Après, ce sera trop tard.





Mustapha Bakkoury

Président de la Moroccan Agency for Solar Energy (Masen)

Le renouvelable a une caractéristique extrêmement forte. La ressource renouvelable, solaire, éolienne, hydraulique, biomasse, géothermie, quand elle est disponible, est en général disponible pour un très grand nombre. Et par conséquent, la concurrence autour de l'utilisation de cette ressource est inexistante. C'est plutôt l'inverse. Ne pas l'exploiter, donc ne pas en profiter, équivaut à une perte pour tout le monde. Et la valoriser n'appauvrit pas le voisin. C'est-à-dire que le fait d'utiliser un projet solaire ou un projet éolien n'appauvrit pas le voisin d'aucune manière. Cela peut donc être un sujet de coopération extrêmement puissant pour refaire de l'intégration, et à ce titre, nous travaillons avec des pays européens sur une initiative que nous appelons la SET (sustainable energy transmission) Roadmap à élaborer rapidement avec l'Espagne, le Portugal, la France, l'Allemagne et la Commission européenne. Avec l'idée toute simple que d'autres avaient à un moment donné, mais qui est restée à un niveau théorique, et notre ambition collective aujourd'hui est de l'opérationnaliser, de valoriser les projets renouvelables là où la ressource est la mieux, et de s'appuyer sur la technologie, notamment de transmission, pour l'acheminer vers des lieux de consommation, à travers un travail construit collectivement. C'est une perspective qui avance très bien, elle sera d'ailleurs présentée à l'occasion de la COP 24 en Pologne, et probablement donnera lieu au premier projet, je l'espère, dès l'année prochaine.





Nasser Bourita

Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Royaume du Maroc

Le monde a besoin de réflexion libre, dépassionnée et décomplexée sur la chose internationale ; Le monde a besoin d'une ouverture d'esprit pour discuter de sujets complexes ; Il a besoin de tolérance intellectuelle, pour parler de questions sensibles ; Il a besoin de diversité de perspectives, pour enrichir le débat et, même, sortir des sentiers battus. Beaucoup l'ont compris, mais peu ont su le faire. Dans la profusion des espaces et fora de réflexion, la World Policy Conference a su se frayer une place parmi les meilleurs. Elle a su, surtout, préserver une pertinence et une identité propres, qui lui ont permis une longévité remarquable. Elle offre un exemple de ce que doit être un espace de libre réflexion : durable, et non pas éphémère ; créatif, et non pas redondant ; audacieux et non pas suiviste. [...]

Je ne vous apprends rien : nous vivons, je crois, une époque de transformations profondes des relations internationales. Tout n'est que raccourci : un groupe WhatsApp est un forum de négociation ; un tweet est une position nationale ; une querelle de tweets est une crise diplomatique ! Les fondamentaux des relations internationales s'en trouvent bousculés. Les frontières, la souveraineté, la responsabilité, même le droit applicable ... Les menaces autant que les opportunités, ignorent les frontières. Cela impose des schémas nouveaux, moins portés sur le formalisme, davantage tournés vers l'efficacité. Cela ouvre, aussi, la porte à une forme d'horizontalité déterminée par les avantages comparatifs et le bénéfice mutuel, transcendant les clivages communs (Nord/Sud, acteurs étatiques/acteurs non-étatiques, coopération triangulaire ...).





Hailemariam Desalegn
ancien Premier ministre de l'Éthiopie

L'Afrique reste un continent jeune, les décisions politiques doivent en tenir compte. Puisque notre population est très jeune, dynamique et aguerrie sur le plan technologique, la première équation à résoudre est de savoir comment en récolter pleinement les fruits. [...] En offrant à ses populations les compétences techniques et professionnelles dont elles ont besoin, et en améliorant l'employabilité des plus jeunes. Nous devons également répondre à leur aspiration politique à s'engager et à participer au processus. Nombre d'entre nous renvoient les jeunes à un avenir lointain alors qu'ils ne cessent d'affirmer qu'ils sont aussi la force motrice de l'Afrique contemporaine. C'est là une question cruciale, qui doit éclairer nos décisions politiques. [...] Si nous voulons servir les populations, alors il nous faut résoudre les inégalités entre les sexes. Notre gouvernement est paritaire, tout comme celui du Rwanda car les femmes représentent plus de 50 % de notre population. Impossible de faire progresser le continent si nous ne tenons pas compte de ce pan entier de notre société. [...] Il existe un réel déficit d'infrastructures physiques sur le continent et nous devons y pallier grâce à l'économie et à la technologie digitales, qui vont nous aider à accélérer le mouvement. [...] L'Afrique contribue beaucoup moins que d'autres continents aux émissions de gaz à effet de serre mais elle reste le continent le plus impacté. La justice climatique doit donc toujours être au cœur de nos politiques. [...] Nous dénonçons les politiques de certains pays qui reviennent sur l'accord de Paris, un recul dommageable pour nos enfants et notre avenir. Nous devons sauver notre planète et montrer l'exemple dans nos propres pays.

Lionel Zinsou
Co-président de SouthBridge, ancien Premier ministre du Bénin

En dehors des conflits, en dehors des réfugiés – et la conflictualité baisse maintenant, en dehors des guerres et de leurs effets, la migration est interne à l'Afrique. La ruée sur l'Europe est un fantasme. [...] Notre croissance démographique est le fait de l'espérance de vie qui s'allonge à raison de l'amélioration nutritionnelle, de l'amélioration éducative et des progrès considérables de la santé publique. Dans les pays d'Afrique centrale, aujourd'hui, vous gagnez une année d'espérance de vie par an. [...] Les Européens ne s'intéressent qu'à la fécondité, mais c'est une erreur de base, de première année de sociologie ou de sciences économiques. En revanche, les Européens ne voient pas qu'il y avait cent mille Chinois résidant en Afrique il y a vingt ans, et qu'il y en a un million et demi aujourd'hui. Moi, je trouve que c'est très bien dans l'apologie du métissage, je trouve que c'est parfait. Mais si j'étais français à 100% et pas à 50, je me dirais « Est-ce que je ne suis pas en train d'imaginer – une espèce d'imaginaire primitif – que l'on va m'envahir », comme si c'étaient les miséreux, les gueux du monde qui se levaient et qui se ruaient sur moi, au lieu de regarder les faits, à savoir que petit à petit, je disparaissais, je m'abolis humainement de l'Afrique, parce que je ne vois pas que les courants migratoires qui sont intéressants, qui méritent l'analyse, ce sont les courants migratoires dans l'autre sens. C'est le retour des Repats, notre jeunesse très qualifiée qui rentre, le contraire du brain drain. C'est de plus en plus une relation avec l'Asie et les autres émergents, qui a une réalité de population. Je me félicite de ces mouvements et je me désespère de ne pas réussir à les expliquer.





11^e EDITION
GOUVERNANCE MONDIALE
26-28 octobre 2018 • Rabat

NETWORKING
CONF

www.worldpoli
#World

WORLD
POLICY
11^e EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
October 26-28, 2018 • Rabat

WORLD
POLICY
WORLD
POLICY
WORLD
POLICY



NETWORKING







Amadou Gon Coulibaly

La WPC est un moment privilégié pour que des acteurs du développement, des politiques, des chercheurs, des leaders se retrouvent et échangent sur l'état du monde et essaient de trouver des pistes qui permettent d'assurer paix, sécurité et développement.

Capgemini

La World Policy Conference est une conférence internationale qui a pour mission de s'interroger sur les bouleversements constants de notre monde actuel et de proposer des solutions.

Hubert Coudurier

Remarquable intervention de Jean-Louis Bourlanges devant la World Policy Conference sur les enjeux européens: ça change des petits marquis du nouveau monde ! Enfin une pédagogie éclairante qui ne se résume pas à des slogans réducteurs.

Prince Boadu

Très bon moment et interventions de qualité cette année à la World Policy Conference. Merci à la WPC, à l'OCF Policy Center et à tous les autres partenaires qui ont permis d'organiser un événement de si haut niveau.

Riad Tabet

Bravo à l'IFRI, premier think tank français et deuxième mondial du point de vue influence. Thierry de Montbrial peut s'enorgueillir avec toute son équipe.

Vuk Jeremić

Excellent résumé de la situation syrienne actuelle par Itamar Rabinovich à la World Policy Conference au Maroc. De nombreux amis de longue date et partenaires du CIRSD sont présents, sur scène comme dans le public. C'est un vrai privilège d'avoir pu modérer une discussion si fascinante sur la Corée du Nord à la WPC, au Maroc. Des experts chinois, américains, sud-coréens, japonais et russes de renommée mondiale sont intervenus, ainsi que mon ami et ancien camarade de Harvard, l'ancien président de Mongolie.

Natasha Franck

La World Policy Conference est une excellente occasion de commencer à réfléchir à ces nouveaux partenariats public-privé, au rôle de la technologie dans ce domaine et à la création de solutions pour un avenir régénérateur.

Karin Kneissl

Je participe à la 11^e édition de la World Policy Conference qui se tient à Rabat. Nous assistons actuellement à une transition de l'ère transatlantique vers l'ère pacifique. J'ai évoqué la montée de l'économie chinoise et son influence croissante sur l'Europe du Sud-Est, le Moyen-Orient et l'Afrique.

Rencontre très enrichissante avec le ministre des Affaires étrangères espagnol Josep Borrell, en marge de la World Policy Conference. Nous avons mené une discussion franche sur les événements internationaux actuels. La coopération de l'UE avec ses voisins méditerranéens est essentielle pour garantir la stabilité régionale.

Nicolas Véron

Pendant la WPC 2018, tenue à Rabat au Maroc, Hailemariam Desalegn nous a fait réfléchir sur les défis rencontrés par l'Afrique. "L'Afrique est un continent jeune dans tous les sens du terme - le Premier ministre qui m'a succédé à 42 ans comprend mieux le monde actuel que moi, qui en ai 53."

François Barrault

Je profite de Rabat et de la World Policy Conference. Excellente conférence sur la gouvernance mondiale. C'était un vrai plaisir de parler de l'influence, actuelle et à venir, de la technologie sur nos vies.

Katja Yafimava

Le multi-unilatéralisme est un terme très juste qui définit parfaitement la réalité actuelle. Je dois dire que la World Policy Conference offre de nombreuses pistes de réflexion et vaut la peine d'être suivie de près.

Hayat Essakkati

Remerciements aux organisateurs de la World Policy Conference et à l'OCF Policy Center. C'est un plaisir de participer à une conférence si bien organisée au Maroc, en compagnie d'intervenants et de participants passionnants. J'ai retrouvé de vieux amis mais je m'en suis également fait de nouveaux. Merci !

Sophie Fay

Qu'est-ce que l'IFRI et la World Policy Conference ? Un centre de recherche et réflexion français considéré par le classement le plus sérieux, celui du professeur McGann de l'université de Pennsylvanie comme le think tank le plus influent après la mythique Brookings Institution.

Tobby Simon

Merci à Thierry, la World Policy Conference, l'IFRI et l'OCF Policy Center pour la merveilleuse plateforme que vous nous offrez pour partager nos points de vue. Excellente session avec Virginie Robert, François Barrault, Chang Dae-Whan, Francis Gurry, Patrick Nicolet et Jean Pisani-Ferry. Au revoir, Rabat ! A bientôt.

Jean-Yves Le Gall

Au lendemain de la 11^e édition de la World Policy Conference, je souhaitais vous adresser mes félicitations les plus vives et les plus sincères pour la très haute qualité des interventions et des débats qui, une fois encore, ont été absolument passionnants. [...] Enfin je vous serais très reconnaissant de bien vouloir remercier de ma part tous vos collaborateurs dont l'engagement, l'efficacité et la gentillesse, forcent le respect et ont permis un déroulement parfaitement harmonieux de nos travaux. En deux mots, la World Policy Conference est définitivement « The place to be » !

François Nordmann

Rentrant de Rabat, je viens tout d'abord vous féliciter du grand succès de la conférence de cette année et vous remercier de m'y avoir associé. Le choix des thèmes et des orateurs était judicieux et correspondait aux attentes de vos invités se greffant à la fois sur l'actualité et sur les tendances longues des « temps troublés » que nous traversons.

Alvise Giustiniani

La WPC est une conférence intéressante qui rassemble de nombreuses personnalités de haut niveau, dont les domaines d'expertise sont passionnants, afin de débattre sur les problèmes du monde actuel selon des perspectives différentes, car vous avez le point de vue des chercheurs et des experts, mais également des industriels.

Karl Brauner

La 11^e Conférence de la WPC a été une expérience très enrichissante pour moi. J'ai beaucoup apprécié les présentations et discussions qui se sont tenues tout au long de la conférence. Vous avez la capacité de rassembler des personnes qui non seulement sont des experts en leur domaine mais qui aiment aussi partager leur savoir et leur vision. L'atmosphère de la conférence a été caractérisée par la bonne foi et la sincérité. Vous avez élaboré un agenda dense et varié et composé des panels qui ont su capter l'attention de l'audience. Le lieu de la réunion était très agréable et l'organisation parfaite. Vous avez créé un environnement propice à l'inspiration. Mais le meilleur atout de la WPC a été l'hôte. J'ai énormément apprécié la façon dont vous avez présenté les différentes sessions et comment vous avez pu mettre à l'aise tous les interlocuteurs grâce à votre aisance et votre humour. Je vous remercie infiniment pour votre invitation et votre hospitalité.

Bartholomew 1^{er}

Nous ne pouvons que nous réjouir de la tenue, au Maroc, de cette nouvelle édition de la World Policy Conference. En nous invitant à partager ces quelques idées, ses organisateurs – et nous souhaitons remercier ici très chaleureusement le Professeur Thierry de Montbrial de son amitié – ont souligné l'importance cruciale que peut avoir la religion dans la réflexion sur les affaires du monde et ses enjeux internationaux. Le Patriarcat œcuménique que nous avons l'honneur de représenter les en remercie tout en leur souhaitant, et à l'ensemble des participants, un plein succès dans leur entreprise.

Jean-Claude Gruffat

J'ai particulièrement apprécié les débats de ces trois derniers jours. Les échanges ont été particulièrement riches et la qualité des contributions remarquable.

Nasser Bourita

Dans la profusion des espaces et fora de réflexion, la World Policy Conference a su se frayer une place parmi les meilleurs. Elle a su, surtout, préserver une pertinence et une identité propres, qui lui ont permis une longévité remarquable. Elle offre un exemple de ce que doit être un espace de libre réflexion : durable, et non pas éphémère ; créatif, et non pas redondant ; audacieux et non pas suiviste.

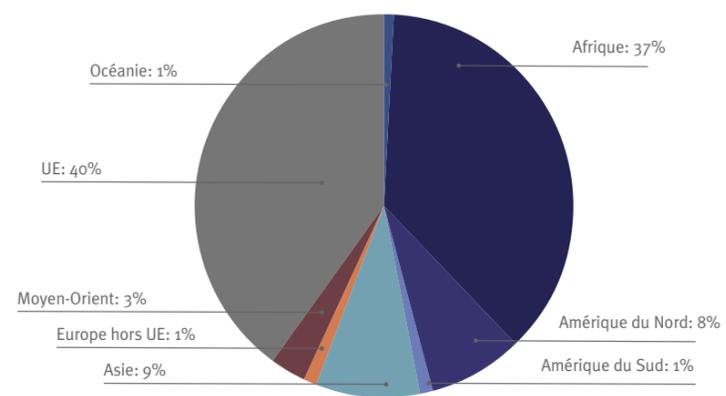
Mona Makram-Ebeid

Cette édition de la WPC a été extrêmement pertinente. Nous avons non seulement abordé l'ensemble des défis actuels mais aussi montré que ce type de think tank contribue à sensibiliser aux dangers, défis et possibilités de notre époque afin d'atteindre les objectifs qui sont ceux de la conférence, à savoir construire un monde meilleur, renforcer la gouvernance et lutter contre la corruption et la violence.

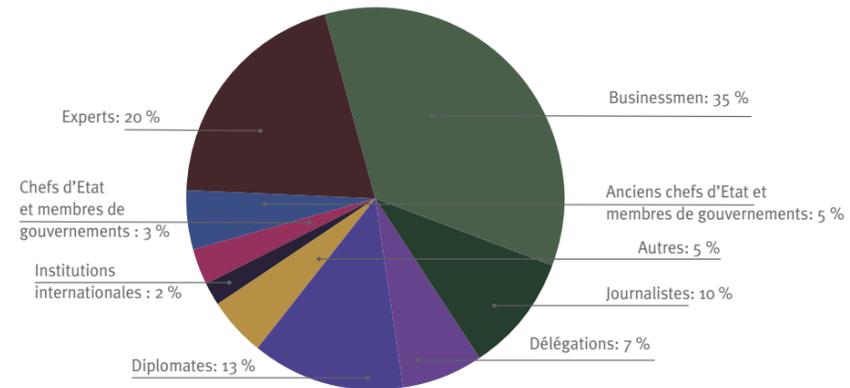
Leung Chun-ying

Je suis très heureux d'être au Maroc et d'assister pour la première fois à la World Policy Conference. J'ai deux espoirs : l'un est que mon agenda me permette de revenir l'année prochaine et le second est que lors de la prochaine World Policy Conference, je puisse venir avec davantage de mes compatriotes pour vous communiquer le point de vue chinois. J'entends parler de la Chine dans de nombreux contextes depuis un jour et demi et je devrais encourager davantage de mes compatriotes à venir communiquer leur point de vue.

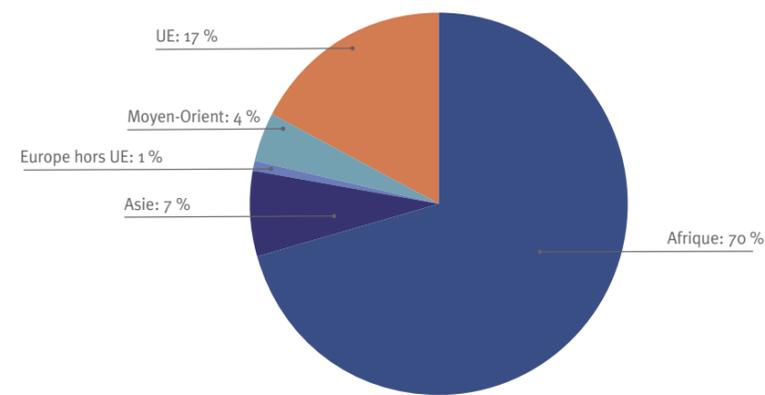
CHIFFRES CLÉS



Participants - Répartition géographique
(410 participants de 55 pays)



Participants - Répartition par fonction
(410 participants de 55 pays)



Répartition géographique des principaux articles
(total: 193 articles)



**Abaddi, Ahmed**

Membre du Conseil de l'Université Qaddi Ayyad depuis 2002, il a été nommé Directeur des Habous et des affaires islamiques en avril 2004. Secrétaire Général de La Rabita Mohammadia des Oulémas depuis avril 2006.

Abbad El Andaloussi, Zineb

Associée, équipe d'investissement, Helios Investment Partners depuis 2017. Ancien directeur gérant, Banque Rothschild, où elle est toujours conseillère.

Abiteboul, Jean

Président de Cheniere Marketing Ltd, filiale à 100 % de Cheniere Energy Inc., société basée à Houston spécialisée dans l'importation et l'exportation de gaz naturel liquéfié. Il a notamment été vice-président exécutif de l'international au sein du groupe Gaz de France (désormais Engie).

Aburdene, Odeh

Président d'OAI Advisors. Membre du conseil d'administration de l'Atlantic Council et du Scowcroft Center. Il était auparavant directeur associé de Capital Trust S.A., où il est toujours conseiller.

Adamakis, Emmanuel

Métropole de France et Exarque de l'Europe. Il est vice-président de la Conférence des églises européennes (CEC) et président du Concile des évêques de l'Église orthodoxe de France ainsi que co-président du Conseil des Églises chrétiennes de France.

Agon, Jean-Paul

Président-Directeur Général, L'Oréal. Il a rejoint L'Oréal en 1978 et a effectué toute sa carrière au sein du groupe, sur tous les continents. Il est administrateur d'Air Liquide, membre de l'European Round Table of Industrialists et membre du Conseil d'Administration du Consumer Goods Forum.

Ait Kadi, Mohamed

Président du Conseil Général du Développement Agricole, Maroc. Il a été gouverneur et membre fondateur du Conseil mondial de l'eau.

Ajbilou, Aziz

Secrétaire général du ministre délégué chargé des Affaires générales et de la gouvernance, Maroc.

Alaoui Belrghiti, Ilias

Consultant en communication d'influence et intelligence économique, Global Intelligence Partners

Al-Hajeri, Manaf

Directeur général du Kuwait Financial Center, Markaz depuis 2004. Ancien directeur adjoint des investissements au Fonds Koweïtien pour le Développement Économique Arabe.

Allard, Patrick

Consultant auprès du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie, ministère des Affaires étrangères. Il a été conseiller pour les questions économiques et financières internationales à la direction de la Prospective du ministère des Affaires étrangères et européennes.

Amegroud, Tayeb

Senior Fellow, OCP Policy Center. Fondateur de GPower Consultants. Ancien directeur chargé du développement des projets d'énergie renouvelable, de la planification et de la stratégie à l'Office national de l'électricité (ONE).

Al-Omeir, Othman

Éditeur et rédacteur en chef, Elaph. Ancien rédacteur en chef de Majalla magazine et Alsharq Alawsat.

Amrani, Youssef

Chargé de mission au cabinet royal du Maroc. Il a été nommé ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération par Sa Majesté le Roi Mohammed VI en 2013. Il a été secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée.

Andrews, John

Auteur et journaliste spécialiste de la politique internationale. Rédacteur en chef pour Project Syndicate et conseiller de la rédaction de The Economist.

Antil, Alain

Responsable du programme Afrique subsaharienne de l'Ifri. Il est notamment spécialiste de la Mauritanie et des questions de sécurité au Sahel. Il enseigne à l'Institut d'études politiques de Lille. Il a été chercheur à l'Institut de recherches internationales et stratégiques.

Appert, Olivier

Président du Conseil Français de l'Énergie et du Comité français du Conseil Mondial de l'Énergie. Il est aussi délégué général de l'Académie des Technologies. Il a notamment été président-directeur général de l'IFP Énergie Nouvelles.

Arbib, Anys

Banquier, BNP Paribas Corporate and Institutional Banking.

Aruffo, Valeria

Directrice régionale Afrique de l'Ouest et du Nord, EnergyNet.

Aslan, Ali

Présentateur international, journaliste et animateur. Il a travaillé pour des chaînes d'informations internationales telles que CNN, ABC News, Channel News Asia et Deutsche Welle TV.

Azraih, Abdelkader

Président de la Commission des droits de l'Homme de Rabat-Salé-Kénitra au Conseil national des droits de l'homme (CNDH).

Badré, Bertrand

Fondateur et PDG de Blue like an Orange Sustainable Capital, ancien directeur général et directeur financier du Groupe de la Banque mondiale. Il a également été Directeur Financier du Groupe Société Générale.

Bakkoury, Mustapha

Président de Masen (Agence marocaine de l'énergie solaire). Ancien directeur général de la Caisse de Dépôt et de Gestion du Maroc. Président de la région Casablanca-Settat.

Barrault, François

Président et fondateur de FDB Partners, société d'investissement et de conseil dans les TMT et l'édition. Président de IDATE DigiWorld. Ancien PDG de Lucent EMEA.

Bassou, Abdelhak

Senior non-resident fellow, OCP Policy Center. Ancien Directeur de l'Institut royal de police. Il a occupé plusieurs postes au sein de la Direction générale de la sûreté nationale marocaine.

Belarbi, Larbi

Consul général honoraire du Japon au Maroc, membre du Conseil économique, social et environnemental, président du Comité Académique de l'Université Al Akhawayn d'Ifrane, vice-président de l'Association Marocaine de l'Intelligence Economique.

Beltran, Jacques

Conseiller spécial, chargé des affaires européennes et internationales, au cabinet de Valérie Pécresse, Présidente de la région Ile-de-France, depuis 2017. Directeur général adjoint à la région Ile-de-France chargé des affaires européennes, internationales et du tourisme.

Benali, Leila

Présidente de l'Arab Energy Forum. Experte internationale dans l'énergie, les stratégies, les investissements et les relations internationales. Elle est en charge de la politique énergétique et de la stratégie gazière au sein du géant de l'énergie, Saudi Aramco.

Benazzouz, Anouar

Directeur Général de la Société Nationale des Autoroutes du Maroc. Ancien chef de cabinet du ministre de l'équipement, du transport et de la logistique du Maroc.

Benbrahim El**Andaloussi, Hamid**

Président honoraire du Groupement des Industries Marocaines Aéronautiques et Spatiales (GIMAS). Il est président ou administrateur de sociétés dans les secteurs de l'aéronautique, de l'hôtellerie internationale, de la sécurité gouvernementale et de l'énergie solaire.

Benlafqih, Touria

Fondatrice et PDG, EMPEOPLE. Ancien directeur de programme d'Enactus Maroc. Auparavant, elle était l'assistante administrative et financière du projet mené par le PNUD sur l'adaptation au changement climatique dans les oasis au Maroc.

Bensalah Alaoui, Assia

Ambassadrice itinérante de Sa Majesté le Roi du Maroc. Co-présidente de l'OCEMO (Office de Coopération Economique pour la Méditerranée et l'Orient) à Marseille et vice-présidente de l'Association d'Amitié Maroc-Japon.

Bensalah Chaqroun, Miriem

PDG de Les Eaux Minérales d'Oulmès. Ancienne présidente de la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM). Elle dirige le Groupe Holmarcom, l'une des holdings majeures au Maroc et en Afrique, opérant dans plusieurs secteurs.

Bensemhoun, Arié

Directeur exécutif d'ELNET depuis 2011. Il a construit une grande partie de sa carrière dans le secteur privé en tant que consultant en communication, relations publiques et internationales sur des questions stratégiques et liées au Moyen-Orient.

Berrada, Mohamed

Professeur de littérature arabe à la Faculté des Lettres de l'Université Mohammed V à Rabat. Membre du conseil consultatif du magazine littéraire marocain Prologue.

Biaz, Fatim-Zahra

Entrepreneure et créatrice du New Work Lab, laboratoire d'innovation qui rassemble des entrepreneurs, des étudiants et des entreprises. Elle travaille à l'élaboration de nouveaux modèles d'éducation et vient de lancer un accélérateur de carrière, School of Changes.

Biloa, Marie-Roger

Présidente de l'Africa International Media Group et de MRB Productions, éditorialiste et consultante sur les questions africaines. Elle est aussi présidente du « Club Millenium » à Paris.

Blanchard, Olivier

Macroéconomiste français, Senior Fellow Fred Bergsten au Peterson Institute de Washington et professeur émérite en économie au MIT. Ancien économiste en chef du FMI.

Boadu, Prince

PDG et co-fondateur de MapTech Logistics Limited, entreprise qui utilise la puissance des systèmes d'information géographique (GIS) pour résoudre des problèmes rencontrés par les entreprises en développant et déployant des applications GIS.

Bönning, Matthias

Directeur général d'ISS-oekom. Ancien directeur général adjoint et directeur de la recherche, oekom research AG.

Borrell, Josep

Ministre des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération, Espagne. Ancien président du Parlement européen.

Bouabid, Brahim

Membre de la Commission nationale marocaine de contrôle de la protection des données à caractère personnel. Ancien conseiller du Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre chargé de la Poste et des Technologies de l'information et conseiller du ministre de la Justice, chargé de la coopération internationale.

Bouabid, Othman

Ancien gouverneur, Maroc. Il a été chef de cabinet du ministre de l'Intérieur, conseiller spécial au sein du cabinet du ministre de l'Intérieur et administrateur à l'administration centrale du ministère de l'Intérieur.

Bouhia, Hynd

PDG de Global Nexus, fond de capital-investissement spécialisé en infrastructures d'énergies renouvelables au Maroc. Ancienne directrice générale de la Bourse de Casablanca et ancienne conseillère économique auprès du Premier ministre marocain.

Boulaknadel, Hassan

Directeur de l'Office des changes. Ancien directeur de l'Autorité marocaine du marché des capitaux (AMMC).

Bourita, Nasser

Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, Royaume du Maroc.

Bourlanges, Jean-Louis

Député des Hauts-de-Seine depuis juin 2017. Ancien député européen. Ancien Conseiller maître et Conseiller référendaire à la Cour des comptes.

Bourqia, Rahma

Directrice de l'Autorité nationale d'évaluation du Conseil supérieur de la formation et de la recherche au Maroc. Ancienne présidente de l'Université Hassan II Mohammedia Casablanca, ancienne doyenne et professeure de sociologie à l'Université Mohammed V Agdal Rabat.

Brauner, Karl

Directeur général adjoint de l'OMC. Directeur général chargé de la politique économique extérieure au Ministère fédéral allemand de l'économie.

Burelle, Jean

PDG de Burelle et président d'honneur de Plastic Omnium. Il a été directeur de département, directeur général puis PDG de Plastic Omnium. Il a également été membre du conseil exécutif du Medef.

Cabestan, Jean-Pierre

Professeur au Département de sciences politiques de l'Université baptiste de Hong Kong. Chercheur associé à l'Asia Centre à Paris ainsi qu'au Centre d'étude français sur la Chine contemporaine de Hong Kong.

Campos Queiroz (de), Eduardo

Directeur général de la Fondation Maria Cecilia Souto Vidigal au Brésil. Ancien conseiller spécial du Secrétaire à l'éducation de l'État de São Paulo.

Castelbajac (de), Patrick

Directeur général délégué à la stratégie et à l'international d'Airbus depuis 2017. Il a rejoint Airbus en 2002. En 2014, il a été nommé président exécutif d'ATR. En 2016, il revient dans le groupe en tant que membre du comité exécutif et secrétaire général (au sein de la branche d'aviation commerciale) et vice-président exécutif stratégie (d'Airbus).

Chalmin, Philippe

Professeur d'histoire économique et directeur du Master affaires internationales à l'Université Paris-Dauphine. Il est le président fondateur de Cyclope, le principal institut de recherche européen sur les marchés des matières premières.

Chan, Ronnie C.

Président de Hang Lung Group Ltd. et de sa filiale Hang Lung Properties Ltd.

Chang, Dae-whan

Président du Maekyung Media Group. Fondateur et président exécutif du World Knowledge Forum. Membre de la Commission mondiale sur la gouvernance d'Internet. Ancien Premier ministre intérimaire de la République de Corée.





Cherkaoui, Ayman

Directeur Exécutif du Réseau Global Compact Maroc. Il a été conseiller spécial auprès de la Présidence de la COP22.

Cherkaoui, Mouna

Professeur à la faculté de droit, d'économie et de sciences sociales de l'Université Mohammed V. Monitrice de recherche au Forum de recherche économique où elle siège au conseil d'administration.

Cleary, Seán

Fondateur et vice-président de la FutureWorld Foundation. Président de Strategic Concepts (Pty) Ltd. Président du comité consultatif du Global Economic Symposium.

Cohen-Tanugi, Laurent

Avocat aux barreaux de Paris et New York. Fondateur et associé-gérant, Laurent Cohen-Tanugi Avocats. Il a été président de la mission interministérielle « L'Europe dans la mondialisation » (2007-2008).

Condé, Sékou Kouréïssy

Président de l'African Crisis Group. Ancien ministre de la Sécurité, ministre des Affaires étrangères, secrétaire Général du Conseil national de Transition et Médiateur de la République de Guinée.

Cooper, Richard

Professeur d'économie internationale titulaire de la chaire Maurits C. Boas à l'Université d'Harvard. Ancien président du National Intelligence Council et de la réserve fédérale de Boston. Ancien sous-secrétaire d'État aux affaires économiques, Département d'État américain.

Copé, Jean-François

Maire de Meaux, France. Maître de conférences à Sciences Po et professeur associé à l'Université Paris VIII. Ancien ministre délégué au Budget et à la Réforme budgétaire (2004-2007) et porte-parole du gouvernement (2002-2007). Ancien président de l'UMP (2012-2014).

Coulibaly, Amadou Gon

Premier ministre, Ministre du Budget et du Portefeuille de l'Etat, Chef du Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire. Ancien Secrétaire Général de la Présidence de la République. Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture.

Counsell, Benedict

Directeur des marchés internationaux de Delivery Hero, la plus grande entreprise de livraison de repas à domicile au monde. Auparavant, il a travaillé dans la banque d'investissement de la Deutsche Bank à Londres.

Cozon, Stanislas

Vice-président exécutif, Capgemini. Il a été directeur général en charge des secteurs globaux de Capgemini.

Dadush, Uri

Senior Fellow, OCP Policy Center, Rabat, Maroc et chercheur non-résident, Bruegel. Ancien directeur des départements du commerce international, de la politique économique et des perspectives de développement à la Banque mondiale.

Daianu, Daniel

Professeur d'économie à l'école Nationale d'Etudes Politiques et Administratives, Bucarest et membre du conseil d'administration de la Banque Centrale de la Roumanie. Ancien ministre des Finances de la Roumanie.

Daly, Elena

Fondatrice et gérante d'EM Conseil. Elle a occupé des postes de responsable en stratégie et gestion des risques pour des fonds d'investissement alternatifs chez Citigroup, Fortress Group et Nomura International PLC.

Dassas, Pierre

Président de The House of the Rising Stars Foundation (Genève, Suisse), Président de European Leadership Network (Diplomatie et Défense, États-Unis – Europe – Moyen Orient).

Debrouwere, Sebastiaan

Consultant chez McKinsey & Company à Bruxelles. Il a été président de la King's College London Students' Union (KCLSU) et du King's College London Think Tank.

Dejammet, Alain

Ancien ambassadeur français. Il a notamment été ambassadeur de France aux Nations-Unies, puis au Saint-Siège. Il est aujourd'hui président du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica.

Delapalme, Nathalie

Directrice exécutif de la Fondation Mo Ibrahim. Elle a été conseillère Afrique auprès de plusieurs ministres des Affaires étrangères et ministres en charge de l'aide au développement.

Deroubaix, Bertrand

Directeur des Affaires publiques, Total.

Dervis, Kemal

Senior Fellow responsable de l'économie mondiale à la Brookings Institution et conseiller à l'université Sabanci. Il a été ministre des Affaires économiques de Turquie.

Desalegn, Hailemariam

Ancien Premier ministre d'Éthiopie. Il a également été Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères d'Éthiopie (2010-2012).

Desouches, Christine

Maître de conférences honoraire de l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne), expert-consultant auprès d'organisations internationales et membre du Conseil Stratégique de l'IFRI.

Diop, Abdou

Directeur associé de Mazars Maroc en charge du développement des activités en Afrique. Ancien président de la Commission Sud-Sud africaine, Confédération générale des entreprises du Maroc.

Doukkali, Mohammed Rachid

Senior Fellow, OCP Policy Center. Professeur d'économie appliquée au département des sciences sociales de l'Institut d'agriculture et de médecine vétérinaire Hassan II (IAV – Hassan II) de Rabat.

Drouin, François

Président du conseil d'administration d'Autoroutes et Tunnel du Mont Blanc et de la Société Française du Tunnel Routier du Fréjus, vice-président de la BPI, Président de ETI FINANCE. Ancien PDG d'OSEO.

Dryef, M'hammed

Senior Fellow, OCP Policy Center et consultant en stratégie et gouvernance des villes et territoires chez MD&Associés. Il a été Wali de plusieurs villes marocains et Gouverneur Directeur Général de l'Urbanisme, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement au Ministère de l'Intérieur à Rabat.

Durand, Hermine

Cheffe de la division de Bordeaux de l'Autorité de Sûreté Nucléaire, elle est responsable du contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection dans le Sud-Ouest de la France.

Eizenstat, Stuart

Associé et Responsable du commerce international et des finances, Covington & Burling LLP. Il a occupé des postes à responsabilité tels que Conseiller principal de la Maison Blanche en politique intérieure du Président Jimmy Carter et Ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'Union européenne.

El Aynaoui, Karim

Doyen de la faculté des sciences sociales de l'Université Mohammed VI Polytechnique de Benguerir, et directeur depuis 2017. Auparavant, il a travaillé six ans à l'Agence internationale de l'énergie, où il a notamment été en charge de la Russie et de l'Afrique subsaharienne.

El Ferdaous, Othman

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Industrie, de l'investissement, du commerce et de l'économie numérique, chargé de l'investissement, Royaume du Maroc.

Elbegdorj, Tsakhia

Ancien président de la Mongolie (2009-2016). Auparavant, il était membre du parlement mongol, président du parti démocratique et Premier ministre de Mongolie.

Engel, Rozlyn

Chercheur non résident du programme Géo-économie et Stratégie de la Fondation Carnegie pour la paix internationale. Elle a été cadre supérieur au Bureau de l'analyse macroéconomique du Département du Trésor des États-Unis.

Erlanger, Steven

Correspondant diplomatique en chef pour le New York Times. Ancien directeur des bureaux de Londres, Paris et Berlin du New York Times. Il a occupé un grand nombre de postes pour le Times à Jérusalem, Prague, Washington, Moscou, Bangkok et New York.

Essaouri, Mohamed

Enseignant chercheur à l'Université Mohammed V. Expert auprès du ministère marocain de l'Enseignement supérieur pour l'évaluation de formations et de projets de coopération.

Eyl-Mazzega, Marc-Antoine

Directeur du Centre Energie de l'Ifri depuis 2017. Auparavant, il a travaillé six ans à l'Agence internationale de l'énergie, où il a notamment été en charge de la Russie et de l'Afrique subsaharienne.

Fassi Fihri, Abdelmajid

Responsable du pôle Afrique, BNP Paribas.

Fabius, Laurent

Président du Conseil constitutionnel. Il a été ministre français des Affaires étrangères, de l'Economie, des finances et de l'industrie, du Budget, de l'Industrie et de la recherche et Premier ministre.

Franck, Natasha

Fondatrice et PDG de EON. Avant de créer EON, elle était première vice-présidente chargée du développement commercial international chez Delos, start-up dans le secteur des technologies et de l'immobilier.

Frieden, Jeffrey A.

Professeur au département du gouvernement de l'université d'Harvard. Il est spécialiste des politiques en matière de relations monétaires et financières internationales.

Fujisaki, Ichiro

Président du Nakasone Peace Institute (NPI), Japon. Il est aussi président de l'America-Japan Society Inc. Il a été ambassadeur du Japon aux Etats-Unis et ambassadeur du Japon auprès de l'ONU et de l'OMC à Genève.

Fullilove, Michael

Directeur exécutif du Lowy Institute et chercheur non-résident de Brookings. Il a également travaillé comme conseiller du Premier ministre australien, Paul Keating.

Gallagher, Brian A.

PDG de United Way Worldwide. Auparavant, il était PDG de United Way of America.

Gascón, Lorenzo

Académicien et vice-président de l'Académie royale des sciences économiques et financières d'Espagne. Président honoraire de la Ligue européenne de coopération économique et Membre du Conseil de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe.

Georgelin, Jean-Louis

Ancien Grand Chancelier de la Légion d'honneur et Chancelier de l'Ordre national du Mérite. Il a été admis dans la deuxième section des officiers généraux le 28 février 2010. Chef de l'état-major particulier du président de la République en 2002, il a été promu général d'armée, avant d'être nommé chef d'état-major des armées françaises.

Germay (de), Nicolas

Directeur général de la WPC depuis 2008. PDG et fondateur de la société d'investissement Alandia. Il est ou a été membre de comités consultatifs tels que British Telecom ou PWC.

Ghosn, Carlos

Président Directeur Général de Renault-Nissan-Mitsubishi. Président-Directeur Général de Renault. Ancien Président du conseil d'administration de Nissan Motor et de Mitsubishi Motors Corp.

Ghosn, Georges

Journaliste, Président Groupe de Presse.

Girard, Renaud

Grand reporter et correspondant de guerre au journal Le Figaro. Professeur de stratégie à l'Institut d'études politiques de Paris et membre du comité de rédaction de la Revue des deux Mondes. Il a reçu en 2014 le grand prix de la presse internationale.

Girault, Jean-François

Ambassadeur de France auprès du Royaume du Maroc depuis 2015. Il a été directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au ministère des Affaires étrangères et du développement international. Il a notamment été ambassadeur au Vietnam, en Irak et en Syrie.

Gomart, Thomas

Directeur de l'Ifri. Ancien directeur du développement stratégique de l'Ifri et directeur du centre Russie/Nei. Il a été chercheur Lavoisier à l'Institut d'Etat des relations internationales de Moscou, (Université MGIMO, Moscou).

Gruffat, Jean-Claude

Directeur général, Galileo Global Associates New York depuis 2014. Il est également administrateur de United Way Worldwide depuis mai 2014. Ancien directeur général, Citigroup New York, ancien directeur général de Citi France, et ancien directeur général-adjoint et membre du comité de direction générale de Banque Indosuez.

Guerin, Gilles

Directeur général, Banque Bordier & Cie, Genève. Ancien directeur associé, EFG Bank, à Genève. Membre du conseil d'administration et trésorier de la Fondation WPC.

Guigou, Elisabeth

Présidente de la Fondation euro-méditerranéenne Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures. Ancienne députée et présidente de la Commission des Affaires étrangères, Assemblée nationale. Elle a été ministre déléguée aux Affaires européennes, députée européenne, ministre de la Justice et Garde des Sceaux.

Gurry, Francis

Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) depuis 2008. Il a débuté sa carrière à l'OMPI en 1985, après avoir enseigné et pratiqué le droit.



**Habek, Abdelati**

Directeur de la publication et éditeur en chef du magazine Diplomatica.

Halalai, Traian

Président de Banca de Import Export a Romaniei – EximBank SA. Ancien directeur général adjoint et membre du conseil d'administration de Romanian Bank SA et directeur financier d'ING Bank en Roumanie.

Halferty Hardy, Kerry

Conférencière et consultante. Sa carrière variée l'a amenée à travailler dans les secteurs public, privé et à but non lucratif en Europe et en Amérique, et en particulier dans les domaines de la politique et de la santé.

Harrak, Fatima

Historienne et politologue. Professeur-chercheur à l'Institut d'études africaines de l'Université Mohammed V. Membre actif du Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA).

Hayat, Nezha

Présidente de l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux depuis 2016. Vice-présidente du Comité régional Afrique-Moyen Orient (AMERC) de l'Organisation internationale des commissions de valeurs (OICV/IOSCO). Fondatrice du Club des femmes administrateurs au Maroc pour promouvoir les femmes au sein des conseils d'administration.

Hayden, Suzanne

Avocate assermentée et ancienne procureure principale du ministère de la Justice des États-Unis. Elle a passé trente ans dans le service public et l'application de la loi en tant que conseillère principale auprès de membres du gouvernement américain et d'organisations internationales.

Hié, Henri

Professeur, responsable de la création d'une chaire de Transport Aérien à l'Université de Hong Kong. Ancien vice-président, Stratégie et Partenariats en Chine, Air France. Avant de rejoindre Air France, il a travaillé pour Bossard Consultants.

Hoagland, Jim

Conseiller de la rédaction du Washington Post depuis janvier 2010, après avoir été rédacteur adjoint et correspondant en chef à l'étranger. Il a reçu deux Prix Pulitzer ainsi que plusieurs autres prix de journalisme.

Hob-Hob, Véronique

Directrice marketing chez Bridge Africa, une start-up tech qui valorise le contenu africain en permettant aux individus de créer un site professionnel pour leur entreprise. Fondatrice associée de New Frame Limited, une start-up de développement d'application mobile visant à aider les entreprises camerounaises à promouvoir leur marque.

Hosoya, Yuichi

Professeur, faculté de droit, Université Keio. Il a été professeur assistant à l'Université Hokkaido et l'Université Keio ainsi que chercheur invité à l'Université de Princeton et à Sciences Po, Paris (2009-2010).

Houari, Mikail

Président, Afrique et Moyen-Orient, Airbus Group. En 2011, il a été nommé délégué général d'Airbus Group pour les Emirats Arabes Unis.

Ibourk, Omar

Senior Fellow de l'OCP Policy Center. Économiste et professeur de méthodes quantitatives et d'économie sociale à l'Université Cadi Ayyad de Marrakech.

Itoh, Motoshige

Professeur émérite, Université de Tokyo et professeur à l'Université Gakushuin, ancien doyen de la Graduate School. Membre du Conseil sur la politique économique et fiscale. Il a occupé différents postes tels que conseiller du Premier ministre et de plusieurs ministres japonais.

Jaïdi, Larabi

Senior Fellow, OCP Policy Center, spécialisé en économie internationale, développement social, relations internationales et études méditerranéennes. Ancien professeur de l'Université Mohammed V de Rabat (Agdal). Il est l'un des membres fondateurs du Centre Marocain de Conjoncture et du Groupement d'Etudes et de Recherches sur la Méditerranée.

Jankowitsch, Peter

Membre du Directoire du Centre Franco-Autrichien pour le Rapprochement en Europe. Ancien ministre fédéral des Affaires étrangères, représentant permanent auprès des Nations unies et de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE).

Janmaat, Marco

Fondateur et directeur de VR Owl, Pays-Bas.

Jansen, Sabine

Professeure de relations internationales au Conservatoire national des arts et métiers à Paris, chercheuse au Laboratoire interdisciplinaire des sciences de l'action-CNAM. Rédactrice en chef de la Revue historique et membre du comité de rédaction de la revue Parlements.

Jeremic, Vuk

Président du Centre pour la coopération internationale et le développement durable (CIRSD) et chef du parti populaire de l'opposition en Serbie. Il a été ministre des Affaires étrangères de Serbie.

Johnston, Donald

Président de la Fondation McCall MacBain, Genève, Suisse. Ancien Secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Kabbaj, Mohamed

Chancelier de l'Université Euro-Méditerranéenne de Fès et membre de l'académie Hassan II des Sciences et Techniques. Il a été conseiller de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI. Il a été ministre des Finances et des Investissements extérieurs.

Kadiri, Laaziz

Président Commission diplomatie économique, Afrique et Sud / Sud, CGEM.

Kastoueva-Jean, Tatiana

Chercheur, directrice du Centre Russie/NEI, Ifri depuis janvier 2014. Avant de rejoindre l'Ifri en 2005, elle a enseigné les relations internationales au Master franco-russe au MGIMO-Université à Moscou.

Kaul, Chittaranjan

Directeur du Center for Learning Resources à Pune, en Inde.

Keller, Daniel

Directeur de la Transformation dans le Groupe de protection sociale Humanis, en charge de l'organisation, de la conduite de projets et de l'efficacité opérationnelle. Il a été responsable de la Qualité Commerciale Monde pour le Groupe Renault.

Kerguiziau de**Kervasdoué, Jean (de)**

Professeur émérite de la chaire d'économie et de gestion des services de santé au CNAM, Fondateur de l'École Pasteur/CNAM de santé publique, membre de l'académie des technologies. Ancien consultant auprès de l'OCDE.

Khemka, Shiv Vikram

Vice-président de SUN Group. Président exécutif de la Global Education & Leadership Foundation (tGELF). Il est membre de la délégation du BRICS Business Council et est à la tête de la représentation indienne auprès de l'Organisation de coopération de Shanghai.

Khlie, Mohamed Rabie

Directeur Général de l'Office national des chemins de fer (ONCF) et membre du conseil d'administration de Royal Air Maroc.

Kiechel, Anne-Laure

Associée gérant, Rothschild & Cie. Elle a dirigé l'équipe DCM Northern Europe de Lehman puis Global Finance France, elle a ensuite été Senior Banker au bureau de Paris.

Klich, Bogdan

Sénateur, République de Pologne, chef de l'opposition au Sénat. Il a été ministre de la Défense et député européen. Il a été à la tête du Centre international pour le développement de la démocratie à Cracovie et de l'Institut des études stratégiques.

Kneissl, Karin

Ministre fédérale autrichienne de l'Europe, de l'intégration et des Affaires étrangères. Elle est cofondatrice et vice-présidente de « Whistleblowing Austria », ainsi que vice-présidente de la Society for Politico-Strategic Studies, STRATEG.

Kögeler, Klaus

Ambassadeur d'Autriche au Royaume du Maroc. Il a été Représentant permanent adjoint au rang d'Ambassadeur de la Représentation autrichienne auprès de l'OSCE. Il a travaillé au sein des ambassades autrichiennes en Norvège, en Espagne et en Hongrie.

Kowal, Pawel

Professeur adjoint à l'Institut d'études politiques de l'Académie polonaise des Sciences. Il a été député européen, président du Comité de coopération parlementaire Ukraine-UE et du Comité des Affaires étrangères.

Krisnamurthi, Bayu

Maître de conférences au Département d'agro-industrie de la Faculté d'économie et de gestion de l'Institut agronomique de Bogor, en Indonésie. Ancien vice-ministre du Commerce et vice-ministre de l'Agriculture de la République d'Indonésie.

Laassel, Abderrazzak

Directeur du Maghreb, de l'Union du Maghreb et des Affaires de l'Union Africaine. Représentant permanent adjoint du Maroc auprès des Nations Unies à New York.

Lablanchy, Jean-Pierre

Médecin et psychiatre à Paris. Il a travaillé en étroite collaboration avec plusieurs laboratoires pharmaceutiques (Laboratoires pharmaceutiques Debat, Laboratoires Lisapharm) et avec l'Institut national agronomique (Paris-Grignon).

Laïchoubi, Mohamed

Ancien ministre du Travail et de la Protection sociale et ministre de la Jeunesse et des Sports, Algérie. Il a également été préfet, ambassadeur d'Algérie, député, président de la Commission des Finances et du Budget à l'Assemblée nationale (APN).

Laraichi, Faycal

Président de la Société nationale de radiodiffusion et de télévision (SNRT) et du Comité national olympique marocain.

Le Gall, Jean-Yves

Président du Centre National d'Études Spatiales (CNES) depuis 2013. Il est aussi président du Conseil de l'Agence spatiale européenne (ESA) et président de la Fédération Internationale d'Astronautique (IAF).

Lee, Hye-min

Conseiller principal de KIM & CHANG et professeur invité à la Graduate School of International Studies de l'Université nationale de Séoul. Ancien Sherpa du G20 et ambassadeur pour les affaires économiques internationales, République de Corée. Ancien ambassadeur en France.

León Gross, Bernardino

Directeur général de la Emirates Diplomatic Academy (EDA), ancien représentant spécial du secrétaire général et chef de la mission de l'ONU en Libye (UNSMIL). Ancien représentant spécial de l'Union européenne pour la région du Sud de la Méditerranée et ancien représentant spécial de l'UE en Libye.

Leung, Chun-ying

Vice-président du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois. En 2012, M. Leung a été élu à la tête de la région administrative spéciale de Hong Kong. Il a fondé le Belt and Road Hong Kong Centre et le Greater Bay Area Centre en 2017.

Lévy-Lang, André

Membre du conseil d'administration de l'Ifri, professeur associé émérite à Dauphine, président du conseil de surveillance des Echos.

Lo, Moubarak

Conseiller spécial du Premier ministre du Sénégal. Président de l'Emergence Institute, spécialisé dans les études économiques et statistiques ainsi que dans la planification stratégique.

Lothian, Michael

Ancien député et avocat (Maître). Il est membre du Privy Council. Il est membre du Groupe des parlementaires du Royaume-Uni pour la non-prolifération nucléaire et le désarmement multilatéral.

Loulichki, Mohammed

Senior Fellow, OCP Policy Center. Ancien ambassadeur du Maroc auprès des Nations Unies et professeur à l'Université Al Akhawayn, Ifrane.

Lowenstein, James

Co-fondateur de la French-American Foundation. Il est membre du Council on Foreign Relations et de l'International Institute for Strategic Studies. Il a été ambassadeur des États-Unis au Luxembourg.

Maamar, Younes

Co-fondateur du Quattro Group et associé de eONE Global Investments LLP. Ancien Directeur Général de l'Office National de l'Électricité.

Machrouh, Jamal

Fellow, OCP Policy Center. Professeur de relations internationales à l'École nationale de commerce et de gestion de l'Université Ibn Toufaïl de Kénitra.

Makram-Ebeid, Mona

Sénatrice égyptienne et ancienne députée. Elle est également Distinguished Lecturer, département de sciences politiques, Université américaine du Caire.

Malgin, Artem

Vice-recteur, Moscow State Institute of International Relations (MGIMO). Il est membre du Conseil scientifique du Valdai International Discussion Club et membre du Conseil scientifique du Conseil de sécurité de la Russie.

Mallikarjun, Manu

Entrepreneur social spécialisé dans le domaine des relations internationales et du développement. Fondateur d'Amend Media, il travaille à la post-production d'une série de films qui ont pour but de traiter de sujets relatifs à la politique et l'économie.





Marie-Nelly, Marie Françoise

Directrice du Département Maghreb et Malte, Moyen-Orient et Afrique du Nord. Elle a rejoint la Banque mondiale en 1994 et exercé plusieurs fonctions, notamment directrice du bureau de la Banque mondiale au Nigeria.

Mariton, Hervé

Maire de Crest. Ancien ministre de l'outre-mer, ancien député de la Drôme. Il a été porte-parole de l'opposition à la Commission des Finances.

Masmoudi, Hicham

Economiste à la Banque centrale du Maroc

Masuda, Tatsuo

Professeur invité à la Graduate School de Nagoya University of Commerce and Business pour intervenir sur le lien entre l'énergie et le changement climatique. Il a été directeur de l'Agence internationale de l'énergie.

Medvedowsky, Alexandre

Président du SYNFIE, le syndicat français de l'intelligence économique. Président et président du Directoire d'ESL & Network France.

Messari, Nizar

Vice-président chargé des affaires académiques à l'université Al Akhawayn à Ifrane.

Metaich, Mustapha

Président de l'association des ingénieurs de Centrale et SUPELEC au Maroc.

Methqal, Mohamed

Ambassadeur, directeur général de l'Agence marocaine de la coopération internationale (AMCI). Il a été conseiller économique auprès du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération. En 2016, il a été chef de cabinet du président de la COP22.

Mey, Holger

Vice-président, concepts avancés, Airbus, Munich, Allemagne. Il a été PDG de l'Institute for Strategic Analyses (ISA) à Bonn. Il est membre de l'Institut international d'études stratégiques de Londres et du Conseil allemand des relations étrangères à Berlin.

Meyer, Jean-Claude

Vice-président international de Rothschild Europe. Il a été gérant de Lazard Frères & Cie (1976-1988) et chargé de mission à la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action régionale (DATAR).

Michel, Jacques

Responsable du Moyen-Orient et de l'Afrique pour les activités bancaires institutionnelles et institutionnelles. Auparavant, il était PDG et responsable pays de BNP Paribas en Inde, membre du comité exécutif de BNP Paribas pour l'Asie-Pacifique (2009-2015).

Mody, Ashoka

Professeur associé Charles and Marie Robertson en Politique économique internationale à la Woodrow Wilson School, Université de Princeton. Il a été directeur adjoint au département de la recherche et au département européen du Fonds Monétaire International.

Mokkadem, Leila

Directrice-pays de la Banque africaine de développement pour le Maroc. Elle a été représentante résidente au Bureau régional du Sénégal, puis représentante résidente en Égypte.

Moratinos, Miguel Ángel

Ancien ministre des Affaires étrangères et de la Coopération d'Espagne. Il a été ambassadeur d'Espagne en Israël et représentant spécial de l'UE pour le processus de paix au Moyen-Orient.

Morel, Pierre

Directeur de l'Observatoire Pharos du pluralisme des cultures et des religions, et Coordinateur du groupe politique du Processus de Minsk de l'OSCE sur l'Ukraine. Ancien Représentant Spécial de l'Union Européenne pour l'Asie Centrale et la crise en Géorgie.

Morgan, Hugh M.

Directeur de First Charnock Pty Ltd, Australie. Membre du conseil consultatif international de LafargeHolcim. Il a été membre du conseil d'administration de la Reserve Bank of Australia.

Motii, Nadia

Professeur et directrice des relations internationales à l'Université Mohammed V, Rabat, Maroc.

Mouline, Mohamed Tawfik

Directeur général de l'Institut Royal des Etudes Stratégiques depuis 2007 (Rabat, Maroc). Il est président honoraire de l'Association Marocaine des Sciences Régionales. Il a été directeur des études et des prévisions financières au ministère de l'Economie et des Finances (Maroc).

Mouline, Saïd

Directeur général de l'Agence Marocaine pour l'Efficacité Energétique (AMEE) et responsable des partenariats public privé au sein du comité d'organisation de la COP22. Président de la Commission énergie, climat et économie verte à la CGEM ainsi que du Centre Marocain de Production Propre.

Mourre, Marc

Directeur général et fondateur de Mourre and Co, spécialisée dans le pétrole, le gaz et les matières premières. Directeur général chez Natixis (département matières premières).

Mouttaqi, Abdellah

Secrétaire général de l'Office national des hydrocarbures et des mines (ONHYM) et membre du Conseil Economique, Social et Environnemental

Muñiz, Manuel

Doyen de l'École des relations internationales et affaires publiques de l'Université IE et professeur Rafael del Pino de pratique de la transformation globale. Il est également directeur fondateur du Centre pour la gouvernance du changement de l'IE.

Nasr, Samir

Président, ECE Consultants. Il a été consultant à l'OCDE. Il est l'un des fondateurs et a été président du département d'économie de l'Université libanaise.

Nicolet, Patrick

Directeur des technologies et membre du comité de direction générale, Caggemini. Il supervise également les systèmes d'information internes du Groupe et la cybersécurité.

Noland, Marcus

Vice-président exécutif et le directeur d'études au Peterson Institute for International Economics. Il a été l'un des économistes du Council of Economic Advisers du Bureau exécutif du président des Etats-Unis.

Nordmann, François

Ancien ambassadeur de Suisse en France (2002-2007). Il a été ambassadeur au Guatemala, chef de la délégation suisse à l'UNESCO, ambassadeur de Suisse en Grande-Bretagne et chef de la mission permanente de la Suisse auprès des organisations internationales à Genève.

Oualalou, Fathallah

Senior Fellow, OCP Policy Center. Economiste et homme politique marocain, il a été ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme, puis, ministre des Finances et de la Privatisation.

Ouaouicha, Driss

Président de l'Université Al Akhawayn. Il est Secrétaire général de la Moroccan-British Society et a été Secrétaire de l'EuroMed Permanent University Forum.

Ouertani, Tarek

Directeur Marketing de ProGlove, Allemagne. Après avoir créé une marque de textile en Bolivie, il a réalisé des projets de conseil dans les domaines de l'innovation et du marketing pour des chefs d'entreprises allemands.

Paal, Douglas

Vice-président, Carnegie Endowment for International Peace. Il a été vice-président de JPMorgan Chase International et directeur de l'Institut américain à Taïwan.

Pak, Mathilde

Economiste dans la Division de l'analyse des politiques structurelles du Département des affaires économiques à l'OCDE. Elle a précédemment travaillé au Ministère du Travail et à l'Insee dans le Département de la conjoncture et dans le Département des études économiques.

Paszkiwicz, Ladislas

Vice-président Stratégie et Climat, Total. Auparavant, il était vice-président Fusions & Acquisitions pour Total S.A. et vice-président Amériques en charge de la division Exploration et Production de Total.

Pisani-Ferry, Jean

Professeur à la Hertie School of Governance (Berlin) et professeur associé à Sciences Po Paris. Ancien président délégué du Conseil d'analyse économique et conseiller auprès du ministre de l'Economie des Finances et de l'Industrie.

Ploquin, Xavier

Conseiller en charge de l'Energie, de l'industrie et de l'innovation au sein du cabinet du Ministre d'Etat, ministre de la transition écologique et solidaire. Il a été directeur adjoint du bureau (Energie) à la direction du Budget du ministère des Finances.

Prica-Tavciovska, Sladjana

Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République de Serbie au Royaume du Maroc.

Prieux, Pierre

Président du Groupe Alcen, constitué de sociétés de haute technologie actives dans les domaines de la défense, l'énergie, les machines médicales et l'aéronautique. Il a commencé sa carrière en tant que Président des sociétés Tabur Marine et Dufour.

Qiao, Yide

Vice-président et secrétaire général du Shanghai Development Research Foundation (SDRF). Il a été représentant principal et directeur général de New York Life.

Quirina, Mireille

Conseil en Entreprise et ancienne Directrice Générale pour l'Europe de l'Ouest, Directrice Juridique et et Vice-Présidente, Corporate and Governmental Affairs, Europe, Moyen-Orient et Afrique (EMEA) de DuPont de Nemours.

Rabinovich, Itamar

Président de l'Israel Institute (Washington et Jérusalem). Professeur émérite en histoire du Moyen-Orient à l'Université de Tel Aviv, Distinguished Global Professor à l'Université de New York (NYU) et Distinguished Fellow au sein de Brookings Institution.

Rezrazi, El Mostafa

Senior Fellow, OCP Policy Center, coordinateur du groupe de recherche Chine-Maroc sur les questions liées au projet « OBOR » et président de l'Association Marocaine d'études asiatiques. Il est le directeur exécutif de l'Observatoire marocain sur l'extrémisme et la violence.

Robert, Virginie

Chef du service International du quotidien Les Echos. Elle est vice-présidente du European-American Press Club et membre de l'Association française de la presse diplomatique.

Ryu, Jin Roy

PDG de Poongsan Group. Il est notamment vice-président du Conseil économique Corée-Etats-Unis, de la Korea Defense Industry Association et de la Fédération des industries coréennes.

Safir, Khalid

Wali Directeur Général des Collectivités Locales au Ministère de l'Intérieur. Il était auparavant Wali de la Région du Grand Casablanca, puis de la Région Casablanca-Settat et Secrétaire Général du Ministère de l'Economie et des Finances.

SaKong, Il

Président de l'Institute for Global Economics. Ancien ministre des Finances de la République de Corée. Il a également été consultant pour le Fonds monétaire international et présidé la Korean International Trade Association.

Sano, Tadakatsu

Avocat, Jones Day. Il a été directeur général du Bureau des politiques commerciales, vice-ministre des Affaires internationales et chef du cabinet du Premier ministre Yukio Hatoyama.

Schweitzer, Louis

Ancien commissaire général à l'investissement. Il a été président du Conseil des affaires étrangères français et est représentant spécial du ministre des Affaires étrangères français pour le partenariat franco-japonais. Il a été président-directeur général de Renault.

Sekkal, Abdessamad

Président du Conseil de la région de Rabat-Salé-Kénitra, Maroc. Président de l'Organisation des régions unies (ORU Fogar).

Semmar, Abderrahmane

Directeur des entreprises publiques et de la privatisation au ministère de l'Economie et des Finances. Il est président de la Commission interministérielle du partenariat public-privé et président du Comité permanent du Conseil national de la comptabilité.

Shek, Daniel

Ancien ambassadeur d'Israël en France. Depuis son départ, il est consultant indépendant et enseigne la diplomatie à l'université de Tel Aviv.

Sibisi, Sandiso

Entrepreneure à la tête du programme Open Innovation for Africa chez Accenture. Elle a fondé le programme Born to Succeed, qui vise à réduire le taux de chômage élevé des jeunes en Afrique du Sud.

Sigal, Robert

Nommé Directeur général de l'Hôpital Américain de Paris le 1er mars 2017, il a passé près de 20 ans à l'Institut Gustave Roussy, en tant que Directeur Médical Exécutif, après avoir été médecin praticien, chef du service de radiodiagnostic et Professeur des Universités.

Sijilmassi, Fathallah

Docteur en Economie Internationale et Diplômé en Sciences Politiques, il a été Ambassadeur du Maroc auprès de l'Union Européenne (2003-2004) et en France (2004-2009).

Simon, Tobby

Fondateur et président de Synergia Foundation, think tank stratégique et président du Groupe Synergia. Il est membre de la Commission mondiale pour la gouvernance d'internet (GCIG) et membre de la Commission Trilatérale.

Simon, Jean-Marc

Ambassadeur de France et président d'Eurafrisque Stratégies SAS. Ancien ambassadeur en République Centrafricaine, au Nigeria, au Gabon puis en Côte d'Ivoire.



**Stoian, Marius**

Président du Club România. Ancien sous-secrétaire d'Etat pour le Commerce extérieur de Roumanie Membre de la Chatham House à Londres et de l'Aspen Institute Romania.

Stril, Arthur

Entrepreneur en santé. Il a été chef du bureau chargé du financement des hôpitaux au sein du ministère français de la Santé, et expert national détaché à la Commission européenne.

Stuwe, James

Conseiller principal, Secrétariat du Conseil du Trésor, gouvernement du Canada. Il a travaillé en tant que consultant pour Deloitte et la Banque Royale du Canada à Toronto.

Sur, Serge

Agrégé de droit public, Professeur émérite de droit public à l'Université Panthéon-Assas. Il a été directeur adjoint de l'UNIDIR, Genève (1986-1996) et Juge ad hoc à la Cour internationale de Justice de La Haye (2009-2012).

Tabet, Riad

Président de Berit International Holding SA, Président de Batiliban-France Consortium franco-arabe pour le développement, administrateur et membre du bureau exécutif de la Chambre de commerce franco-arabe, Paris.

Tanaka, Nobuo

Président de la Sasakawa Peace Foundation depuis 2015. Ancien directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Il a commencé sa carrière au ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie (METI) à Tokyo.

Tang, Karen

Directeur exécutif de la Better Hong Kong Foundation depuis 2006. Elle a été directeur général adjoint du Chinese Television Network et directeur général de Hongkong Telecom IMS.

Terrab, Mostafa

Président-directeur général du groupe OCP. Il a été conseiller au sein du cabinet royal et secrétaire général du sommet économique du MENA.

Toloraya, Georgy

Directeur exécutif du Comité national russe pour la recherche sur le BRICS, une entité juridique créée sous les auspices du gouvernement russe pour les activités du volet 2 et directeur de l'analyse des programmes à la Fondation présidentielle « Russkiy Mir ».

Touraine, Agnès

Présidente de l'IFA, l'Institut Français des Administrateurs. Elle est également présidente fondatrice d'Act III Consultants, un cabinet de conseil dédié aux transformations numériques. Elle est diplômée de Sciences-Po Paris et de Columbia University (MBA).

Tricha, Loubna

Directrice générale de l'Office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPPT).

Trichet, Jean-Claude

Ancien président de la Banque centrale européenne et gouverneur honoraire de la Banque de France. Il est président honoraire du Groupe des 30, président du Conseil d'administration de l'Institut Bruegel et président de la Commission Trilatérale (Europe).

Trócsányi, László

Ministre de la Justice de la Hongrie depuis 2014. Dr. László Trócsányi est juriste de profession. Il a été nommé Ambassadeur de Hongrie en Belgique et au Luxembourg entre 2000 et 2004 et en France entre 2010 et 2014.

Tromler, Miklós Erik

Ambassadeur de Hongrie auprès du Royaume du Maroc depuis 2015. Il a été Chargé d'affaires à l'ambassade de Hongrie à Rabat après avoir été chef de mission adjoint au sein de la même ambassade.

Tuakli, Juliette

Présidente du comité de gouvernance de United Way Worldwide et membre de son conseil de direction. Fondatrice et directrice médicale de CHILDAccra, elle compte plus de 30 ans d'expérience en pédiatrie, en médecine familiale et en santé publique.

van Daele, Frans

Le baron van Daele a rejoint le service diplomatique belge en 1971. Après avoir achevé sa carrière diplomatique, il a été chef de cabinet de SM le roi des Belges. À sa retraite, il a été nommé ministre d'État pour les services exceptionnels rendus à son pays.

Védrine, Hubert

Fondateur de Hubert Védrine Conseil, société de conseil spécialisée en risques géopolitiques. Ancien ministre français des Affaires étrangères.

Verellen, Franciscus

Sinologue, membre de l'Institut de France, il est directeur d'études et ancien directeur de l'École française d'Extrême-Orient (2004-2014). Il a enseigné l'histoire des religions chinoises en France, aux Etats-Unis et en Chine.

Véron, Nicolas

Chercheur à Bruegel, Bruxelles, ainsi qu'au Peterson Institute for International Economics, Washington, DC. Il a travaillé au sein de la banque Rothschild & Cie et de VEGLA, membre du groupe Saint-Gobain.

Wang, Jisi

Professeur à l'École des études internationales et Président de l'Institut des études stratégiques et internationales de l'Université de Pékin. Il a été Global Scholar à l'université de Princeton (2011-2015).

Yim, Sung-Joon

Conseiller chez Lee International IP & Law Group. Il a été président de la Korea Foundation et ambassadeur de Corée au Canada et en Egypte.

Yurgens, Igor

Président de l'Institut du Développement Contemporain. Il est membre du Conseil consultatif auprès du Président de la Fédération de Russie pour les droits de l'homme et le développement de la société civile.

Zaghoun, Abdellatif

Directeur général de la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG). Il a été directeur général de l'administration des douanes et des taxes indirectes et vice-président de l'Organisation mondiale des douanes (OMD).

Zeenni, Salim

Président de la Chambre de commerce libano-américaine (AmCham Lebanon), propriétaire et président-directeur général de Zeenni's Trading Agency. Il est diplômé de l'Université Saint Joseph (USJ), Beyrouth.

Zinsou, Lionel

Co-président de SouthBridge, société de conseil financier dédiée à l'Afrique. Président de la Fondation de l'École Normale Supérieure et du think tank Terra Nova, France. Ancien Président de PAI Partners (2009-2015) et Premier ministre du Bénin (2015-2016).

**Montbrial (de), Thierry**

Thierry de Montbrial est le président de l'Institut français des relations internationales qu'il a fondé en 1979. Il est professeur émérite au Conservatoire national des arts et métiers. En 2008, il a lancé la World Policy Conference. Il est membre de l'Académie des sciences morales et politiques de l'Institut de France depuis 1992 et membre associé de nombreuses académies étrangères. Il siège au conseil ou au conseil consultatif de plusieurs entreprises ou institutions internationales. Thierry de Montbrial a dirigé le département de sciences économiques de l'École polytechnique entre 1974 et 1992. Il a été le premier Président de la Fondation de la recherche stratégique (1993-2001). Il a mis sur pied le Centre d'analyse et de prévision du Ministère des Affaires étrangères et en a été le premier directeur (1973-1979). Il est l'auteur de vingt livres, certains traduits en plusieurs langues. Il est Commandeur de la Légion d'honneur, Grand Officier de l'Ordre national du mérite et titulaire de nombreuses autres décorations françaises et étrangères, ainsi que de neuf doctorats honoris causa. Thierry de Montbrial est ancien élève de l'École polytechnique, docteur en économie mathématique de l'Université de Berkeley (Californie) et ancien ingénieur général au corps des Mines.

DISCOURS D'OUVERTURE
VERSIONS INTÉGRALES





Thierry de Montbrial

Fondateur et président de la WPC

Plus on avance dans le XXI^e siècle, plus ses contradictions éclatent. D’un côté, bien des promesses de la révolution technologique qui nous submerge entrent dans le champ de la réalité. On parle de la quatrième révolution industrielle, mais ce dont il s’agit en fait est une métamorphose sans précédent historique et d’une toute autre ampleur que celles du passé. L’automobile autonome, la circulation dans les trois dimensions à l’intérieur des villes, les maisons et les cités dites « intelligentes », les robots partout, l’avènement des block-chains – la technologie qui permet potentiellement de transformer les transactions de toute nature en supprimant les « intermédiaires de confiance », la perspective d’une agriculture verticale et florissant jusque dans les déserts, l’homme augmenté ou réparé : voilà quelques exemples parmi d’autres de ce monde de demain, que beaucoup d’entre nous ici présents connaîtront.

Et pourtant, le monde d’hier marque toujours notre présent de son empreinte. La technologie, disaient certains, allait abolir les frontières et favoriser l’avènement rapide d’une mondialisation heureuse. Au lieu de quoi, on assiste à une exacerbation des réalités nationales, qui nous renvoie irrésistiblement aux deux siècles passés. S’il me fallait caractériser le phénomène géopolitique dominant des trente prochaines années, je dirais sans hésiter : la rivalité entre la Chine et les Etats-Unis. Pourquoi trente ans ? Parce que la direction actuelle de l’Empire du Milieu n’hésite pas, contrairement à celles qui l’ont précédée, à affirmer haut et fort des objectifs de puissance - au sens le plus classique du terme – en vue de la célébration du centenaire de la victoire de Mao Zedong en Chine. Déjà, en 2001, George W. Bush voulait faire de cet enjeu l’axe principal de sa politique étrangère. Le 11 septembre l’en a détourné. Aujourd’hui, Donald Trump revient brutalement sur le sujet, en se plaçant surtout dans l’ordre commercial au sens large. Quoi qu’il en soit, tous les autres enjeux géopolitiques des prochaines années me paraissent devoir être envisagés certes pour eux-mêmes, mais toujours en rapport avec cet immense phénomène. Cela est vrai d’abord de la construction européenne, dont l’échec serait un drame pour les pays membres, mais aussi - j’en suis convaincu - pour le reste du monde, car nul ne veut se laisser piéger dans un retour à un monde bipolaire et à une forme de méga-guerre froide. Cela est vrai aussi pour la construction d’un nouvel ordre au Moyen-Orient, dont la nécessité est aveuglante. Certains annoncent déjà une guerre réelle entre les Etats-Unis et la Chine, dont on imagine qu’elle pourrait être déclenchée par un incident comme il y a un peu plus d’un siècle l’assassinat de Sarajevo. D’autres, à mon avis plus justement, estiment qu’une telle guerre est peu probable en l’absence d’une détérioration massive de la gouvernance économique mondiale, de la même manière que la Seconde Guerre mondiale aurait sans doute pu être évitée s’il n’y avait pas eu la « grande dépression » des années 1930. En tous cas, d’un point de vue politique et économique, nous devrions tous nous attacher à mieux évaluer les conséquences ultimes de politiques qui poussent la Russie ou encore l’Iran dans les bras de l’hyperpuissance montante, ou encore qui favorisent l’extension de l’influence chinoise en Europe, au Moyen-Orient, en Afrique ou ailleurs.

Comment ne pas s’inquiéter aussi du retour, dans la politique internationale, à une violence qui n’est pas seulement verbale, mais bel et bien réelle, dans les comportements d’un nombre croissant d’Etats ? Chacun pense à des Etats qui ne se réclament pas de la démocratie ou qui s’en éloignent. Mais qui aurait pensé naguère encore qu’un président des Etats-Unis jouerait en permanence d’insultes et de menaces, tant vis-à-vis de ses adversaires réels ou supposés, que de ses alliés ? Qui aurait imaginé que les leviers de l’économie seraient détournés pour devenir des armes omnidirectionnelles à des fins politiques ? Je pense en particulier aux conditions de l’imposition par les Etats-Unis de nouvelles sanctions après leur dénonciation unilatérale du traité nucléaire avec l’Iran (le JCPOA). Près de deux ans après l’élection du président Donald Trump, force est de constater que son action n’est pas dépourvue de cohérence et que le recours systématique à la loi du plus fort a donné des résultats. Certains sont même porteurs d’espoir, comme le rapprochement entre les deux Corées, même si à l’évidence les choses sont loin de se passer selon le schéma de l’hôte de la Maison Blanche. En effet, Kim Jong-un et Moon Jae-in jouent leur propre jeu. La Corée a appris au cours des siècles à se comporter vis-à-vis des géants qui l’environnent. Mais comment ne pas voir aussi que les gains à court terme obtenus par l’Amérique en matière commerciale ou peut-être vis-à-vis de l’Iran ne manqueront pas de provoquer des réactions avec des conséquences immenses sur le long terme ? Ainsi, même si les institutions du multilatéralisme résistent aux attaques du 45^e président des Etats-Unis, je pense que la question de la survie du dollar comme unique monnaie de réserve mondiale est désormais posée. Ces constatations devraient inciter les puissances moyennes, dont l’importance est l’un des leitmotifs de la WPC, à mettre les bouchées doubles pour construire une gouvernance mondiale qui ne soit pas soumise à la marche aléatoire de la puissance dominante.

Le conflit entre le nouveau et l’ancien temps ne se réduit pas à la contradiction entre la mondialisation impliquée par la technologie et l’affirmation renforcée de la réalité nationale. La vague de l’islamisme politique, qui n’a cessé de grossir depuis quatre décennies continue d’étendre ses ravages dans les terres musulmanes et partout ailleurs. Rien ne permet de penser qu’elle aurait commencé à refluer. Le détournement des religions comme arme politique ne se limite d’ailleurs pas à l’islam. Dans l’actualité la plus récente et dans une mesure certes tout à fait différente, la séparation en cours des églises orthodoxes russe et ukrainienne illustre la complexité du lien entre religion et politique en ce XXI^e siècle bien entamé, dont André Malraux aurait proclamé qu’il serait religieux ou tout au moins spirituel. Quoiqu’il en soit, l’un des objectifs majeurs de la gouvernance mondiale doit être la lutte contre toutes les formes de guerres de religion qui tant de fois dans l’histoire ont endeuillé les peuples, tant elles ont pu – temporairement - tout emporter sur leur passage.

On ne gouverne pas uniquement avec la raison. On ne gouverne pas uniquement avec les émotions. Il faut un équilibre, il faut de la mesure. Or, ce que nous voyons sous nos yeux est une forme de polarisation où le triomphe de la raison, tel qu’il s’exprime par la révolution technologique, exacerbe indirectement les passions les plus destructrices et les détournements les plus maléfiques de l’aspiration au divin. Plus que jamais, je crois à la pertinence de la mission que s’est assignée la WPC depuis 10 ans. Il faut prêter une attention croissante à toutes les formes de biens communs à l’humanité, à commencer par le climat et l’environnement. Il faut identifier ces biens communs et apprendre à les gérer collectivement. Il faut réinventer les pratiques de la démocratie, selon des formes combinant mieux dignité et efficacité. En portant activement ce message, la WPC espère contribuer, certes modestement, au développement durable d’un monde raisonnablement ouvert qui permette aux êtres humains – quelle que soient leurs croyances - de mieux vivre tant la réalité que le mystère de leur existence.

Amadou Gon Coulibaly

Premier ministre de la Côte d’Ivoire

Mesdames et Messieurs, c’est avec un réel plaisir que je prends part à cette édition 2018 de la World Policy Conference à Rabat. Je voudrais donc avant tout propos traduire à Sa Majesté Mohammed VI, Roi du Maroc, les salutations et les amitiés du Président de la République de Côte d’Ivoire, Son Excellence M. Alassane Ouattara. Je voudrais en son nom me réjouir de l’excellence des relations d’amitié et de coopération qui unissent nos deux pays. Je souhaite remercier M. Thierry de Montbrial, Président de l’Institut français des relations internationales, de m’avoir associé à cette importante rencontre qui offre chaque année, et ceci depuis 2008, l’opportunité aux décideurs, aux chercheurs, aux leaders d’opinion de discuter des défis du monde d’aujourd’hui.

Mesdames et Messieurs, l’Afrique, au cours des deux dernières décennies, a fait des progrès remarquables, et ceci dans de nombreux domaines. Au niveau économique, la croissance annuelle africaine est restée, à l’exception de l’année 2016, au-dessus de la moyenne mondiale avec des taux pour certains pays qui ont oscillé entre 7 et 10 %. Je voudrais me réjouir que la Côte d’Ivoire, au cours des dernières années, se situait au niveau de ces pays.

Les investissements publics et privés en Afrique subsaharienne sont en nette croissance, notamment les investissements directs étrangers qui sont passés de 25 milliards de dollars US en 2010 à plus de 42 milliards de dollars US en 2017, soit une hausse de 68 %. Au niveau social, le taux de l’extrême pauvreté en Afrique est passé de 57 % en 1990 à 43 % en 2012 puis à 35 % en 2015. Enfin, au niveau politique, la démocratie et les libertés individuelles se sont renforcées avec une baisse significative du nombre de conflits.

Vous constatez donc que l’image du continent s’est considérablement améliorée au point que le journal The Economist qui avait qualifié l’Afrique en mai 2000 de « continent sans espoir » a transformé ce titre pour devenir « Afrique montante » puis « l’Afrique aspirante ».

Je voudrais à présent partager avec vous quelques données sur notre continent. L’Afrique est sortie du siècle des coups d’Etat violents et des conflits armés comme moyens d’accession au pouvoir d’Etat, mais la stabilité politique et institutionnelle sur le continent reste néanmoins à consolider. Les menaces terroristes auxquelles sont confrontées certaines sous-régions du continent perdurent – notamment la zone du Sahel. Malgré les efforts considérables réalisés ces dernières années, l’Afrique a besoin, selon la Banque africaine de développement, d’environ 108 milliards de dollars US par an pour répondre à ses besoins en infrastructures. À titre d’exemple, les 48 pays d’Afrique subsaharienne avec une population combinée d’environ 800 millions d’habitants gênèrent à peu près la même électricité que l’Espagne qui a une population de 45 millions d’habitants. Sur une échelle de 0 à 1, l’Afrique subsaharienne a un score moyen de 0,40 pour une moyenne mondiale



de 0,57 dans l’évaluation de l’indice de capital humain de la Banque mondiale qui a été lancé le 11 octobre dernier à Bali.

Le continent africain possède aujourd’hui 60 % des terres arables inexploitées au monde et d’abondantes ressources minières et énergétiques, y compris renouvelables. Notre continent abrite six des dix économies les plus dynamiques au monde en termes de croissance, dont fait partie la Côte d’Ivoire. Les fondamentaux du continent africain sont solides pour continuer sa trajectoire de croissance.

Pour finir, je dirais que, d’ici 2050, selon les Nations Unies, une personne sur quatre sera africaine, la population des jeunes Africains de moins de 15 ans sera d’environ 850 millions et notre main d’œuvre sera la plus importante au monde.

Mesdames et Messieurs, les informations ci-dessus présentent à la fois les forces, mais également les faiblesses de notre continent. Cependant, l’Afrique dispose de bases solides pour devenir un pilier de la croissance et de la prospérité mondiale. Pour ce faire, il est de la responsabilité des dirigeants africains de mettre en place des politiques et des stratégies capables de relever les défis, et ceci dans un monde en perpétuelle mutation, dans un monde de moins en moins prévisible. En effet, comme le disaient plusieurs personnalités, l’exemple récent des pays d’Asie, notamment de la Chine, avec la multiplication par 56 de son PIB par habitant au cours des 40 dernières années, et la sortie de près de 700 millions d’habitants de la pauvreté montre que cela est possible. De mon point de vue, les gouvernements africains devraient mettre l’accent sur sept priorités.

La première serait la stabilité politique, la paix et la sécurité. En effet, sur l’ensemble du continent africain, ces points constituent des facteurs essentiels pour consolider le développement de l’Afrique. La communauté internationale à cet égard devra soutenir les initiatives régionales de prévention et de gestion des conflits. Par ailleurs, concernant la lutte contre le terrorisme, les opérations telles que celle menée par le G5 Sahel méritent d’être appuyées sur le plan financier et logistique. A titre d’exemple, sur ces problématiques de sécurité et du type de coopération que nous pourrions avoir, je rappellerai que, lorsque le président Alassane Ouattara était président de la CDAO et que la crise au Mali a éclaté, la bonne coordination entre la CDAO et la France a permis avec l’opération Serval d’arrêter ce qui aurait été une catastrophe pour la sous-région ouest-africaine.

Deuxième priorité, la réduction du gap en infrastructures. Il s’agit ici d’améliorer la compétitivité de nos économies. Pour ce faire, nous devons mobiliser davantage de ressources fiscales et d’épargne, mais aussi renforcer la coopération financière bilatérale et multilatérale et promouvoir les partenariats public-privé. En Côte d’Ivoire, nous investissons annuellement environ 30 % du budget de l’Etat dans le financement des infrastructures. Dans le secteur électrique à titre d’exemple, nous exportons de l’électricité vers sept pays de la sous-région et notre capacité énergétique, en hausse de 55 % depuis 2011, est aujourd’hui de 2 250 MW avec un objectif d’atteindre 4 000 MW à l’horizon 2020.

La troisième priorité me semble être l’éducation et la formation des jeunes. L’accent doit être mis sur l’éducation, et ceci sur une période de 6 à 16 ans, nous devons rendre l’éducation obligatoire. Nous devons également avoir une attention particulière sur la question de la formation professionnelle pour pouvoir relever le défi de l’emploi. Et également sur l’innovation, le secteur de la science et des technologies, notamment les technologies de l’information et de la communication. Je voudrais également indiquer qu’en Côte d’Ivoire, nous investissons environ le tiers de notre budget pour les dépenses sociales qui comprennent particulièrement l’éducation et également la santé.

La quatrième priorité, c’est l’amélioration du climat des affaires. Ce point demeure une priorité pour accélérer le développement du secteur privé et attirer les investissements directs étrangers. Comme l’atteste le récent classement au Doing Business, le nombre de pays africains dans le top 100 a doublé, passant de 5 en 2010 à 10 en 2017. Les pays africains sont donc sur la bonne voie, mais doivent impérativement poursuivre leurs efforts.

La cinquième priorité, c’est l’industrialisation du continent. La transformation structurelle de l’économie africaine passe par son industrialisation. Pour nous, en tant que gouvernement ivoirien, compte tenu de la forte base agricole de la Côte d’Ivoire, cela passe par la transformation de nos matières premières agricoles, notamment le cacao et la noix de cajou, produits pour lesquels la Côte d’Ivoire est le premier pays producteur mondial avec respectivement environ 2 millions de tonnes pour le cacao et 750 000 tonnes pour la noix de cajou. Par la transformation locale

notamment du cacao, nous visons à créer des emplois et à accroître notre part dans la chaîne de valeur de l’industrie du cacao qui est évaluée, tenez-vous bien, à près de 100 milliards de dollars, dont seulement 6 % reviennent aux pays producteurs.

La sixième priorité, c’est le maintien d’un cadre macroéconomique robuste. Cela est indispensable pour gagner et consolider la confiance de tous et établir une stabilité de développement. Nous avons effectué des réformes structurelles profondes qui ont permis d’assainir notre cadre macroéconomique et le taux de croissance en Côte d’Ivoire est ressorti à environ 8 % au cours des six dernières années et est estimé entre 7 et 8 % pour la période de 2018 à 2023 avec une inflation maîtrisée en dessous de 2 %, un ratio dette/PIB autour de 44-45 % et un déficit budgétaire que nous projetons à fin 2019 à 3 %.

Enfin, l’accélération de l’intégration régionale devrait permettre aux entreprises d’avoir accès à des marchés de grande taille et faciliter les échanges. En plus de la participation de la Côte d’Ivoire à l’UMOA et à la CDAO, nous faisons partie des pays ayant signé l’accord sur la zone de libre-échange continentale qui permettra de créer un marché commun de plus de 1,2 milliard d’habitants. Toutefois, les gouvernements ne pourront pas y arriver seuls, le secteur privé a un grand rôle à jouer, il reste le moteur de la croissance. Le secteur privé devrait améliorer sa productivité et ses performances pour tirer le meilleur parti des opportunités en Afrique, mettre sur l’accent sur les innovations technologiques comme dans les autres économies émergentes, notamment en Asie, et enfin travailler avec le gouvernement pour trouver les solutions aux facteurs qui entravent sa capacité à produire et à exporter des biens.

Mesdames et Messieurs, la conférence qui nous réunit ce jour constitue l’occasion de mener des réflexions approfondies sur les défis auxquels l’Afrique et le monde font face. Je me réjouis que la pertinence des thématiques, notamment celles relatives aux défis économiques mondiaux des cinq prochaines années, aux migrations et à l’avenir du multiculturalisme, à l’emploi des jeunes, à l’énergie et au climat, ainsi qu’aux enjeux sécuritaires et au financement du développement. Je reste persuadé, au vu de la qualité de cette assemblée, que sortiront de nos travaux des propositions et des recommandations pertinentes et qui permettront à nos Etats de mettre en place des politiques adaptées pour le développement économique et social en Afrique et dans le monde. C’est sur cet espoir que je voudrais clore mon propos en renouvelant mes sincères remerciements à Sa Majesté le Roi Mohammed VI et aux organisateurs de la World Policy Conference et souhaiter plein succès à nos travaux. Je vous remercie.

Message du Général Michel Aoun

Président du Liban

Message de Son Excellence, le Président de la République libanaise, le Général Michel Aoun :

« Mesdames et messieurs, en vous adressant ce message, j’ai bien conscience de l’honneur qui m’est donné d’adresser la parole à cette nouvelle édition de la World Policy Conference qui tient ses assises à Rabat, au Maroc.

Permettez-moi d’abord d’exprimer mon estime à Sa Majesté le Roi Mohammed VI, Roi du Maroc, pour avoir accueilli en son pays cette rencontre de très haut niveau. Terre de rencontre, d’histoire, de beauté et de tradition, le Maroc poursuit sa marche vers la modernité sous la conduite de Sa Majesté qui régule, commande et arbitre pour que le vivre-ensemble perdure dans le présent et l’avenir de tout un peuple, fier de ce qu’il a édifié et confiant dans ce qu’il édifiera encore. Cette conviction du vivre-ensemble entre cultures, civilisations et religions différentes continue de nous inspirer, nous, Libanais. Il a rendu le Liban plus qu’un pays, un message pour l’Orient comme pour l’Occident, comme l’a décrit Sa Sainteté le Pape Jean-Paul II. Désormais, cette conviction est un besoin universel.

Aujourd’hui plus que jamais, peuples et Etats du monde se trouvent dans l’urgence d’apprendre à connaître au milieu du chaos quasi généralisé le sens et le respect de la vérité que nous ne vivons pas séparés les uns des autres. La reconnaissance de l’unité de la famille humaine dans sa diversité et sa pluralité et l’attention portée à la dignité unie de toute personne se doivent de recevoir un élan dans la responsabilité de protéger tout être humain. A l’inverse, c’est l’indifférence ou la non-intervention qui causent de réels dommages. Il faut réaliser des modalités pour prévenir les conflits ou les résoudre, non seulement grâce aux moyens dont dispose l’action diplomatique, mais surtout voire avant tout en accordant attention et soutien au dialogue, à la volonté de réconciliation, à la justice transactionnelle.

En lançant l’année passée à la tribune des Nations Unies mon initiative de faire du Liban un centre mondial du dialogue interreligieux et interculturel, en lançant cette année à la même tribune cette





convention multilatérale pour instaurer l'Académie de l'homme pour la rencontre et le dialogue dans notre pays, le Liban a voulu montrer une fois de plus sa mission dans cette région du monde, berceau de tous les rêves et légitimes attentes, devenue pour certains un espace voué aux conflits sans fin.

Mesdames et messieurs, je suis confiant que vos assises véhiculées par la liberté intellectuelle apporteront des réponses à des questions essentielles, à savoir : comment sortir de ce chaos ? Comment retrouver un ordre mondial qui permettrait à nos enfants de vivre dans un monde pacifique, prospère, plus juste et plus gouverné ? Le Liban ne manquera pas de prendre part à ces débats, car il demeure porteur d'un espoir, celui de faire vivre et partager un idéal humaniste qui unit les peuples et de faire prévaloir la refondation de l'éthique de responsabilité collective.

En vous souhaitant plein succès dans l'élaboration de vos travaux et de vos partages, veuillez agréer, Mesdames et Messieurs, membres de la World Policy Conference ici présents, mes chaleureux remerciements et l'expression de ma vive considération. Merci.

Message de sa Sainteté Bartholomée I^{er}

Archevêque de Constantinople, Nouvelle Rome et Patriarche Œcuménique

Mesdames et Messieurs, chers amis,

La montée du populisme dans le monde inquiète. Idéologie sans substance, politique clientéliste et partisane, elle n'est que la reprise cynique d'une devise bien connue en relations internationales : « Diviser pour mieux régner ». Or, ce diagnostic que nous portons sur nos sociétés contemporaines témoigne aussi du malaise et du mal-être de la personne humaine. À la suite de différentes révolutions politiques, industrielles, économiques et technologiques qui se sont succédé depuis le XVIII^e siècle jusqu'à nos jours, la mondialisation, fruit de la modernité, a fait croire en l'existence d'un monde toujours plus interdépendant et connecté. De cette interdépendance globale devait naître plus de qualités, plus de libertés, voire plus de démocratie. Cependant, se servant des échecs de la mondialisation comme d'un bouc émissaire utile, le populisme en fait le lit de la haine de l'autre.

Malheureusement, dans ce tourbillon d'excès et de violence, le fait religieux est souvent utilisé à des fins disruptives, faisant l'apologie de la rupture et opposant les personnes les unes aux autres au point qu'aucun dialogue ne soit plus possible. La religion, selon ses deux acceptions, est par nature unitive, rapprochant le Ciel et la Terre. Elle agit aussi horizontalement comme un vecteur de réconciliation. La foi est au croisement de la rencontre du divin et de l'humain. Comme nous le rappelle l'Encyclique du saint et grand Concile de l'Église orthodoxe de juin 2016 : « La véritable paix n'est pas obtenue par la force des armes, mais uniquement par l'amour qui ne cherche pas son intérêt. Le baume de la foi doit servir à panser et à guérir les plaies anciennes d'autrui et non pas à raviver de nouveaux foyers de haine. »

C'est le concept même de relation qui est en danger. Comme par un mouvement de balancier, la transformation du monde en un simple village a généré, pour des raisons très diverses, son double négatif - l'isolement. Ce qui vaut à l'échelle personnelle se réalise aussi bien à l'échelle internationale. L'isolement est à la fois personnel et géopolitique. Des penseurs, comme le philosophe Régis Debray, ont réfléchi à cette question du lien comme médium. La théologie chrétienne parle plus volontiers de communion, en pensant simultanément l'Un et le Multiple à partir de la typologie trinitaire. L'Un n'est jamais isolé et « multiple » ne veut pas dire « fragmentation ». Les deux cohabitent et l'oxymore que l'Un et le Multiple représentent est, en vérité, l'expression d'une promesse. La communion découle de leur articulation, de même que la paix. Nous sommes convaincus que la religion doit avoir un rôle positif en tant qu'antidote au poison de la xénophobie qui se concentre aujourd'hui sur la question migratoire.

Ce débat de société, qui est particulièrement animé en Europe, interroge de nombreux aspects, non seulement de notre identité, mais aussi de notre foi, d'une foi vécue dans la réalité de son incarnation. En 2016, nous avons retrouvé notre frère Sa Sainteté le Pape François, sur l'Île grecque de Lesbos, particulièrement exposée à l'afflux de migrants cherchant refuge de l'autre côté de la Méditerranée. À cette occasion, nous avons pu prendre la mesure de la double tragédie qui ne cesse de se dérouler devant nos yeux. Elle est double, car le voyage des migrants est à la fois dangereux et infernal, sans assurance de réussite aucune. L'autre dimension du hiatus migratoire se concentre sur les effets que nous avons mentionnés plus haut, notamment le populisme.

En outre, la crise du lien et de la relation se manifeste avec force sur le plan de l'environnement. D'ailleurs, le grand défi migratoire du futur n'est-il pas lié au réchauffement climatique ? Les scientifiques estiment que, dans les années à venir, les plus affectés par le réchauffement

climatique seront les plus démunis, c'est pourquoi le problème écologique de la pollution est directement lié au problème social de la pauvreté. Toute activité écologique est, en fin de compte, mesurée et passée au crible de son impact et de son effet sur les plus vulnérables.

Le groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat des Nations Unies a très récemment publié un rapport alarmant à propos d'un possible réchauffement de la planète de 1,5 degré à l'horizon 2030. Le réchauffement s'accélère et ses conséquences se font déjà sentir. La protection de l'environnement n'est pas qu'une affaire scientifique, c'est une question politique et géopolitique internationale dont la paix dépend. Le Patriarcat œcuménique a conscience de l'urgence de la situation depuis une trentaine d'années. Notre consommation non modérée des ressources naturelles telles que l'essence, l'eau et les forêts, est une menace pour le climat de notre planète. Tels sont les résultats désastreux sur notre environnement de l'industrialisation et de la surconsommation. Or, pour retrouver un équilibre dans notre planète, nous avons besoin d'une spiritualité qui cultive l'humilité et le respect et qui est consciente des effets de nos actes sur la création.

Mesdames et Messieurs, chers amis,

L'idée du sacrifice, pour soi ou pour les autres, de soi ou des autres, rend compte du rapport intime entre le sacré et la religion. À l'heure où notre monde glorifie le profit et la réussite, il est nécessaire, sans cynisme, mais par esprit de responsabilité, de reconnaître que la religion est un ferment culturel de civilisation ayant façonné un authentique désir de réconciliation. Car rien ne sert au religieux de réconcilier le divin et l'humain s'il ne réconcilie pas, dans un même mouvement, l'humanité avec elle-même, voire l'humanité avec la création. La théologie, d'une part, mais aussi l'art, la littérature et la philosophie n'ont cessé de dépeindre et d'interpréter cette déchirure originelle qui est que l'Éden a vu la répétition inéluctable de la guerre, des conflits et de la haine. Aussi, confiante dans la puissance de la réconciliation, la liturgie orthodoxe prie pour la paix du monde. Le christianisme n'est sans doute pas le seul à faire ainsi. La voix des religions résonne d'une harmonie complexe pour appeler à la fin des conflits, à la coexistence pacifique des peuples et au rétablissement du lien de fraternité.

En fin de compte, nous ne pouvons que nous réjouir de la tenue, au Maroc, de cette nouvelle édition de la World Policy Conference. En nous invitant à partager ces quelques idées, ses organisateurs – et nous souhaitons remercier ici très chaleureusement le Professeur Thierry de Montbrial de son amitié – ont souligné l'importance cruciale que peut avoir la religion dans la réflexion sur les affaires du monde et ses enjeux internationaux. Le Patriarcat œcuménique que nous avons l'honneur de représenter les en remercie tout en leur souhaitant, et à l'ensemble des participants, un plein succès dans leur entreprise.



Autriche - Bundesministerium für Europa, Integration und Äußeres – 29/10/2018

Außenministerin Karin Kneissl reiste am Freitagabend, den 26. Oktober 2018, nach Marokko um dort an der jährlich stattfindenden ‚World Policy Conference‘ teilzunehmen. Bei dieser zum nunmehr 11. Mal stattfindenden Konferenz sprach die Außenministerin über den Übergang vom transatlantischen zum pazifischen Zeitalter sowie über den wirtschaftlichen Aufstieg Chinas und dessen Einfluss in Südosteuropa, dem Nahen Osten und Afrika.

Italie – Il manifesto – 01/11/2018

In occasione dell'11ma World Policy Conference, tenutasi a Rabat lo scorso weekend, il ministro degli Esteri spagnolo Joseph Borell ha confermato l'approvazione del fondo Ue di 140 milioni di euro da destinare al Marocco, sollecitato dal primo ministro spagnolo Pedro Sanchez durante il vertice dei capi di governo dell'Unione europea, svoltosi a Bruxelles il 17 e 18 ottobre, per il «controllo dell'immigrazione irregolare».

Jordanie – MenaFN – 28/10/2018

Morocco was suggested to be turning into a key manufacture hub for France’s Renault over the next years. The statement was made by CEO of Renault Group Carlos Ghosn at the World Policy Conference (WPC) in Rabat. The CEO of the French vehicle manufacturer confirmed that the couple of factories located in Casablanca and Tangier are expected to hit a capacity of 500,000 cars production annually.

Liban – L’Orient Le Jour – 27/10/2018

La première journée de la 11e session de la Conférence sur la gouvernance mondiale (World Policy Conference, WPC), qui se tient depuis hier à Rabat à l’initiative de l’Institut français des relations internationales (IFRI), a abordé des thèmes à caractère sociétal, avant que les dossiers géopolitiques soient débattus.

Maroc – Le Matin – 28/10/2018

Se déroulant du 26 au 28 octobre à Rabat, la 11e édition de la World Policy Conférence (WPC), comptant parmi les plus importantes conférences sur le plan international, a été une occasion propice de revenir sur certaines problématiques d’actualité géopolitique telle que la question migratoire. Dans ce sens, plusieurs intervenants ont souligné que « la politique migratoire adoptée par le Maroc est une success-story qui sert de modèle aux autres pays. »

Suisse – Le Temps – 29/10/2018

La rivalité croissante entre la Chine et les Etats-Unis va structurer les relations internationales des trente prochaines années, a déclaré Thierry de Montbrial, président de la World Policy Conference à l’ouverture de la 11e édition, qui s’est tenue à Rabat du 26 au 28 octobre derniers.

France – Les Echos – 28/10/2018

Réunis à Rabat à la World Policy Conference, des experts de la finance et des affaires internationales ont relayé les inquiétudes liées à la montée des populismes. Alors qu’un candidat d’extrême droite est aux portes du pouvoir au Brésil et que Rome et Bruxelles s’opposent sur le budget italien , le risque politique sur l’économie globale fait un retour en force dans les esprits.

Maroc – Marrakechalaan – 27/10/2018

دعا المشاركون في الدورة الحادية عشرة لمؤتمر السياسة العالمية، اليوم الجمعة 26 أكتوبر بالرباط، إلى تعزيز التعاون في مجال التجارة متعددة الأطراف، لمواجهة التحديات الاقتصادية الرئيسية في السنوات الخمس المقبلة.وشدد المتدخلون، ومن بينهم وزراء سابقون وخبراء وخبراء وباحثون، على أهمية "التعاون وتضامن الجهود بين الدول والحكومات" وكذا الالتزامات متعددة الأطراف من أجل اقتصاد عالمي قادر على مواجهة الأزمات "الاقتصادية المحتملة، مشيرين إلى أنه "لا يمكن تحقيق تعددية الأطراف بدون ريادة القوى المتوسطة".

Cuba – Prensa Latina – 28/10/2018

La WPC, que se celebra en Rabat, Marruecos, reúne a tomadores de decisiones, académicos y líderes de opinión de alto nivel de más de 40 países. Fundada en 2008, tiene como objetivo contribuir a mejorar todos los aspectos de la gobernanza, con miras a promover un mundo más abierto, próspero, justo y respetuoso con la diversidad de los estados y las naciones.

Inde – United News of India – 28/10/2018

Morocco will become a major production center for the French car manufacturer Renault in the coming few years, CEO of Renault Group Carlos Ghosn here said. Renault’s two factories in Casablanca and Tangier will reach a production capacity of 500,000 vehicles per year, CEO Ghosn said at World Policy Conference (WPC) [...] Organised on Oct 25-28, the WPC brings together top-level decision-makers, academics and opinion leaders from over 40 countries.

Gabon – Infoplus Gabon – 25/10/2018

Le Premier Ministre ivoirien, Amadou Gon Coulibaly, intervenant à la cérémonie d’ouverture de la "World Policy Conference", vendredi, à Rabat (Maroc), a indiqué la nécessité pour l’Afrique de prendre part aux réflexions sur les problématiques de gouvernance mondiale.

Côte d’Ivoire – AIP – 26/10/2018

Le Premier Ministre ivoirien, Amadou Gon Coulibaly, intervenant à la cérémonie d’ouverture de la "World Policy Conference", vendredi, à Rabat (Maroc), a indiqué la nécessité pour l’Afrique de prendre part aux réflexions sur les problématiques de gouvernance mondiale.

Hongrie – Igazságügyi Minisztérium – 27/10/2018

Trócsányi László igazságügyi miniszter panelbeszélgetésen vett részt a World Policy Conference globális nemzetközi fórumon, Rabatban 2018.október 26-án pénteken. A beszélgetés keretében Jean-François Copé, Meaux polgármestere, korábbi miniszter, Jim Hoagland a Washington Post szerkesztője és Bogdan Klich lengyel szenátor a migráció és multikulturalizmus kérdéséről vitáztott.

Espagne – la Información – 28/10/2018

Borrell ha sido uno de los asistentes a la World Policy Conference en Rabat para discutir los principales desafíos que afronta la comunidad internacional. Aprovechando este viaje, los jefes de la diplomacia de España y Marruecos han mantenido una reunión bilateral.

Hong Kong – Speakout – 29/10/2018

在摩洛哥Rabat市舉行、為期兩天半的第十一屆World Policy Conference剛結束，親自到當地出席的全國政協副主席梁振英隨即發表文章，提到雖然部份會議的議題和中國沒直接關係，但不少討論都旁及中國的影響和作用，中國的發展極為迅速，外界對中國不理解，認為要不斷加強溝通和交流的工作

Corée – Maeil Business Newspaper/Maekyung – 01/11/2018

제4차 세계대전이 한창인 듯한 분위기였다. 최근 열린 세계정책콘퍼런스(WPC)에서 전 세계 오피니언 리더들은 트럼프발 무역전쟁을 놓고 마치 세계대전이라도 일어난 것처럼 우려했다. 프랑스 국제관계연구소(IFRI)가 모로코 라바트에서 지난 10월 26일부터 3일 동안 주최한 이 행사 기간 내내 트럼프발 무역전쟁은 최대 화두였다. '충성 없는 세계대전'이 그대로 전달됐다.

Russie – EPRussia – 29/10/2018

Укрепление взаимодействия между европейскими и азиатскими государствами может помочь справиться с вызовами в интересах их граждан. Так считает министр иностранных дел Австрии Карин Кнайсль. Она заявила об этом в ходе пленарной сессии «Европа: некоторые стратегические задачи» в рамках 11-й Конференции по вопросам мировой политики (World Policy Conference), которая состоялась в Марокко. Мероприятие посетили более 250 гостей высокого уровня из 40 стран мира.

Vietnam – RFI Vietnam – 26/10/ 2018

Cuối tuần này, 250 chuyên gia về quan hệ quốc tế tụ họp tại Rabat, thủ đô Maroc tham dự Hội nghị Chính Trị Quốc tế (World Policy Conference). Theo các chuyên gia, thế giới dường như đang được tái cấu trúc thành hai cực, tập trung xung quanh Hoa Kỳ và Trung Quốc, trong khi mà châu u đang tìm kiếm cho mình một chỗ đứng.

Japon – Nikkei – 28/10/2018

仏国際関係研究所がモロッコのラバトで開いている「世界政策会議」で、日本経済新聞などの取材に答えた。
ゴーン氏はルノーによる2社の完全子会社化を避ける方針に変わりはないかとの問いに「私は過去の発言を数カ月後に翻したりしない。言った言葉はそのままだ」と述べた。同氏は6月、三菱自動車の株主総会で「完全子会社になる可能性はゼロだ」と語っていた。

Hongrie – Igazságügyi Minisztérium – 27/10/2018

Trócsányi László igazságügyi miniszter panelbeszélgetésen vett részt a World Policy Conference globális nemzetközi fórumon, Rabatban 2018.október 26-án pénteken. A beszélgetés keretében Jean-François Copé, Meaux polgármestere, korábbi miniszter, Jim Hoagland a Washington Post szerkesztője és Bogdan Klich lengyel szenátor a migráció és multikulturalizmus kérdéséről vitáztott.

Espagne – la Información – 28/10/2018

Borrell ha sido uno de los asistentes a la World Policy Conference en Rabat para discutir los principales desafíos que afronta la comunidad internacional. Aprovechando este viaje, los jefes de la diplomacia de España y Marruecos han mantenido una reunión bilateral.

PRESE

“

Patrick de Castelbajac

Les sites britanniques sont aujourd'hui nos sites les plus compétitifs en Europe. Nous possédons de nombreux talents, c'est là-bas que nous construisons nos ailes, grâce à des ingénieurs hors pair, qui sont à notre avis les meilleurs du monde dans ce domaine. Ainsi, l'Angleterre n'est donc pas seulement un atout économique clé pour Airbus, elle est aussi un élément essentiel de son identité, elle reflète qui nous sommes et ce que nous sommes capables d'accomplir. Le Brexit pourrait changer la donne.

“

Steven Erlanger

Trump a modifié la politique en profondeur et pour toujours. Son utilisation des médias sociaux, son discours démagogue et provocateur... Trump est un politicien qui joue sur la division et l'esprit de partisanerie. Ce n'est pas un homme politique du consensus. Il a été très clair sur ce point, il a brisé les règles et cela lui a très bien réussi.

“

Karin Kneissl

Il me semble que nous sous-estimons l'essor de la Chine depuis trop longtemps. La Chine était considérée comme un investisseur avant tout et nous commençons petit à petit à réaliser qu'elle devient un véritable acteur politique.

“

Ashoka Mody

Il n'y a aucune raison de se réjouir du fait que la Grèce fasse toujours partie de la zone euro. Il est vrai que le pays s'est stabilisé, mais son économie est 25 % plus faible qu'avant.

“

Itamar Rabinovich

Je crains que, dans cinq ans, la situation ne se soit guère améliorée au Moyen-Orient car les problèmes fondamentaux ne sont pas politiques mais sociaux, culturels et économiques. Le monde arabe compte près de 400 millions de personnes. Dans cinq ans, sa population atteindra quasiment 500 millions. Or, on ne dispose pas des moyens nécessaires pour fournir de l'eau à cette population, pour la nourrir, l'employer et l'éduquer. L'instabilité perdurera donc dans la région.

“

Jean Pisani-Ferry

C'est très difficile de dire à l'Italie, un pays qui n'a connu aucune croissance depuis le début de la crise - et même bien avant, car le PIB par habitant n'a pas évolué depuis 20 ans - que le statu quo est sa meilleure option.

“

Thierry de Montbrial

Je crois que c'était une bonne édition et que tous ceux qui y ont participé en sont sortis en ayant fait un certain nombre d'ajustements dans leur manière de voir, en ayant appris beaucoup de choses souvent, mais sans passion extrême. C'était pragmatique, équilibré mais avec le désir de rechercher des solutions constructives dans un monde complexe où la coopération est de plus en plus difficile.

“

Jim Hoagland

Je suis un optimiste. Je pense que lors des élections de 2020, toute une génération de jeunes hommes et femmes ayant participé à la guerre en Irak et en Afghanistan s'engagera massivement en politique et qu'ils deviendront les dirigeants de demain.

“

Leung Chun-Ying

Hong Kong bénéficie des avantages combinés du principe "un pays-deux systèmes". Dans un contexte de concurrence avec les villes étrangères, c'est l'avantage chinois qui prime, et lorsque nous sommes en concurrence avec des villes comme Shanghai, Chongqing ou Canton, nous tirons parti du double système. Nous combinons avantages et bénéfices. Tout le monde est gagnant.

“

Karim El Aynaoui

D'une certaine façon, je pense que l'Afrique se situe à un tournant. Ses plus grands défis sont, bien entendu, la jeunesse et l'emploi. Les économies doivent se développer de façon intelligente et durable. Certains pays, tels que l'Éthiopie, le Rwanda ou le Botswana, ont jusqu'à présent réussi à intégrer ces enjeux dans les politiques industrielles.



WORLD
POLICY
CONFERENCE

11th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
25-28 octobre 2018 • Rabat

WORLD
POLICY
CONFERENCE

11th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
25-28 octobre 2018 • Rabat

WORLD
POLICY
CONFERENCE

11th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
25-28 octobre 2018 • Rabat

WORLD
POLICY
CONFERENCE

11th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
25-28 octobre 2018 • Rabat

WORLD
POLICY
CONFERENCE

11th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
25-28 octobre 2018 • Rabat



WORLD
POLICY
CONFERENCE

11th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
25-28 octobre 2018 • Rabat

SOUS LE HAUT PATRONAGE
DE SA MAJESTE LE ROI MOHAMMED VI

WORLD
POLICY
CONFERENCE

11th EDITION
GOUVERNANCE MONDIALE
25-28 octobre 2018 • Rabat

www.worldpolicyconference.com
#WorldPolicyConf





Partenaires

- OCP Policy Center
- Total
- Poongsan
- Banque du Liban
- Groupe Renault
- PMI Impact
- L'Oréal
- Airbus
- KNGK Group
- United Way
- Capgemini
- CNES
- Eximbank



Médias

- Matin Première
- Africa 24
- Afrika News
- An-Nahar
- Le Matin
- Les Echos
- L'Orient-Le Jour
- Maeil Business Newspaper
- Nikkei
- RFI



Avec le soutien de

- | | | | |
|---------------|---------------------|--------------|-----------------|
| Burelle SA | Financière de l'Ile | Desfilis | IDATE |
| Pierre Keller | Alcen | Bruno Lafont | André Lévy-Lang |



Partenaires



Médias



L'Institut français des relations internationales

Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri (Institut français des relations internationales) est, en France, le principal institut de recherche et de débat indépendant consacré à l'analyse des questions internationales et de gouvernance mondiale.

L'Ifri a pour mission d'éclairer et de mettre en perspective les principaux problèmes internationaux. Il s'adresse prioritairement aux décideurs politiques, économiques, aux milieux académiques et aux leaders d'opinion.

Pour la deuxième année consécutive, l'Ifri est classé au 2e rang des think tanks les plus influents au monde derrière la Brookings Institution (Etats-Unis), selon le classement du « Global Think Tank Report » de l'université de Pennsylvanie portant sur plus de 8000 think tanks de près de 190 pays.

WPC

Thierry de Montbrial
Président et fondateur

Song-Nim Kwon
Directeur exécutif

Nicolas de Germay
Vice-président

Florent de Chantérac
Producteur exécutif

Guillaume Foucault
Attaché de presse

ifri

Contact :

Dr Song-Nim Kwon : +33 (0)1 40 61 72 81

E-mail : kwon@worldpolicyconference.com

Pour plus d'informations :

www.worldpolicyconference.com

www.worldpolicyconferencetv.com



Crédits

Direction artistique et éditoriale

Song-Nim Kwon

Traitement de données et relecture

Marion Jacquin

Manon Gautier

Virginie Poithier

Réalisation graphique et mise en page

Ellair

Crédits photos

CLASH VISUEL ©Bahi et ©Christophe Peus

Imprimé en France - Février 2019

Tous droits réservés

ISBN: 978-2-36567-987-9





ifri

www.ifri.org

www.worldpolicyconferencetv.com

www.worldpolicyconference.com